

Université de Montréal

**De l'indépendance à la reconnaissance du génocide :
le (re)cadrage des actions collectives de la diaspora tamoule
depuis 2009**

Par Alexie Labelle

Programme de maîtrise en études internationales
Faculté des Arts et Sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade Maîtrise es science en Études Internationales

Août 2015

© Alexie Labelle, 2015

Université de Montréal
Faculté des études supérieures et postdoctorales

Ce mémoire intitulé :

**De l'indépendance à la reconnaissance du génocide : le (re)cadre des actions collectives
de la diaspora tamoule depuis 2009**

Présenté par Alexie Labelle

A été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Martin Papillon
Président du jury

Pascale Dufour
Membre du jury

Frédéric Bastien
Co-directeur de recherche

Magdalena Dembinska
Co-directrice de recherche

Résumé

Alors que la mobilisation de la diaspora tamoule pendant la guerre civile sri lankaise (1983-2009) a été amplement discutée et analysée, peu de chercheurs se sont penchés sur la mobilisation de la diaspora tamoule après 2009. Pourtant, cette mobilisation d'après-guerre présente une rupture importante avec le discours d'indépendance du Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE) prédominant pendant la guerre civile sri lankaise, rupture qui s'illustre, entre autres, par l'émergence d'un discours de reconnaissance du génocide. Comment expliquer ce changement de discours?

L'objectif de ce mémoire est d'exposer le recadrage des actions collectives de la diaspora tamoule depuis 2009, pour ensuite expliquer comment et pourquoi nous l'observons. Pour ce faire, nous retraçons le discours de cinq acteurs collectifs en matière d'indépendance et de génocide, tel que rapporté par le site web diasporique, *Tamilnet.com*. Les acteurs collectifs à l'étude sont les suivants : le Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE), le Global Tamil Forum (GTF), le Transnational Government of Tamil Eelam (TGTE), Tamils Against Genocide (TAG) et le National Council of Canadian Tamils (NCCT).

Notre démarche, qui consiste en une analyse de cadrage, à la fois quantitative et qualitative, nous amène à remettre en question la relation causale entre la fenêtre d'opportunité et le recadrage. En revanche, nous démontrons que le recadrage des actions collectives de la diaspora tamoule depuis 2009 s'explique par l'émergence de nouveaux acteurs collectifs, eux-mêmes porteurs d'un nouveau discours. L'apparition de ces nouveaux acteurs collectifs médiate ainsi la relation entre la fenêtre d'opportunité et le recadrage.

Mots-clés : Diaspora, mobilisation, recadrage, action collective, génocide, indépendance, Tamouls, Sri Lanka

Abstract

While previous studies have focused on Tamil diaspora mobilization during Sri Lanka's civil war (1983-2009), post-war Tamil mobilization within the diaspora remains largely understudied. However, this post-war mobilization is characterized by the emergence of a new discourse on the recognition of the Tamil genocide and represents a major break with the Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE)'s discourse on Tamil Eelam independence. How can we explain this shift in discourse?

This research outlines the reframing of collective actions organized within the Tamil diaspora since 2009 and provides an explanation as to why such reframing is taking place. We focus on five collective actors, namely the Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE), the Global Tamil Forum (GTF), the Transnational Government of Tamil Eelam (TGTE), Tamils Against Genocide (TAG) and the National Council of Canadian Tamils (NCCT). We deconstruct their discourse pertaining to Tamil independence and Tamil genocide using *Tamilnet.com*, an online news portal.

Using a quantitative and qualitative frame analysis approach, we challenge the causal relationship between opportunity window and reframing. Conversely, our results show that the reframing of Tamil collective actions in the diaspora since 2009 is due to the emergence of new collective actors, bearers of a new discourse on the recognition of genocide. We then suggest that the emergence of new collective actors mediates the relationship between opportunity window and reframing.

Keywords : Diaspora, mobilization, reframing, collective action, genocide, independence, Tamils, Sri Lanka

Table des matières

RÉSUMÉ	I
ABSTRACT	II
TABLE DES MATIÈRES	III
Liste des tableaux	V
Liste des figures	VI
Liste des sigles	VII
REMERCIEMENTS	IX
INTRODUCTION	1
CHAPITRE 1 : DE L'INDÉPENDANCE À LA RECONNAISSANCE DU GÉNOCIDE	5
1.1 LE CONFLIT SRI LANKAIS ET L'ÉMERGENCE DU LTTE	6
1.2 LA DIASPORA TAMOULE ET LE LTTE	8
1.3 LE PRINTEMPS 2009	12
1.3.1 ÉMERGENCE D'UN CADRE SUR LE 'GÉNOCIDE TAMOUL' DANS LE DISCOURS	15
CHAPITRE 2 : DIASPORA, MOBILISATION ET RECADRAGE	17
1.1 DIASPORA ET MOBILISATION	17
1.1.1 DÉFINIR LA DIASPORA	17
1.1.2 LES OPPORTUNITÉS POLITIQUES	24
1.1.3 CADRAGE ET RECADRAGE	27
1.1.4 PREMIÈRE HYPOTHÈSE	32
2.1 LES STRUCTURES MOBILISATRICES	32
2.1.1 RÉSEAUX ET ACTEURS COLLECTIFS	32
2.1.2 LA SPHÈRE PUBLIQUE COMME STRUCTURE MOBILISATRICE	35
2.1.2.1 LES DIFFÉRENTES SPHÈRES PUBLIQUES – HABERMASSIENNE ET DIASPORIQUE	35
2.1.2.2 TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES ET ACCESSIBILITÉ ÉLARGIE DE LA SPHÈRE PUBLIQUE DIASPORIQUE	38
2.1.3 DEUXIÈME HYPOTHÈSE	42
CHAPITRE 3 : MÉTHODOLOGIE	44
3.1 LES ACTEURS COLLECTIFS	44
3.1.1 GLOBAL TAMIL FORUM	48
3.1.2 TRANSNATIONAL GOVERNMENT OF TAMIL EELAM	50
3.1.3 TAMILS AGAINST GENOCIDE	52
3.1.4 NATIONAL COUNCIL OF CANADIAN TAMILS	54
3.2 TAMILNET	56

3.3 ANALYSE DE CADRAGE	58
3.3.1 CONSTRUCTION DE L'ÉCHANTILLON	58
3.3.2 CODAGE	60
3.3.2.1 PREMIER CADRE : INDÉPENDANCE	62
3.3.2.2 SECOND CADRE : GÉNOCIDE	64
3.4 TRAITEMENT DES DONNÉES	66
CHAPITRE 4 : DISCOURS DES ACTEURS COLLECTIFS	68
4.1 LE DISCOURS DES TIGRES TAMOULS	68
4.1.1 INDÉPENDANCE	69
4.1.2 GÉNOCIDE	73
4.2 ANCIENS ACTEURS	75
4.2.1 GLOBAL TAMIL FORUM	76
4.2.2 TRANSNATIONAL GOVERNMENT OF TAMIL EELAM	79
4.2.3 VÉRIFICATION DE LA PREMIÈRE HYPOTHÈSE	83
4.3 NOUVEAUX ACTEURS	86
4.3.1 TAMILS AGAINST GENOCIDE	87
4.3.2 NATIONAL COUNCIL OF CANADIAN TAMILS	92
4.3.3 VÉRIFICATION DE LA DEUXIÈME HYPOTHÈSE	95
4.4 CONCLUSION	99
CHAPITRE 5 : CONCLUSION	102
5.1 CONTRIBUTIONS À LA RECHERCHE	103
5.2 RECHERCHES FUTURES	105
BIBLIOGRAPHIE	106
ANNEXE 1	X

Liste des tableaux

I Idéaux types de la diaspora, exemples et notes.....	19
II Dimensions des structures mobilisatrices.....	34
III Nombre d'articles codés par acteur collectif.....	60
IV Proportion des articles codés pour le LTTE selon chaque cadre.....	69
V Proportion des articles codés pour le GTF selon chaque cadre.....	76
VI Proportion des articles codés pour le TGTE selon chaque cadre.....	80
VII Sommaire des résultats de l'analyse qualitative pour les anciens acteurs.....	85
VIII Proportion des articles codés pour TAG selon chaque cadre.....	87
IX Proportion des articles codés pour le NCCT selon chaque cadre.....	92
X Sommaire des résultats de l'analyse quantitative.....	98
XI Sommaire des résultats de l'analyse qualitative pour les nouveaux acteurs.....	99

Liste des figures

1 Schématisation des hypothèses.....	43
2 Organisations membres du Global Tamil Forum	45
3 Formation des organisations tamoules répertoriées	47
4 Positionnement des anciens acteurs collectifs vis-à-vis l'indépendance et la reconnaissance du génocide.....	83
5 Hypothèse 1.....	84
6 Positionnement de tous les acteurs collectifs à l'étude vis-à-vis l'indépendance et la reconnaissance du génocide.....	95
7 Hypothèse 2.....	97

Liste des sigles

AGT: Association of German Tamils

APPGT: All-Party Parliamentary Group for Tamils

BTF: British Tamil Forum

CTBC: Canadian Tamil Broadcasting Corporation

CTC: Canadian Tamil Congress

FACT: Federation of Associations of Canadian Tamils

FFTA: French Federation of Tamil Associations

GTF: Global Tamil Forum

GTYL: Global Tamil Youth League

HRW: Human Rights Watch

HTN: Haïtian Television Network of America

IFT: International Federation of Tamils

IRA: Irish Republican Army

LTTE: Liberation Tigers of Tamil Eelam

MTR: Montreal Tamil Radio

NCCT: National Council of Canadian Tamils

ONU: Organisation des Nations Unies

PKK: Kurdistan Workers' Party

SCRS: Service canadien de renseignement et de sécurité

TAG: Tamils Against Genocide

TGTE: Transnational Government of Tamil Eelam

TNA: Tamil National Alliance

TULF: Tamil United Liberation Front

TYO-UK: Tamil Youth Organization – United Kingdom

USTPAC: United States Tamil Political Action Council

UTO: United Tamil Organization

WTM: World Tamil Movement

YUTSA: York University Tamil Students Association

Remerciements

Mes premiers remerciements s'adressent à mes deux co-directeurs, Frédérick Bastien et Magdalena Dembinska, pour leurs conseils judicieux et leurs commentaires éclairants tout au long de ce processus, qui ne fut pas sans difficulté. Je les remercie, entre autres, pour leur temps consacré à mon mémoire, leurs encouragements, ainsi que leur écoute. Si ce mémoire arrive à sa fin, c'est certainement grâce à leur appui et à leur soutien continu.

Je remercie également le CÉRIUM, particulièrement Frédéric Mérand, Michelle Daniel, Catherine Villemer et Lise Lebeau, pour m'avoir fait une place dans leur équipe et pour la confiance qu'ils m'ont accordée. Je les remercie aussi pour leur patience et leur flexibilité, surtout lorsque la rédaction battait son plein.

Je dois aussi remercier Simon et Alexandre, du CEPSI, sans qui ces heures de codage et de rédaction passées devant mon poste auraient sans doute été plus longues et monotones. Anne-Marie, Marie-Lise, Anne-Sophie, Lana, Marie et Saaz, je vous remercie pour votre écoute singulière. Vos encouragements perpétuels m'auront donné la motivation nécessaire pour arriver à cette fin. Merci à mes parents, pour m'avoir toujours encouragé à poursuivre des études universitaires et pour avoir contribué financièrement à la réalisation de celles-ci.

Mes derniers remerciements vont à Florence, avec qui je partage mes joies, mes peines, mes succès et mes échecs. Merci pour ta patience inouïe mais surtout, merci pour ton écoute quotidienne et ton support incommensurable dans ces moments de doutes et de réflexions.

Introduction

Le Sri Lanka connaît, depuis son indépendance en 1948, des tensions entre ses deux principaux groupes ethniques, les Cinghalais et les Tamouls, tensions ayant culminé avec l'éclatement d'une guerre civile en juillet 1983. Pour comprendre les causes de ce conflit ethnique, qui perdure en dépit de la fin de la guerre civile en mai 2009, plusieurs études remontent à l'indépendance du pays (Wayland 2004), ainsi qu'à l'adoption du *Sinhala Only Act* en 1961, projet de loi ayant fait du Cinghalais la seule langue officielle du pays (Van de Voorde 2005; De Votta 2005). Selon plusieurs, ce projet de loi aurait également engendré l'émergence d'organisations militantes tamoules, dont le Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE), qui aura mené une guerre armée contre le gouvernement sri lankais pendant plus de vingt ans (Van de Voorde 2005; Wayland 2004; De Votta 2005).

Les premières vagues d'émigration tamoule dans les années 1980 (Aruliah 1994), provoquées par le commencement de la guerre civile sri lankaise, ainsi que le réseautage transnational du LTTE, ont facilité la formation de la diaspora¹ tamoule (Chalk 1999; Wayland 2004). Cette diaspora, répartie principalement au Canada, au Royaume-Uni et en France, s'est rendue visible dans l'espace public, et ce, à maintes reprises par le biais de la mobilisation, revendiquant fermement l'indépendance et la création d'un État tamoul (Orjuela 2012; Goreau-Ponceaud 2009). En revanche, une médiatisation accrue des manifestations du printemps 2009, à l'occasion des derniers affrontements entre le LTTE et le gouvernement sri lankais, aura engendré des

¹ Le terme diaspora sera défini ultérieurement.

² Le *Sinhala Only Act* fut introduit en 1956 par le Président Bandaranaike et fut par la suite adopté en 1961 (DeVotta 2005).

³ Le LTTE détient une brigade spéciale de kamikazes, les *Black Tigers*, composée d'hommes et de femmes: « The

répercussions considérables pour cette communauté transnationale, dont une stigmatisation de l'identité tamoule (George 2012; Jones 2013; Thurairajah 2011). Toutefois, en dépit de cette stigmatisation sociale, la communauté tamoule diasporique demeure mobilisée, revendiquant désormais la reconnaissance du génocide tamoule. Cette mobilisation post-2009 s'illustre notamment par l'organisation de rallyes de reconnaissance du génocide dans plusieurs villes nord-américaines et européennes, ainsi que par des campagnes de mobilisation virtuelles sur les médias sociaux, notamment l'utilisation du mot clic *#VoiceGenocide* sur le réseau social *Twitter*.

Cette mobilisation post-2009, centrée sur la reconnaissance du génocide, se situe au cœur de notre projet de recherche et nous amène donc à poser la question suivante : *comment expliquer le recadrage des actions collectives dans la diaspora tamoule depuis la fin de la guerre civile sri lankaise en 2009?* Bien que plusieurs chercheurs se soient penchés sur les manifestations du printemps 2009, notamment en ce qui a trait à la participation et aux coûts de l'engagement (George 2012; Thurairajah 2010; Orjuela 2012), peu d'études exposent le changement observé dans la mobilisation depuis 2009. Dans cette optique, ce mémoire a pour objectif de valider l'existence de ce recadrage, de montrer comment il s'est effectué et d'expliquer pourquoi nous l'observons.

Dans le premier chapitre, nous mettrons en contexte le conflit sri lankais depuis l'indépendance du pays, ainsi que la formation de la diaspora tamoule. Nous situerons également l'émergence du LTTE pour ensuite illustrer son emprise sur la diaspora tamoule pendant la guerre civile sri lankaise. L'objectif de ce premier chapitre sera de dresser un portrait de notre

observation de départ quant au recadrage des actions collectives de la diaspora tamoule. Ce faisant, une attention particulière sera accordée aux manifestations du printemps 2009.

Le second chapitre sera dédié au cadre conceptuel. Nous exposerons d'abord les différentes approches quant à la conceptualisation de la diaspora à titre d'objet d'étude. Nous présenterons ensuite l'état de la littérature sur les opportunités politiques, les structures mobilisatrices et le recadrage. Considérant l'interdisciplinarité de ce mémoire, le cadre conceptuel s'ancrera dans plusieurs littératures, dont celles sur les mouvements sociaux et la communication politique, à la suite desquelles nous proposerons deux hypothèses.

Le troisième chapitre abordera notre cadre méthodologique. Nous dresserons un bref portrait des organisations diasporiques tamoules et exposerons la sélection des cinq acteurs collectifs à l'étude : Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE), Global Tamil Forum (GTF), Transnational Government of Tamil Eelam (TGTE), Tamils Against Genocide (TAG) et National Council of Canadian Tamils (NCCT). Dans ce chapitre, nous préciserons nos choix méthodologiques et présenterons un aperçu du média *Tamilnet.com*, duquel nous avons construit notre échantillon discursif pour notre analyse de cadrage. Nous élaborerons ensuite la définition de nos deux cadres à l'étude – 'indépendance' et 'génocide' – afin de relater la construction de notre grille de codage.

Enfin, le dernier chapitre sera consacré à la présentation des résultats. Le premier objectif de ce chapitre sera de déconstruire l'articulation du discours de chaque acteur collectif en matière d'indépendance et de génocide. Ce faisant, nous mettrons en comparaison le discours du GTF, du

TGTE, de TAG et du NCCT avec celui du LTTE afin de mettre en lumière la continuité et le changement de cadres. Le second objectif sera de vérifier nos deux hypothèses. Ce faisant, nous démontrerons que le recadrage des actions collectives de la diaspora tamoule depuis 2009 s'explique par l'émergence de nouveaux acteurs, facilitée par la présence d'une fenêtre d'opportunité, eux-mêmes porteurs d'un nouveau discours sur la reconnaissance du génocide.

La contribution principale de ce mémoire sera donc de démontrer que la fenêtre d'opportunité ne suffit pas pour expliquer le changement de discours et le recadrage des actions collectives de la diaspora tamoule. En revanche, nous démontrerons que l'émergence de nouveaux acteurs présente une piste explicative plus adéquate.

Chapitre 1 : De l'indépendance à la reconnaissance du génocide

Alors que la guerre civile sri lankaise, ainsi que les manifestations de 2009, ont été amplement observées, discutées et analysées (George 2012; Thurairajah 2010, 2011; Orjuela 2008, 2012; MacDowell 1996), les actions collectives diasporiques tamoules d'après-guerre demeurent peu étudiées (Walton 2014; Amarasingam 2013; Vimalarajah et Cheran 2010). Pourtant, en dépit de la fin de la guerre civile sri lankaise, la diaspora tamoule demeure mobilisée, notamment à une échelle transnationale, par l'entremise du cyberspace. Vimalarajah et Cheran (2010) offrent un aperçu de cette mobilisation d'après-guerre et évoquent un changement observable au niveau du répertoire d'actions, de l'échelle d'action, des revendications et de la composition des acteurs collectifs – la deuxième génération étant de plus en plus engagée depuis 2009. Dans cette optique, on remarque également que le discours prédominant de reconnaissance du génocide rompt considérablement avec le discours d'indépendance des Tigres Tamouls; pourtant, peu de chercheurs ont tenté de comprendre pourquoi, depuis 2009, la diaspora tamoule se mobilise davantage pour la reconnaissance du génocide que pour l'indépendance. Ainsi, tenant compte du fait qu'il est non seulement un élément essentiel dans notre compréhension de la mobilisation tamoule diasporique d'aujourd'hui, mais aussi un terrain d'étude peu défriché jusqu'à présent, le recadrage des actions collectives dans la diaspora tamoule mérite d'être approfondi davantage.

Afin de situer le recadrage des actions collectives dans la diaspora tamoule depuis la fin de la guerre civile en mai 2009, il est nécessaire de présenter (i) un aperçu du conflit ethnique au Sri Lanka et de l'émergence du Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE) à titre d'acteur

collectif, (ii) la construction de la diaspora tamoule et son rapport avec le LTTE et (iii) la mobilisation de la diaspora tamoule au printemps 2009.

1.1 Le conflit sri lankais et l'émergence du LTTE

Depuis son indépendance de l'empire britannique en 1948, le Sri Lanka a connu un nombre considérable d'émeutes et de violences interethniques (Thiranagama 2014) opposant la majorité cinghalaise à la minorité tamoule. Selon le recensement de 2012, la population du Sri Lanka est d'approximativement 20 millions. Les Cinghalais forment environ 75% de la population et sont majoritairement bouddhistes; les Tamouls, quant à eux, forment 11% de la population et sont majoritairement hindous (Sri Lanka 2012; Wayland 2004). Si certains remontent à la colonisation de cette petite île au sud-est de l'Inde afin de situer le conflit entre Tamouls et Cinghalais (Thurairajah 2011), d'autres s'attardent plutôt à l'indépendance du pays dans les années 1940 (Wayland 2004), ainsi qu'au *Sinhala Only Act*² introduit par le gouvernement sri lankais dans les années 1950. Ce dernier a ainsi facilité la mise en place de mesures discriminatoires à l'égard de la communauté tamoule sri lankaise, notamment en faisant du Cinghalais la seule langue officielle du pays. De plus, le nombre d'employés tamouls dans la fonction publique a considérablement diminué et les changements de politiques d'admission dans les écoles ont compliqué l'accès à l'éducation chez la population tamoule (Wayland 2004; Thurairajah 2011). L'adoption de ce projet de loi a ainsi donné lieu à d'importantes manifestations pacifiques tamoules suivies d'émeutes causant la mort de 150 Tamouls (DeVotta

² Le *Sinhala Only Act* fut introduit en 1956 par le Président Bandaranaike et fut par la suite adopté en 1961 (DeVotta 2005).

2005). Ceci dit, pour plusieurs, le *Sinhala Only Act* aura eu comme principale conséquence de nourrir les premières idées d'un séparatisme tamoul émergent (DeVotta 2005; Wayland 2004).

À la suite de l'inaptitude et de l'incapacité des partis parlementaires tamouls à contrer les mesures discriminatoires du *Sinhala Only Act*, des organisations militantes tamoules revendiquant l'indépendance d'un État tamoul ont donc commencé à voir le jour (Thiranagama 2014). Dans les années 1970, ces organisations ont proliféré et parmi celles-ci, le Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE), dirigé par Velupillai Prabhakaran, s'est illustré sur la scène internationale, notamment avec l'établissement de son siège à Londres en 1978 (Chalk 1999; Orjuela 2012; Thiranagama 2014). Cette organisation pyramidale, officiellement créée en 1976 (Van de Voorde 2005) et revendiquant fermement l'indépendance du Tamoul Eelam, s'est par ailleurs fait connaître pour son utilisation de kamikazes, ainsi que ses réseaux de renseignements transnationaux hautement complexes et sophistiqués (Chalk 1999). Selon Chalk (2008), c'est d'ailleurs la centralisation de ce réseautage international qui aura permis au LTTE de poursuivre le combat contre l'armée sri lankaise pendant plus de vingt ans. Aucun autre groupe armé, à l'exception du Kurdish Workers Party (PKK) et du Provisional Irish Republican Army (PIRA) n'aurait réussi à mettre en place et à maintenir une structure organisationnelle de cette envergure (Chalk 2008) pendant plus de deux décennies.

Cela dit, les méthodes employées par le LTTE, notamment l'usage de la violence et de kamikazes³, ne firent pas l'unanimité parmi la communauté tamoule sri lankaise et certaines

³ Le LTTE détient une brigade spéciale de kamikazes, les *Black Tigers*, composée d'hommes et de femmes: « The suicide commandos of the Black Tigers brigade carry glass capsules containing sodium or potassium cyanide around their necks, which they must use to kill themselves and avoid capture should they fail to carry out their mission,

organisations en désaccord avec le LTTE se sont vues attaquées par ce dernier pour cause de trahison, tandis que d'autres se sont vues forcées d'intégrer l'organisation des Tigres Tamouls (Orjuela 2012). En effet, le LTTE est parvenu à dominer au-delà de 35 groupes armés tamouls afin de préserver son hégémonie (Van de Voorde 2005). Parallèlement, tel qu'élaboré ci-dessous, le LTTE s'est mis à infiltrer de manière intensive les organisations diasporiques, en plus de recourir à des méthodes coercitives auprès de Tamouls établis à l'étranger, dont par exemple des menaces de représailles si la famille ne contribuait pas au financement de l'organisation (La 2004; Orjuela 2012). Ceci dit, en juillet 1983, des affrontements entre des militants du LTTE et des soldats cinghalais à Colombo ont donné lieu à des émeutes, qui se sont propagées à la grandeur du pays. Communément appelé le *Black July* par la communauté tamoule, ce mois de juillet 1983 est reconnu comme étant le véritable déclenchement de la guerre civile sri lankaise opposant le gouvernement cinghalais au LTTE et si plusieurs Tamouls n'étaient pas convaincus par la quête de l'indépendance avant 1983, ils étaient maintenant majoritaires à la revendiquer pour le nord-est sri lankais, se ralliant désormais derrière le leadership de Prabhakaran et du LTTE (DeVotta 2005).

1.2 La diaspora tamoule et le LTTE

Bien que des vagues d'émigrations tamoules aient été observées depuis l'indépendance du Sri Lanka en 1948, l'émigration massive ayant donné lieu à l'émergence d'une diaspora tamoule organisée, structurée et mobilisée, remonte plutôt à 1983 et au début du conflit armé (Chalk 2008; ICG 2010; Aruliah 1994). Selon un rapport du International Crisis Group paru en 2010, la

otherwise they will 'face some more painful form of death at the hands of the LTTE' » (Hudson 2000, 139 cité dans Van de Voorde 2005, 187).

diaspora tamoule compterait jusqu'à un million de membres, dispersés sur plusieurs continents, mais principalement en Amérique du Nord et en Europe : au Canada (320 000), au Royaume-Uni (180 000), en France (100 000), en Suisse (47 000) et en Allemagne (60 000); l'Australie en compte aussi un peu plus de 50 000 (ICG 2010; Chalk 2008).

Au Canada, on remarque que l'immigration tamoule a été facilitée grâce à un programme spécial d'aide aux réfugiés sri lankais, mis sur pied par le ministre canadien de l'Immigration John Roberts (Aruliah 1994)⁴. De son côté, la Suisse a géré l'immigration tamoule à titre de cas spécial plutôt que de lui attribuer le statut de réfugiés: « Tamils were not granted *de jure* refugee Status but they were categorised as people fleeing a situation of general strife, and therefore granted some form of temporary admission and protection from collectively based harm as members of a persecuted group » (MacDowell 1996, 9). De manière générale, MacDowell (1996) constate que les Tamouls qui arrivèrent en Europe dans les années 1980 formaient une nouvelle catégorie de réfugiés, soit des 'demandeurs d'asile moderne', qui ne cadrerait guère avec le régime juridique de gouvernance des réfugiés établi pendant la guerre froide. Ceci dit, leur intégration aurait été notamment facilitée grâce au travail du LTTE à faire reconnaître les Tamouls à titre de 'diaspora victimisée'⁵ (Wayland 2004; Cohen 1996).

Néanmoins, Goreau-Ponceaud (2009) soulève que l'arrivée de Tamouls sri lankais en France a véritablement bousculé la communauté tamoule déjà présente, provenant d'Océanie et

⁴ « This program, introduced in September 1983, allowed the Sri Lankan refugee claimants, students, and visitors who were in Canada at the time, to apply for landing from inside Canada; imposed a moratorium on removals to Sri Lanka; allowed eligible residents to sponsor affected relatives under relaxed selection criteria; and authorized the issue of Minister's permits for those persons whose lives were deemed to be in danger (...) Concurrently, however, the Government imposed visa requirements on Sri Lankan nationals » (Aruliah 1994, 11).

⁵ Ceci renvoie à la catégorisation des diasporas en cinq idéaux types, telle qu'élaborée par Cohen (1996, 2008). Cette catégorisation sera abordée dans le chapitre suivant.

des Caraïbes. Conséquemment, elle aurait engendré une politisation de la communauté tamoule dans son ensemble, revendiquant une plus grande visibilité dans l'espace public. En contrepartie, elle se serait maintenue dans une position de semi-intériorité et semi-extériorité, c'est-à-dire qu'elle aurait peiné à s'intégrer pleinement à la communauté tamoule déjà présente en sol français (Goreau-Ponceaud 2009). À cet effet, il serait possible d'évoquer qu'en faisant preuve d'un nationalisme à distance (Anderson 1992), la diaspora tamoule sri lankaise française ne se serait pas intégrée au même titre que les autres communautés tamoules en France (Goreau-Ponceaud 2009), mais cela ne l'aurait pas empêchée d'être politisée et de faire part de ses revendications au gouvernement français.

Comme l'écrit Thurairajah (2010), le traumatisme de la guerre peut servir de facteur cohésif parmi les membres de la diaspora. À cet effet, il n'est donc pas surprenant d'observer dans la diaspora tamoule une cohésion forte, particulièrement à la suite de l'éruption de la guerre civile en 1983. Pour Sökefeld (2006), Brubaker (2005) et Kleist (2008), l'existence même de la diaspora à titre de groupe relève d'une mobilisation politique et d'un processus de revendications, parfois identitaires, ce qui expliquerait la nature de la mobilisation diasporique. Cependant, dans le cas de la diaspora tamoule, un autre facteur semble prédominant afin d'expliquer sa mobilisation de 1983 à 2009 : la présence du LTTE dans la diaspora, à titre d'acteur collectif influant. Comme l'a soulevé Orjuela (2012), le LTTE s'est rapidement infiltré dans la diaspora afin de maintenir son hégémonie. Ce faisant, l'organisation a réussi à s'établir dans une quarantaine de pays (Thiranagama 2012), en plus de maintenir une campagne de propagande et de financement auprès de la diaspora (Chalk 2008).

Précisément, le LTTE tenait un discours de propagande articulé en trois axes : (1) la victimisation des Tamouls vis-à-vis un régime sri lankais discriminatoire; (2) la présentation du LTTE comme seul véhicule politique représentant les intérêts des Tamouls Sri Lankais; et (3) l'indépendance d'un État Tamoul Eelam comme seule et unique solution au conflit (Chalk 2008). Ce discours était alors diffusé auprès de la diaspora, ainsi qu'auprès des gouvernements des pays d'accueil de cette dernière. Ensuite, avec l'aide de la diaspora, le LTTE générait un revenu annuel de 200 à 300 millions de dollars américains. Ce revenu annuel provenait non seulement de dons de particuliers, mais également d'une 'taxe' imposée auprès des ménages tamouls installés à l'étranger, qui était parfois soutirée de manière coercitive (Chalk 2008; La 2004)⁶. En bref, la diaspora revêtait une source d'appui et de financement considérable pour le LTTE, que ce soit en termes de ressources organisationnelles, de rémittences (La 2004) ou de levées de fonds d'organisations diasporiques (Orjuela 2012; Thiranagama 2014).

De fait, le LTTE a su développer un réseau d'organisations diasporiques, agissant à titre de paravents, afin de maintenir un contrôle économique, politique et social sur les membres de la diaspora. À titre d'exemple, on peut mentionner le British Tamil Organization (UTO) au Royaume-Uni, le Federation of Associations of Canadian Tamils (FACT) au Canada, le World Tamil Movement (WTM) basé à Toronto mais opérationnel dans plusieurs pays, ainsi que le French Federation of Tamil Associations (FFTA) en France (Chalk 2008). Pour Chalk (2008), cela a eu pour effet de lier la diaspora au combat du LTTE, les rendant ainsi indissociables l'un de l'autre tout au long de la guerre civile. Plus encore, Wayland (2004) observe que la ténacité du LTTE après 1983 s'explique principalement en raison de facteurs transnationaux, tels que le

⁶ En devises américaines, le montant de cette taxe annuelle variait entre 240\$ et 646\$ au Canada; au Royaume-Uni, 600\$; en France, 2 728\$ (Chalk 2008, 101).

réseautage international du LTTE et l'appui diasporique. Ceci étant dit, plusieurs gouvernements occidentaux considèrent le LTTE comme étant une organisation terroriste. Au Canada, l'organisation figure parmi les entités terroristes reconnues, et ce, depuis l'adoption de la loi antiterroriste par le Gouvernement du Canada en 2006 (Gouvernement du Canada 2012).

À tout le moins, cette emprise du LTTE sur la diaspora permet de situer la mobilisation diasporique au sein de l'idéologie séparatiste des Tigres Tamouls. Dans son article « Making Tigers from Tamils : Long Distance Nationalism and Sri Lankan Tamils in Toronto » (2014), Thiranagama soutient que les réseaux et les flux financiers du LTTE ont contribué à créer un imaginaire national collectif parmi la diaspora tamoule. Autrement dit, agissant à titre d'entrepreneur ethnique (Brubaker 2002), le LTTE a été en mesure de mobiliser la communauté autour d'un discours indépendantiste, qui s'est par ailleurs illustré comme étant le discours prédominant dans la diaspora pendant la guerre civile. Plus encore, lors des manifestations diasporiques de 2009, l'indépendance comme seule solution au conflit résonnait toujours de façon prédominante selon Thiranagama (2014).

1.3 Le printemps 2009

En janvier 2009, l'armée sri lankaise parvient à prendre le contrôle de Kilinochchi, la capitale du territoire contrôlé par le LTTE, au nord-est du pays (George 2012). Peu de temps après, un rapport de Human Rights Watch (HRW) indique que des hôpitaux situés dans la zone de sécurité établie par le gouvernement sri lankais sont la cible de l'armée sri lankaise (HRW 2009). De plus, le rapport signale le manque de liberté de presse au pays, notamment suite à l'assassinat de l'éditeur du *Sunday Leader*, Lasantha Wickramatunga (George 2012; HRW 2009).

Selon George (2012), ces incidents rapportés par HRW et l'International Crisis Group reflètent la brutalité du régime sri lankais, provoquant par le fait même des actions spontanées dans la diaspora tamoule, dont des vigiles de soutien aux victimes de la guerre.

En avril 2009, 300 000 civils étaient pris au piège dans la zone contrôlée par le LTTE, qui ne s'étendait que sur 17 km² le long de la côte est du pays, puis en mai, le chef du LTTE est tué par l'armée sri lankaise; c'est ainsi que le LTTE se retrouve défait (George 2012). Simultanément à l'intensification du conflit et à cette victoire du gouvernement sri lankais sur le LTTE, des milliers de Tamouls sont descendus dans les rues de plusieurs villes européennes et nord-américaines, afin de faire intervenir la communauté internationale auprès du gouvernement sri lankais. À Toronto, six voies d'autoroute ont été bloquées par une chaîne de manifestants Tamouls qui exigeaient l'intervention du Canada afin de mettre un terme au conflit (Orjuela 2012). Au même moment, à Londres, Prarameswaran Subramaniam et Sivatharsan Sivakumaraval se sont engagés dans une grève de la faim pendant que 100 000 personnes manifestaient dans les rues de la capitale britannique (BBC 2009). À Genève, un jeune homme tamoul s'est immolé devant les bureaux des Nations Unies et est décédé de ses blessures (Orjuela 2012). Cette mobilisation massive de la diaspora tamoule a notamment entraîné une médiatisation considérable, ayant pour effet non seulement de diffuser les revendications de la diaspora, mais aussi de contribuer à la stigmatisation de la communauté (Jones 2013; George 2012).

Bien que la stigmatisation ne constitue pas l'objet d'étude de ce mémoire, il est tout de même pertinent de discuter brièvement de son implication, car elle témoigne de l'imbrication multidimensionnelle et parfois complexe du LTTE et de la diaspora tamoule. Selon George

(2012) et Jones (2013), la surmédiation du LTTE et des manifestations de 2009 ont sans aucun doute contribué à stigmatiser la communauté tamoule au Canada et au Royaume-Uni. Ceci s'explique entre autres par une couverture médiatique qui tend à discuter du LTTE dès que des Tamouls font les manchettes. Par exemple, dans son étude sur le cadrage médiatique des réfugiés tamouls au Canada, Krishnamurti (2013) a observé que ceux-ci étaient instantanément associés au LTTE à titre de 'terroristes' par les médias de masse canadiens. De leur côté, Bradimore et Bauder (2011) en sont arrivés à des conclusions similaires, en remarquant que des termes associés à un cadrage de sécurité – 'terrorisme', 'illégalité' et 'soupçonné' – revenaient plus fréquemment que d'autres types de cadrage, tels que l'enjeu de la protection des droits humains dans un contexte de trafic de migrants.

Or, concernant les manifestations de 2009, il est à noter que l'usage du drapeau officiel du LTTE a provoqué un débat important dans la sphère publique qui rappelle une association précipitée entre la diaspora tamoule et le LTTE. À cet effet, le titre d'une nouvelle écrite par la Presse Canadienne reflète bien la nature du débat : « *Tamil Tiger flags at protest give impression terrorist group part of demo : Tories* » (CBC 2009a). Cependant, bien que créé par le LTTE, ce drapeau a été adopté à titre de drapeau national tamoul en y effaçant les lettres de l'organisation militante. S'en est donc suivi un débat médiatique sur la légalité de brandir un drapeau communément associé à une organisation terroriste. Pour Thiranagama (2014), il semble évident qu'en dépit d'un tel débat, les manifestants se ralliaient tout de même derrière le LTTE, ce dernier étant le seul acteur collectif des Tamouls sri lankais au moment de la guerre civile.

En contrepartie, suite à des entrevues réalisées dans la communauté tamoule à Toronto, George (2012) a remarqué que plusieurs Tamouls ayant participé à ces manifestations en 2009 n'endossaient pas l'idéologie du LTTE et ne souhaitaient en aucun cas être associés à l'organisation militante. Thurairajah (2010) défend un propos similaire en questionnant le lien présumé entre les manifestations de 2009 et le LTTE et propose qu'au contraire, cette mobilisation de la diaspora tamoule présente un nouveau cadre. Autrement dit, elle soutient qu'en dépit du drapeau tamoul et des affiches à l'effigie de Velupillai Prabhakaran, le discours prédominant du LTTE, soit l'indépendance, n'était plus au cœur des revendications de la diaspora au printemps 2009; au contraire, les manifestations auraient été cadrées autrement de sorte à accroître la participation.

1.3.1 Émergence d'un cadre sur le 'génocide tamoul' dans le discours

De fait, dans un article paru dans le *Toronto Star* du 30 janvier, Taylor (2009) rapporte que les Tamouls manifestent pour la reconnaissance du génocide. Quelques mois plus tard, en mai, l'Australian Broadcasting Corporation fait état du même discours : « Tamils protest against Sri Lanka 'genocide' » (Kennedy 2009). Bien que Thurairajah reconnaisse que 2009 représente une mobilisation tamoule sans précédent autour d'un cadre référant au 'génocide', elle discute qu'il s'agit plutôt d'une instrumentalisation et d'une utilisation stratégique du terme:

In the case of the Tamil protests in Toronto, the most salient frame that was used was that of 'genocide'. This frame was meant to appeal to anyone who was opposed to the genocide of the Tamil civilians in Sri Lanka. Although it would strongly appeal to a large proportion of the Tamil community, it would also appeal to those who were generally opposed to war and genocide, as opposed to being *specifically* opposed to the genocide in Sri Lanka, such as 'Stop the War', and 'Rwandans Against

Genocide'. This frame is an example of how organizers may attempt to mobilize support from a group that has the collective identity of being anti-genocide. In effect, this frame should be able to draw support from Sri Lankan Tamils and non Sri Lankan Tamils alike (2010, 4).

Autrement dit, Thurairajah (2010) considère que l'utilisation du terme 'génocide' renvoie à un discours de fond qui demeure inchangé, puisqu'il réfère au même discours narratif collectif transmis depuis plusieurs générations. Tout au plus, elle soutient que le recadrage de ce discours narratif collectif n'aura servi qu'à mobiliser la masse en 2009 et ce faisant, elle n'approfondit pas son analyse au-delà de ladite mobilisation. Qu'en est-il? A-t-on observé l'émergence de ce nouveau cadre au sein des actions collectives de la diaspora tamoule? Et le cas échéant, comment expliquer ce recadrage des actions collectives dans la diaspora tamoule depuis 2009?

Afin de répondre à ces questions, nous bâtirons dans le chapitre suivant notre cadre conceptuel. Pour ce faire, nous puiserons dans diverses littératures – diaspora, mouvements sociaux, sphère publique – afin d'élaborer deux hypothèses.

Chapitre 2 : Diaspora, mobilisation et recadrage

À la suite de la problématique élaborée dans le chapitre précédent, nous proposons un cadre conceptuel qui puise dans différentes littératures afin d'approfondir notre compréhension du recadrage des actions collectives dans la diaspora tamoule depuis 2009. Dans un premier temps, il sera question de se pencher sur la définition de la diaspora et de sa formation à titre de catégorie identitaire. Dans un deuxième temps, nous proposons une réflexion sur les opportunités politiques et le recadrage, pour ensuite émettre notre première hypothèse. Enfin, dans un dernier temps, nous nous pencherons sur les structures mobilisatrices, dont les acteurs collectifs et la sphère publique diasporique, avant de formuler notre deuxième hypothèse. Ce faisant, nous tenterons d'expliquer le recadrage des actions collectives par l'émergence de nouveaux acteurs collectifs à la suite d'une fenêtre d'opportunité.

1.1 Diaspora et mobilisation

1.1.1 Définir la diaspora

La diaspora à titre d'objet d'étude interdisciplinaire a proliféré dans les sciences humaines et sociales depuis les années 1970 (Brubaker 2005), particulièrement en anthropologie, en sociologie, ainsi que dans les études sur la migration. Or, si cet objet d'étude demeure émergent en science politique, on observe toutefois un intérêt grandissant pour la diaspora dans le champ des relations internationales, notamment grâce aux travaux de Shain et Barth (2003), d'Adamson et Demetriou (2007), d'Ogden (2007) et d'Adamson (2012). Ceci dit, en dépit de sa popularité, non seulement dans le milieu académique, mais aussi dans la vie politique, il existe une lacune

fondamentale dans les études de la diaspora en ce qui a trait à la définition de l'objet (Brubaker 2005; Sheffer 2003; Adamson 2012). Dans une tentative de circonscrire l'utilisation du terme (Safran 1991) et d'éviter l'étirement du concept (Sartori 1970), plusieurs chercheurs ont contribué à l'émergence d'un débat conceptuel, donnant lieu à deux approches : (i) essentialiste et (ii) constructiviste.

D'emblée, l'approche essentialiste provient d'un constat à l'égard de l'utilisation du terme diaspora qui, tel qu'indiqué ci-dessus, s'est propagée dans le milieu académique depuis quelques années. Or, tel que le remarque Safran (1991), cette popularité rompt radicalement avec son utilisation historique réservée uniquement à la population juive exilée de son territoire historique et symbolique, dispersée et victime d'oppression. Ainsi, afin d'en limiter l'usage, Safran (1991), conçoit la diaspora selon six caractéristiques : dispersion sur deux ou plusieurs territoires; préservation d'une mémoire collective, qui renvoie à une mère-nation; sentiment d'aliénation qui découle d'une perception de non intégration au pays d'accueil; idéalisation du territoire ancestral; sentiment d'obligation vis-à-vis la préservation du territoire historique; et sentiment d'appartenance vis-à-vis de la mère-nation qui définit la conscience et solidarité ethnocommunautaires. En contrepartie, Cohen (1996) remarque que les critères de Safran (1991) manquent de flexibilité, ce qui aurait pour effet d'isoler certaines communautés migrantes.

Afin de remédier à cette exclusion, Cohen (1996, 2008) s'engage à élaborer une typologie des diasporas et ce faisant, en conceptualise cinq idéaux types, illustrés dans le tableau I, afin de classer certaines communautés migrantes.

Tableau I : Idéaux types de la diaspora, exemples et notes

TYPES DE DIASPORA	EXEMPLES	NOTES
VICTIME	Juifs Africains Arméniens Irlandais Palestiniens	Bien que plusieurs groupes de réfugiés peuvent être catégorisés ainsi, il faut attendre pour voir s'ils vont retourner dans leur pays d'origine, s'ils vont s'assimiler au pays d'accueil ou s'ils vont se mobiliser à titre de diaspora.
TRAVAIL	Indiens sous contrats Chinois Japonais Turques Italiens Nord Africains	Expression synonyme: diaspora prolétaire.
IMPÉRIALE	Britanniques Russes Autres pouvoirs coloniaux	Expressions synonymes: diaspora colonisatrice et diaspora coloniale.
COMMERCE	Libanais Chinois Japonais Indiens	
DÉTERRITORIALISÉE	Peuples caribéens Sindhis Parsis Roms Musulmans Autres diasporas religieuses	Les expressions « hybride », « culturelle » et « postcoloniale » réfèrent également à la notion de déterritorialisation, sans en être des synonymes.

Source: Cohen 2008, 18.

Ceci dit, en dépit de sa typologie et de sa tentative d'étendre l'usage au-delà de certaines communautés migrantes, Cohen (1996, 2008) conçoit tout de même la diaspora comme étant un phénomène naturel découlant de la migration. C'est par ailleurs dans cette optique que Faist

(2010) discute du transnationalisme⁷ à titre de processus migratoire duquel se crée une entité, qu'il conçoit comme étant la diaspora.

De son côté, Sheffer (2003) maintient une conceptualisation purement essentialiste de la diaspora, qu'il définit comme suit:

[Diaspora] is a perennial phenomenon. Essential aspects of this phenomenon are the endless cultural, social, economic, and especially political struggle of those dispersed ethnic groups, permanently residing in host countries away from their homelands, to maintain their distinctive identities and connections with their homelands and other dispersed groups from the same nations. These are neither 'imagined' nor 'invented' communities. Their identities are intricate combinations of primordial, psychological/mythical, and instrumental elements (7).

Bien que cette définition résume à juste titre les fondements de l'approche essentialiste dans les études sur la diaspora, elle demeure somme toute réductrice, car elle ne répond qu'aux conditions externes qui structurent son existence, telles que la démographie et la géographie (Vertovec 1997). Or, comme le soutient Vertovec, en écartant d'autres niveaux d'analyses, notamment les facteurs internes à l'existence de la communauté – par exemple, le besoin d'identification – on réduit la communauté à titre d'acteur passif. Par conséquent, Vertovec suggère que l'on étudie la diaspora non seulement selon son contexte d'existence, mais également selon son agentivité – par exemple, les discours entretenus et les pratiques quotidiennes de ces acteurs sociaux.

⁷ Schiller, Basch et Blanc-Szanton (1992) définissent le transnationalisme en ces termes : « The emergence of a social process in which migrants establish social fields that cross geographic, cultural, and political borders » (ix).

Ainsi, au tournant du nouveau millénaire, une posture constructiviste (Sökefeld 2006; Brubaker 2005) se démarque et vise à reconceptualiser le concept en lui reconnaissant, entre autres, une agentivité. Cette nouvelle approche va notamment inciter les chercheurs (Adamson 2012; Sökefeld 2006; Baser et Swain 2010; Walton 2014; Georgiou 2006) à puiser dans la littérature sur le nationalisme, ainsi que dans la littérature sur les mouvements sociaux afin de comprendre comment la diaspora se construit et se perpétue. Dans cette optique, Sökefeld (2006) suggère qu'à défaut d'être un phénomène naturel, la diaspora découlerait plutôt d'un processus d'auto-identification, jumelé à une instance de cohésion sociale, similaire à un mouvement social; par ailleurs, en s'inspirant de la conceptualisation de la nation selon Benedict Anderson (2006), il propose la définition suivante, qui sera celle retenue pour ce mémoire : « Imagined transnational communities, imaginations of community that unite segments of people that live in territorially separated locations » (Sökefeld 2006, 267). Ce faisant, Sökefeld (2006) rompt avec la définition essentialiste et conçoit la diaspora comme étant davantage fluide et dynamique: « Rather than being regarded as something that from the outset provides continuity and fixed structures for social life, as in primordialist approaches, identity becomes an issue of movement and mobilization » (267).

Afin de perpétuer la communauté transnationale imaginée, Georgiou (2006) soutient que des symboles ethniques sont constamment mobilisés au sein de la communauté afin de maintenir un sentiment d'appartenance. Pour la diaspora, ceci se refléterait entre autres par la mobilisation de référents ethniques et nationaux pré-existants à la communauté transnationale, à des fins de cohésion, d'organisation et de mobilisation, et ce, par des acteurs collectifs (Smith 1999). Par conséquent, ce processus s'inscrit dans la notion de *nationalisme à distance*, introduite par

Benedict Anderson (1998). Par définition, celle-ci fait référence à l'implication de la diaspora dans la vie politique de sa nation d'origine et au sentiment national qu'elle entretient à l'égard de sa mère-nation. Par exemple, Anderson (1998) discute d'un homme d'affaires Sikh qui habite la région de Toronto et qui milite activement au sein du mouvement pour le Khalistan en Inde; ainsi, plutôt que de s'impliquer dans la vie politique canadienne, il préfère s'impliquer à distance, dans son pays d'origine, par l'entremise d'Internet. Pour Anderson, il s'agit là d'une implication politique stratégique, pour une nation envers laquelle il n'a aucune responsabilité économique, sociale, juridique ou politique. Ceci étant dit, au-delà d'un individu issu d'une communauté migrante qui entretient un lien politique, ainsi qu'un sentiment nationaliste à l'égard de sa mère-nation, comment peut-on comprendre l'émergence et la formation de la diaspora comme catégorie collective?

C'est dans cette optique que Sökefeld (2006) élabore une analyse de la formation de la diaspora selon une approche tirée des mouvements sociaux, soutenant que la diaspora et le mouvement social partagent certaines similitudes. Baser et Swain (2010) abondent par ailleurs dans le même sens, réitérant la nécessité de conjuguer les deux littératures. Cependant, ces derniers conçoivent la diaspora comme étant d'abord un *projet politique*, mis de l'avant par des acteurs collectifs puisant dans un répertoire d'actions spécifique à leurs revendications. De manière similaire, Brubaker (2005) discute de la diaspora comme étant un projet, voire un postulat, suggérant par le fait même de l'étudier dans sa contingence.

Ceci dit, bien que la conception de la diaspora varie chez plusieurs chercheurs, Sökefeld (2006) tente d'analyser celle-ci en puisant dans trois dimensions centrales aux mouvements

sociaux. Dans un premier temps, les opportunités politiques, tant nationales que transnationales, peuvent fournir aux diasporas un espace de conception de leur identité, qui leur est parfois interdit dans leur pays d'origine (Sökefeld 2006); à titre d'exemple, Wayland (2004) évoque que la création de réseaux transnationaux tamouls est en partie le résultat d'une liberté culturelle et politique brimée au Sri Lanka. Dans un deuxième temps, Sökefeld (2006) discute des structures mobilisatrices qui permettent la mise en place de réseaux facilitant l'organisation d'actions collectives transnationales. Enfin, dans un dernier temps, le cadrage joue un rôle fondamental dans la conception de la 'mère-nation' et dans la formation de la diaspora:

Framing ideas of specific diasporas are dependent on master frames that endorse the belonging to a larger community. The idea of identity is an indispensable master frame of diasporas that may take the more specific form of national identity. Yet, ideas of roots and the importance of history also are master frames that activate the imagination of diaspora communities. Framing processes establish not only the significance of the imagined community, but may also refer to specific events that are then defined as incidents that affect the whole community and that thereby trigger (...) the formation of a diaspora community (Sökefeld 2006, 271).

Bien que Sökefeld (2006) présente une réflexion pertinente sur les opportunités politiques, le cadrage et les structures mobilisatrices au sein des diasporas, il sera nécessaire d'approfondir notre réflexion sur ces trois éléments afin de comprendre pourquoi on observe un recadrage des actions collectives dans la diaspora tamoule depuis 2009. En adoptant une approche constructiviste, ce mémoire conçoit la diaspora et la mobilisation comme étant deux concepts fortement liés. Subséquemment, il est possible d'évoquer que d'une part, le terme diaspora puisse servir à réifier un groupe à titre de catégorie identitaire (Brubaker 2002) afin de mobiliser les membres dudit groupe; d'autre part, que la mobilisation est perçue comme un

processus facilitant la perpétuation d'un sentiment d'appartenance à la communauté. En d'autres termes, la diaspora sera conçue comme étant tributaire de la mobilisation.

1.1.2 Les opportunités politiques

Centrale à l'étude des mouvements sociaux, la théorie des opportunités politiques s'est beaucoup développée, notamment suite aux travaux de Charles Tilly, de Sidney Tarrow et de Doug McAdam. Dès lors, Tilly et Tarrow (2004), figures de proue de l'approche du processus politique, conçoivent le mouvement social comme étant, dans sa forme la plus simple, un exemple de politique contestataire⁸, qui varie et se transforme selon les changements au sein du pouvoir politique. Dans cet élan, ils observent que des conditions structurelles et institutionnelles facilitent, d'une part, l'émergence d'un mouvement; d'autre part, elles semblent permettre ou freiner l'organisation d'actions collectives. Autrement dit, ils remarquent une adéquation entre la politique institutionnelle et les mouvements sociaux (McAdam, McCarthy et Zald 1996) et, par conséquent, élaborent le concept d'opportunités politiques, définit comme suit : « Dimensions of the political environment that provide incentives for people to undertake collective action by affecting their expectations for success or failure » (Tarrow 1994, 85). Bien que le concept ne réfère qu'au terme *opportunité*, Tilly et Tarrow (2004) considèrent également la *menace* comme étant source d'opportunité, lorsque celle-ci facilite ou contraint l'action collective. Plus encore, lorsque les opportunités ou les menaces cumulent leurs effets, on peut observer une transformation des structures politiques, voire un changement de régime.

⁸ Traduction libre de l'anglais au français du terme « contentious politics ».

Toutefois, comme le soulèvent Gamson et Meyer (1996), Tilly et Tarrow (2004) limitent la structure d'opportunités politiques aux caractéristiques d'un régime et de ses institutions, sans tenir compte des acteurs, des événements ou de la culture. Conséquemment, l'approche du processus politique met de l'avant une théorie stato-centrée et réductrice, qui mérite d'être approfondie davantage. Dans cette optique, Meyer et Minkoff (2004) remettent en question la causalité établie par les adeptes de l'approche du processus politique entre opportunité politique et mobilisation; ils soulèvent qu'en dépit de la relation dynamique entre ces deux concepts, il est difficile de démontrer pourquoi une opportunité politique est conçue ainsi. Della Porta et Diani (2006) abondent quant à eux dans le même sens en évoquant que l'opportunité politique est en réalité un concept subjectif, teinté de facteurs culturels : « Cultural factors filter the external reality, so that the appearance of opportunities might pass unperceived; or alternatively, activists might perceive closed opportunities as being open » (219).

Par conséquent, Meyer (1993) opte davantage pour le terme *fenêtre d'opportunité*, qui nuance de manière pertinente la notion d'opportunité politique. Ce faisant, il insiste sur la nécessité de distinguer entre *structure* et *fenêtre*, cette dernière référant davantage à un espace politique qui puisse s'ouvrir et se refermer (Dembinska 2012) et ce, au-delà de l'État et de ses institutions. Par exemple, Dembinska (2012) discute d'événements, tels que l'effondrement du communisme en 1989, le recensement de 2002 en Pologne et le débat sur la loi des minorités de 2002 à 2005, qui agissent à titre de fenêtres d'opportunité pour des acteurs collectifs Silésiens et Kachoubes. À cet effet, elle soutient que ces événements permettent aux entrepreneurs ethniques d'agir et de mobiliser les membres de leur groupe. Or, ceci témoigne d'une instrumentalisation

d'évènements politiques de la part des acteurs collectifs, qui rejoint ce que Gamson et Meyer (1996) définissent comme étant le *cadrage des opportunités politiques*.

Dès lors, l'affirmation de Della Porta et Diani (2006) selon laquelle l'opportunité politique est un phénomène subjectif fait écho à la réflexion entamée par Gamson et Meyer (1996) sur la perception des opportunités. D'abord, ils soulèvent l'importance de reconnaître qu'un mouvement social ne peut être conçu comme étant une entité en bonne et due forme, car il est plutôt constitué de différents acteurs. Or, en puisant dans la littérature sur le cadrage, ils tentent d'approfondir leur réflexion sur les opportunités politiques et parviennent à offrir une explication pertinente quant à pourquoi certaines opportunités sont saisies par certains acteurs collectifs et non par d'autres acteurs. Par conséquent, Gamson et Meyer observent qu'au sein même d'un mouvement social, il semble y avoir un processus de cadrage qui s'effectue afin qu'une opportunité soit saisie. Ce faisant, ils ramènent l'agentivité des acteurs collectifs au premier plan dans leur conceptualisation des opportunités politiques : « events are framed and we frame events » (Gamson et Meyer 1996, 276).

Ceci étant dit, bien qu'il soit possible de concevoir la fin de la guerre civile sri lankaise à titre de fenêtre d'opportunité pour certains acteurs collectifs dans la diaspora tamoule, il est également possible d'inscrire celle-ci dans son contexte, et ce, au-delà des évènements de 2009. À cet effet, Pierson (2004) insiste sur l'importance d'étudier un évènement ou un phénomène politique non pas dans sa contingence, mais plutôt dans son contexte et d'ainsi le mettre en relation avec son histoire. Par conséquent, on pourrait situer l'émergence d'un nouveau discours lors des manifestations organisées dans la diaspora tamoule au printemps 2009 au sein d'une

conjoncture critique, que Collier et Collier (1991) définissent comme suit: « A critical juncture may be defined as a period of significant change, which typically occurs in distinct ways in different countries (or in other units of analysis) and which is hypothesized to produce distinct legacies » (29).

La conjoncture critique est caractérisée par une polarisation des discours, à la suite de laquelle un discours parvient à prédominer, et ce, pour une longue période de temps (Collier et Collier 1991). Or, bien qu'il soit difficile d'évaluer, en raison du manque de recul, s'il y a effectivement un changement paradigmatique qui puisse s'articuler au sein de la mobilisation tamoule diasporique depuis 2009, il est certes possible d'inscrire le recadrage des actions collectives au sein d'une fenêtre d'opportunité, caractérisée par la fin de la guerre civile et le démantèlement du LTTE. Toutefois, tel que le mentionnent plusieurs chercheurs (Gamson et Meyer 1996; Della Porta et Diani 2006; Dembinska 2012), les opportunités politiques sont intimement liées au cadrage.

1.1.3 Cadrage et recadrage

La littérature sur le cadrage dans les mouvements sociaux et dans l'action collective s'est beaucoup développée suite aux travaux de David A. Snow et de Robert D. Benford. Ainsi, afin de comprendre comment des individus en viennent à s'engager au sein d'un mouvement, ces derniers se sont penchés sur le processus d'alignement des cadres, et ce, en s'inspirant de l'œuvre de Goffman (1974) sur l'analyse du cadrage, qu'il définit comme étant un schéma d'interprétation qui permet aux individus d'identifier et de situer des éventualités de leur propre environnement social au sein d'un monde plus global. Ceci dit, bien qu'ils concèdent qu'un grief

partagé par plusieurs individus puisse engendrer une mobilisation collective, Snow *et al.* (1986), soutiennent que les griefs ne déterminent pas pour autant l'engagement. À cet effet, ils évoquent qu'un processus de cadrage est nécessaire afin que les griefs partagés se traduisent par une participation de la part des individus.

Dans cette optique, ils suggèrent qu'un processus d'alignement de cadres est en jeu, qu'ils définissent ainsi: « Linkage of individual and SMO [Social Movement Organization] interpretive orientations, such that some set of individual interests, values and beliefs and SMO activities, goals, and ideology are congruent and complementary » (Snow *et al.* 1986, 464). Or, ils proposent quatre différents processus caractérisant l'alignement de cadres, qui permettent d'approfondir notre réflexion sur le recadrage des actions collectives dans la diaspora tamoule. Premièrement, le processus de *frame bridging*⁹ renvoie à la congruence des griefs de plusieurs individus ou organisations afin d'engendrer un intérêt collectif qui puisse être moteur à l'engagement. Deuxièmement, le processus de *frame amplification* fait référence à l'utilisation d'un événement ou d'un enjeu afin de restimuler la participation; à titre d'exemple, les émeutes de 1983 à Colombo, cadrées comme étant des actes de violence à l'égard d'un groupe ethnique, auraient amplifié le mouvement et accentué la mobilisation. Troisièmement, Snow *et al.* (1986) illustrent comment un processus de *frame extension* peut prendre forme:

The programs and values that some SMOs promote may not be rooted in existing sentiment or adherent pools, or may appear to have little if any bearing on the life situations and interests of potential adherents. When such is the case, an SMO may have to extend the boundaries of its primary framework so as to encompass interests or points of view that are incidental to its primary objectives but of considerable salience to potential adherents (472).

⁹ À défaut d'une traduction française, le terme anglais sera utilisé.

Ce troisième processus fait écho à l'argumentaire de Thuraiajah (2010) qui insiste sur l'utilisation stratégique du cadre génocidaire lors des manifestations de 2009 organisées par la diaspora tamoule, afin de rallier des individus non-Tamouls et d'accroître ainsi la participation aux dites manifestations.

Enfin, le dernier processus, soit le *frame transformation*, est davantage pertinent que les trois processus précédents, car il peut référer à une forme de recadrage. Puisqu'il implique une réinterprétation spécifique ou globale, ce processus permet de comprendre l'ascendance d'un cadre en particulier aux dépens d'autres cadres : « In this final frame alignment process, the scope of change is broadened considerably as a new primary framework gains ascendancy over others and comes to function as a kind of master frame that interprets events and experiences in a new key » (Snow *et al.* 1986, 475). Autrement dit, il peut y avoir une mutation paradigmatique du discours principal du mouvement, caractérisé par une intériorisation du cadrage chez l'individu.

Or, bien que Snow *et al.* (1986) se penchent sur les processus d'alignement des cadres, activés notamment par des acteurs collectifs, afin de comprendre l'engagement et la micromobilisation, d'autres chercheurs ont plutôt étudié le rôle des médias à titre d'agents de cadrage, et ce, dans une perspective plus large (Zald 1996; McCarthy, Smith et Zald 1996; Gamson et Meyer 1996; Klandermans et Goslinga 1996; Entman 2004). D'emblée, McCarthy, Smith et Zald (1996) soutiennent que les processus de cadrage ne peuvent se circonscrire qu'à l'intérieur des mouvements sociaux et qu'au contraire, ils se situent au-delà des mouvements : « Framing efforts are embedded in broader political and social contexts and these contexts

expand, limit, and shape the opportunities for movement activists to gain attention to the issues that most concern them » (292). En d'autres mots, il est possible d'évoquer que le cadrage, tel qu'élaboré par Snow *et al.* (1986) ne s'effectue pas dans une bulle hermétique; au contraire, il est influencé et déterminé par des facteurs externes, dont les médias. En effet, certains soutiennent que les médias détiennent une influence considérable sur le potentiel qu'ont les mouvements sociaux à diffuser leurs revendications (Klandermans et Goslinga 1996; Zald 1996) et ce faisant, limitent les possibilités de cadrage de ces mouvements (Zald 1996).

Cette conception du rôle des médias dans le cadrage de l'action collective fait écho à Entman (2004), qui soutient que les médias américains exercent une force non négligeable sur l'élite politique américaine, en raison de leur pouvoir de cadrage, qu'il définit comme suit : « Selecting and highlighting some facets of events or issues, and making connections among them so as to promote a particular interpretation, evaluation, and/or solution » (5). À cet effet, Entman (2004) utilise la métaphore de la cascade, afin d'illustrer que le pouvoir de diffusion de cadres diffère d'un acteur à l'autre: « Some actors have more power than other to push ideas along to the news and then to the public » (9). Or, bien que certains acteurs possèdent davantage d'influence sur la diffusion de cadres, Entman (2004) observe que la congruence culturelle demeure un facteur important quant à la réceptivité du cadre. Somme toute, même si les travaux d'Entman se situent dans le domaine de la communication politique, ils accordent aux médias un rôle d'agent de cadrage similaire à celui attribué par Gamson et Meyer (1996), ainsi que Della Porta et Diani (2006).

Gamson et Meyer (1996) soutiennent que les médias jouent un rôle important dans le cadrage de l'opportunité politique, qui ne relève donc pas uniquement des acteurs collectifs. Plus encore, Della Porta et Diani (2006) évoquent que les médias peuvent agir à titre d'acteurs mobilisateurs en cadrant les opportunités politiques qui puissent s'ouvrir aux acteurs collectifs. Ceci s'expliquerait notamment du fait que les médias offrent un espace, non seulement de production, mais également de diffusion de discours et ce faisant parviennent à maintenir une influence sur le mouvement social en lui accordant ou non une visibilité :

The media system's openness to social movements is itself an important element of political opportunity. The complicated double role of the media tends to obscure this point. On one hand, the media play a central role in the construction of meaning and the reproduction of culture. Journalists choose a story line in reporting events and commentators of various sorts develop arguments and images that support particular frames. On the other hand, the media are also a site or arena in which symbolic contests are carried out among competing sponsors of meaning, including movements (Gamson et Meyer 1996, 287).

En ce qui a trait au cadrage, les médias semblent intervenir de deux façons : d'une part, ils influent sur le cadrage des opportunités politiques; d'autre part, ils offrent un espace de diffusion du discours, qui peut se concevoir comme étant une arène dans laquelle s'effectue une compétition de cadres. Ceci dit, les médias de masse sont des agents de cadrage non négligeables, en ce qu'ils détiennent un pouvoir de diffusion, tel qu'il a été illustré par Entman (2004), Della Porta et Diani (2006), ainsi que Gamson et Meyer (1996).

1.1.4 Première hypothèse

À la suite de notre réflexion sur les opportunités politiques et sur le cadrage, nous sommes en mesure d'émettre une première hypothèse quant au recadrage des actions collectives dans la diaspora tamoule depuis 2009. En situant la fin de la guerre civile à titre de fenêtre d'opportunité, notre première hypothèse est la suivante :

H1 : Le recadrage s'explique par la présence d'une fenêtre opportunité saisie par des acteurs collectifs présents dans la diaspora tamoule.

2.1 Les structures mobilisatrices

Afin de poursuivre notre réflexion sur le recadrage des actions collectives dans la diaspora tamoule depuis 2009, une discussion sur les structures mobilisatrices s'impose, car ces dernières sont indissociables des opportunités politiques et du cadrage (McCarthy 1996; McAdam, McCarthy et Zald 1996; Sökefeld 2006). Dans l'optique de ce mémoire, il sera convenu que les structures mobilisatrices de la diaspora sont constituées des réseaux et des acteurs collectifs, ainsi que de la sphère publique diasporique, qui s'articule à la fois en ligne et hors ligne.

2.1.1 Réseaux et acteurs collectifs

Comme le soulève Sökefeld (2006), les acteurs collectifs jouent un rôle essentiel dans le cadrage des opportunités et des menaces politiques qui s'ouvrent à eux. Par exemple, Fuglerud (1999) insiste sur le rôle qu'a joué le LTTE à titre d'acteur mobilisateur auprès de la diaspora

tamoule en Norvège pendant la guerre civile sri lankaise. Depuis, Vimalarajah et Cheran (2010), Amarasingam (2013) et Walton (2014) notent que ce rôle serait désormais attribué au Transnational Government of Tamil Eelam (TGTE), ainsi qu'au Global Tamil Forum (GTF). Or, pour McCarthy (1996), la relation entre les opportunités politiques et les acteurs collectifs n'est pas sans ambiguïté, soulevant que ces derniers nécessitent des structures, qui à leur tour engendrent des opportunités. Dans cet élan, McAdam, McCarthy et Zald (1996) soutiennent que les opportunités politiques ne suffisent pas à comprendre la perpétuation d'actions collectives et par le fait même, l'étendue d'un mouvement social : « Movements may largely be born of environmental opportunities, but their fate is heavily shaped by their own actions » (15). Ils rappellent donc que l'action collective est inévitablement le résultat d'un processus dynamique entre des opportunités politiques, des structures mobilisatrices et un processus de cadrage.

Les structures mobilisatrices sont des appareils collectifs, tant informels que formels, qui peuvent servir à des fins de mobilisation, d'engagement et de participation (McAdam, McCarthy et Zald 1996). Selon la théorie des ressources organisationnelles, ces structures sont essentielles à la survie d'un mouvement social, notamment car elles permettent aux acteurs d'avoir des ressources à leur disposition. Néanmoins, quelle est la nature de ces structures? Pour McCarthy (1996), les structures mobilisatrices peuvent prendre quatre dimensions, tel qu'indiqué dans le tableau II. En d'autres termes, celles-ci sont constituées de réseaux et d'individus, qui facilitent, entre autres, le recrutement de participants et la diffusion du discours mobilisateur (McCarthy 1996). Pour la diaspora tamoule, on peut penser, à titre d'exemple, à des associations et à des réseaux militants locaux, tels que le Canadian Tamil Congress (CTC) et le British Tamil Forum (BTF) ou transnationaux, dont le World Tamil Movement (WTM) ou le Global Tamil Forum

(GTF). Ceci dit, McCarthy (1996) insiste sur la présence de réseaux informels locaux, qui servent souvent de piliers communautaires au mouvement social, sans que la mobilisation ne soit leur objectif principal:

I also mean to include the range of everyday life micromobilization structural social locations that are not aimed primarily at movement mobilization, but where mobilization may be generated: these include family units, friendship networks, voluntary associations, work units, and elements of the state structure itself (141).

Tableau II : Dimensions des structures mobilisatrices

	Externes	Internes
Informelles	<ul style="list-style-type: none"> - Réseaux d'amitié - Voisinage - Réseaux professionnels 	<ul style="list-style-type: none"> - Réseaux militants - Groupes d'affinité - Communautés de souvenir
Formelles	<ul style="list-style-type: none"> - Églises - Syndicats - Associations professionnelles 	<ul style="list-style-type: none"> - Organisations du mouvement social (OMS) - Comités de protestation - Écoles des mouvements

Source : McCarthy 1996, 145.

Dans une autre optique, Sökefeld (2006) évoque que les structures mobilisatrices sont constituées d'organisations ou d'individus qui militent pour le même enjeu et/ou qui partagent les mêmes revendications, et ce, au-delà des frontières géographiques. Par exemple, Dembinska (2012) discute de l'« effet boomerang » (Della Porta et Tarrow 2005; Keck et Sikkink 1998), lorsque certains groupes ethnolinguistiques s'allient avec d'autres groupes à l'extérieur de leur territoire géographique, afin d'exercer une pression externe sur leurs institutions étatiques. En ce

qui concerne la diaspora tamoule, on observe également un élargissement de la structure mobilisatrice en raison de la transnationalisation de l'échelle d'action (Masson 2009; Tarrow 1994). Par ailleurs, cet élargissement de la structure mobilisatrice nous amène à se questionner sur la possibilité d'élargir notre conception de celle-ci au-delà des individus et des organisations, Dans cette optique, la sphère publique diasporique et, plus précisément, le cyberspace, seront conçus à titre de structures mobilisatrices.

2.1.2 La sphère publique comme structure mobilisatrice

Comme il a été question plus tôt, un nombre considérable de chercheurs (Gamson et Meyer 1996; Della Porta et Diani 2006; Zald 1996; Entman 2004) soutiennent que les médias interviennent dans le cadrage, ce qui nous incite à nous questionner sur le rôle de la sphère publique diasporique dans le recadrage des actions collectives, et ce, à titre de structure mobilisatrice. Ce faisant, il sera question d'explorer le modèle de la sphère publique d'Habermas, ainsi que la sphère publique diasporique, pour ensuite étendre notre réflexion à l'avènement d'Internet et à la caractérisation de la sphère publique diasporique virtuelle.

2.1.2.1 Les différentes sphères publiques – habermassienne et diasporique

Dans sa forme la plus simple, la sphère publique se définit comme étant « a realm of our social life in which something approaching public opinion can be formed » (Habermas 1974, 49). Dans une démocratie libérale, les médias en sont venus à assurer cette fonction (Gingras 2009), dans la mesure où ils allouent un espace de discussion qui découle d'une liberté d'association et

d'une liberté d'expression, conditions préalables à la sphère publique (Habermas 1974). En l'occurrence, l'idéal type que représente la sphère publique selon Habermas assure trois principes : (i) la rationalité, (ii) l'accessibilité et (iii) la transparence.

D'abord, le principe de rationalité renvoie à la raison, ainsi qu'à la richesse des arguments. En ce sens, la raison l'emporte sur l'émotion et la hiérarchisation des statuts, de l'âge ou du genre ne devrait en aucun cas influencer les débats ainsi que la formation de l'opinion chez l'individu (Gingras 2009). Ensuite, l'accessibilité concerne davantage le pluralisme des idées et l'accès à diverses opinions que l'accès matériel aux médias d'information. Autrement dit, il s'agit de la « possibilité pour toutes les perspectives de se faire valoir » (Gingras 2009, 20). Cela dit, certaines contraintes structurelles et financières – i.e. logique de marché, contraintes de temps, d'argent et de main d'œuvre – peuvent brimer ce principe, s'illustrant ainsi par une lacune dans la couverture médiatique quant aux discours de groupes détenant peu de capital symbolique. Enfin, le troisième principe est celui de la transparence, qui découle de la notion de *publicité*, voire rendre public ce qui est d'intérêt public (Gingras 2009).

Hors de tout doute, ces trois principes devraient constituer une sphère publique démocratique idéale assurée par les médias d'information. Or, certains chercheurs et analystes ont soulevé d'emblée les limites d'une conception habermassienne de la sphère publique (Fraser 1990; Eley 2002) de par son obsolescence vis-à-vis la réalité contemporaine, ainsi que de par son exclusion de groupes marginalisés ou minoritaires. Cependant, son apport est indéniable et comme plusieurs l'ont évoqué (Janssen et Kies 2005; Papacharissi 2002; Brants 2006), la sphère publique d'Habermas demeure un point de départ inévitable dans notre compréhension de la sphère publique diasporique.

Dans son article sur la reconceptualisation critique de la sphère publique d'Habermas, Fraser (1990) évoque dès lors l'exclusivité de cette dernière, notamment en ce qui a trait aux femmes et aux minorités ethniques. Ce faisant, elle remet en question la nature égalitaire de la sphère publique d'Habermas dans la démocratie libérale, soulevant ainsi qu'en pratique, certains en sont exclus, générant donc une multiplicité de sphères publiques pour les communautés en marge de la société – i.e. les femmes, les plus démunis, les minorités ethniques. Dans cette optique, il est possible de mettre de l'avant la possibilité qu'une sphère publique diasporique ait émergée à la suite de cette exclusion d'une part, puis que d'autre part, ladite émergence renvoie à la conceptualisation d'une diaspora de nature transnationale, qui maintient des liens économiques, politiques et sociaux avec la mère-nation. À titre d'exemple, Laguerre (2005) soulève que la crise politique haïtienne de 2003 a facilité la mobilisation de la diaspora haïtienne aux États-Unis par l'entremise de médias diasporiques, tel que le Haitian Television Network of America (HTN), une chaîne télévisée haïtienne-américaine diffusant des émissions en français, en anglais et en créole. De son côté, Appadurai (1996) mentionne l'opportunité économique engendrée par la déterritorialisation de communautés ethniques, permettant la mise en place de nouveaux marchés médiatiques.

Concrètement, Laguerre (2005) définit la sphère publique diasporique comme suit: « The political arena where the Diaspora expresses its political views, discusses its project for the homeland and the Diaspora, interacts with hostland and homeland government officials and politicians, and reflects on its contribution to society » (207). Ainsi, les médias agissent à titre de systèmes de représentations essentiels à la construction et à la perpétuation de l'identité diasporique (Georgiou 2006). Plus encore, les médias diasporiques – i.e. radio, télévision, presse

écrite – en viennent à présenter un contre-discours, voire un contre-cadrage aux médias de masse du pays d'accueil, qui dépeignent les diasporas comme étant « Autre » (Georgiou 2006). Autrement dit, les médias diasporiques revêtent une opportunité de se dépeindre eux-mêmes en tant que collectivité afin de contrer le discours prédominant dans les sociétés d'accueil (Georgiou 2006). Par ailleurs, puisque les diasporas nécessitent des réseaux afin de préserver leur identité distincte (Georgiou 2002), les médias agissent en tant que moyen de préservation de ladite identité. Dans cet élan, on pourrait évoquer que les médias diasporiques sont essentiels à l'émergence et à la reproduction de la nation diasporique (Anderson 2006), qui en retour serait tributaire d'une représentation médiatique et culturelle qui lui est propre (Werbner 2004).

À titre d'exemple, on observe plusieurs sources médiatiques localisées au sein de la diaspora tamoule au Canada, telles que le Canadian Tamil Broadcasting Corporation (CTBC), une radio tamoule en fil continu basée à Toronto, ainsi que le Montreal Tamil Radio (MTR), une radio accessible depuis Montréal. En termes de journaux, on retrouve également le *Tamil Mirror* et le *Monsoon Journal*, deux médias d'information mensuels dans la région de Toronto et de ses environs.

2.1.2.2 Technologies numériques et accessibilité élargie de la sphère publique diasporique

L'avènement d'Internet a généré un débat important quant au potentiel de démocratisation de la sphère publique, qui puisse répondre à la critique que fait Fraser (1990) à l'égard de la sphère pulique habermassienne, notamment en ce qui concerne l'exclusion que celle-ci engendre. Or, avec l'arrivée des nouvelles technologies, il nous est possible de concevoir le cyberspace à

titre de structure mobilisatrice, qui puisse offrir un espace dans lequel les minorités peuvent s'exprimer davantage, s'organiser à une échelle transnationale et diffuser massivement leurs revendications. Ainsi, cette section explorera la conceptualisation de la sphère publique virtuelle, particulièrement en ce qui a trait à son potentiel de démocratisation et au débat entre les cyber-optimistes et les cyber-sceptiques. Nous tenterons ainsi d'approfondir notre réflexion sur la conceptualisation du cyberespace à titre de structure mobilisatrice.

Tel que mentionné ci-dessus, l'enjeu de l'accessibilité sur le cyberespace a donné lieu à un débat majeur entre les cyber-optimistes et les cyber-sceptiques. D'emblée, la mobilisation de la théorie de l'hégémonie gramscienne permet de situer l'approche des cyber-optimistes. De prime abord, Gramsci définit l'hégémonie comme une lutte de pouvoir politique continue, asymétrique et machiavélique, toujours propice à une escalade de violence potentielle (Whitaker 2006). D'un côté, Whitaker (2006) soutient que le développement d'une sphère publique diasporique virtuelle relève d'un contexte politique hégémonique gramscien au Sri Lanka¹⁰. D'un autre côté, Eley (2002), soutient que la sphère publique libérale occidentale institutionnalise la domination politique d'une élite sur le reste de la population. Par conséquent, le cyberespace revêt un potentiel évident pour l'émergence d'une sphère publique alternative qui puisse garantir un débat démocratique idéal.

Il nous est possible de situer le débat opposant les cyber-optimistes aux cyber-sceptiques selon un axe principal, soit celui de la 'cyber-potentialité' en matière de démocratisation de la sphère publique. Pour les cyber-optimistes, Internet joue un rôle positif afin de démocratiser la

¹⁰ Whitaker (2006) attribue la création de *Tamilnet.com* au développement d'une sphère publique diasporique virtuelle, parallèle à la sphère publique sri lankaise, en raison de l'hégémonie cinghalaise au sein de cette dernière.

sphère publique. Ceux qui adhèrent à cette posture conçoivent Internet comme revêtant un potentiel énorme, garantissant un accès plus riche et varié en matière d'information d'affaires publiques; en retour, le public devient plus articulé quant à son opinion politique, de par son plus haut niveau de connaissances, ce qui, au final, bénéficie à la démocratie (Norris 2001). Shirky (2011) s'illustre comme étant un chef de file de cette posture optimiste, évoquant une accessibilité à la sphère publique accentuée par le cyberspace et les réseaux sociaux numériques : « The more promising way to think about social media is as long-term tools that can strengthen civil society and the public sphere » (32). De la même façon, Norris (2011) observe que les cyber-optimistes perçoivent Internet comme étant un lieu propice à l'implication des communautés marginalisées et qu'il constitue ainsi un tremplin à l'engagement politique : « The Internet may broaden involvement in public life (...) especially for many groups currently marginalized from mainstream politics » (97). De son côté, adoptant une approche rationnelle, Gustafsson (2012) évoque la réduction des coûts de participation – en termes de temps, d'argent et d'anonymat – qui pourrait influencer sur la volonté de participer au sein d'une sphère publique. En bref, les cyber-optimistes suggèrent que le cyberspace puisse engendrer une démocratisation des échanges et faciliter l'apparition de nouveaux acteurs collectifs

En revanche, les cyber-sceptiques soulignent davantage les limites d'Internet, qui sont minimisées par les cyber-optimistes. D'abord, en discutant du cyberspace, Papacharissi (2002) soutient qu'il est nécessaire de dissocier la *sphère* de l'*espace* public, évoquant par le fait même la conceptualisation d'Internet comme étant a priori une sphère publique. Or, concevoir Internet comme étant un espace public ajoute une nuance intéressante au débat : « A virtual space enhances discussion; a virtual sphere enhances democracy » (Papacharissi 2002, 11). Si une démocratie se veut représentative, une sphère publique se doit donc de permettre à tous d'y

participer, voire d'y exprimer son opinion; en ce sens, Norris (2001) concède qu'Internet ne connecte que ceux qui sont déjà connectés et que de ce fait il y a certes une discussion, aux dires de Papacharissi (2002), mais que ceci est insuffisant pour démontrer la démocratisation de la sphère publique. Tout au plus, Norris (2001) évoquait de son côté que le cyberspace risquait d'élargir l'écart de la participation politique, puisque d'une part, cela crée un écart matériel entre ceux qui ont accès à une connexion internet et ceux qui n'y ont pas accès; d'autre part, la quête d'information sur Internet et les opportunités de participation requièrent un intérêt *a priori*. Ce dernier argument fait notamment écho à la théorie du renforcement, qui soutient qu'Internet ne fait qu'accentuer la participation de ceux qui participent déjà à la sphère publique hors ligne (Norris 2001; Hoffman 2012; Gustafsson 2012). En ce sens, les travaux de Gustafsson (2012) et de Hoffman (2012) démontrent qu'une connectivité accrue n'engendrerait pas nécessairement une pluralité d'opinions exprimées au sein d'une même sphère publique. Selon cet argumentaire, le cyberspace ne faciliterait pas l'émergence de nouveaux acteurs collectifs comme tel, mais offrirait plutôt une nouvelle plateforme aux acteurs collectifs déjà organisés hors ligne.

Ceci dit, l'argumentaire des cyber-sceptiques s'applique difficilement à la sphère publique diasporique virtuelle. En effet, comme l'indique Georgiou (2006), la relation entre les technologies médiatiques et la diaspora est particulière: « Media connections across space are not only a technological possibility; they are active appropriations of communication technologies that bring the past, the present and the future of the diasporic being and becoming together » (139). Les réseaux de communication étant inhérents à la conceptualisation de la diaspora, le cyberspace facilite ainsi un élargissement de la sphère publique diasporique tout en permettant aux voix diasporiques de se faire entendre au sein d'une multitude de sphères publiques virtuelles (Kissau et Hunger 2010). Dans cette optique, il est possible de souligner que le cyberspace,

agissant à titre de structure mobilisatrice, peut faciliter l'émergence de nouveaux acteurs collectifs diasporiques, et ce, lorsque l'opportunité se présente.

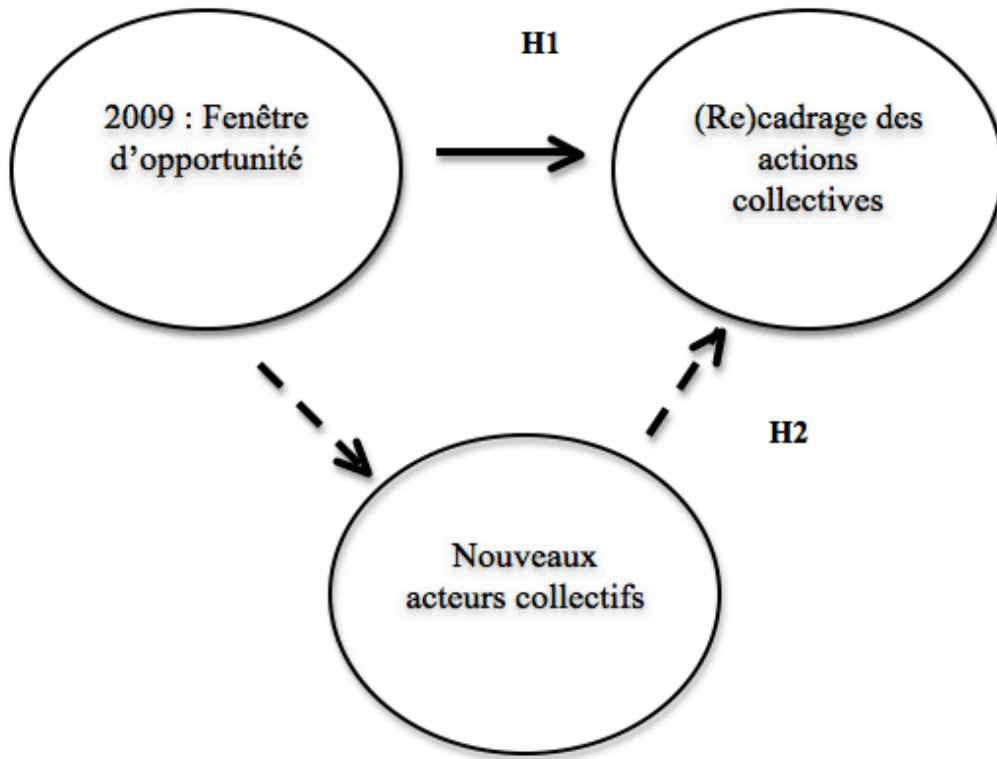
2.1.3 Deuxième hypothèse

À la suite de notre discussion sur les structures mobilisatrices, nous proposons maintenant une deuxième hypothèse, qui vise à expliquer le recadrage des actions collectives de la diaspora tamoule depuis 2009. Plutôt que de maintenir un *a priori* quant à l'existence d'acteurs collectifs préalablement à l'ouverture de la fenêtre d'opportunité, nous suggérons que cette dernière ait plutôt permis l'émergence de nouveaux acteurs collectifs. Précisément, la seconde hypothèse est formulée ainsi:

H2 : Le recadrage des actions collectives s'explique par l'émergence de nouveaux acteurs collectifs, eux-mêmes porteurs d'un nouveau discours.

Pour conclure le cadre conceptuel, nous avons produit le schéma suivant afin de mettre en évidence les deux hypothèses proposées dans ce chapitre. La première hypothèse renvoie donc à la relation entre la fenêtre d'opportunité et le recadrage par des acteurs collectifs pré-existants, tandis que la seconde hypothèse fait plutôt référence à la relation entre l'émergence de nouveaux acteurs collectifs et le recadrage, à la suite d'une fenêtre d'opportunité, telles qu'illustrées dans la figure 1.

Figure 1 : Schématisation des hypothèses



Chapitre 3 : Méthodologie

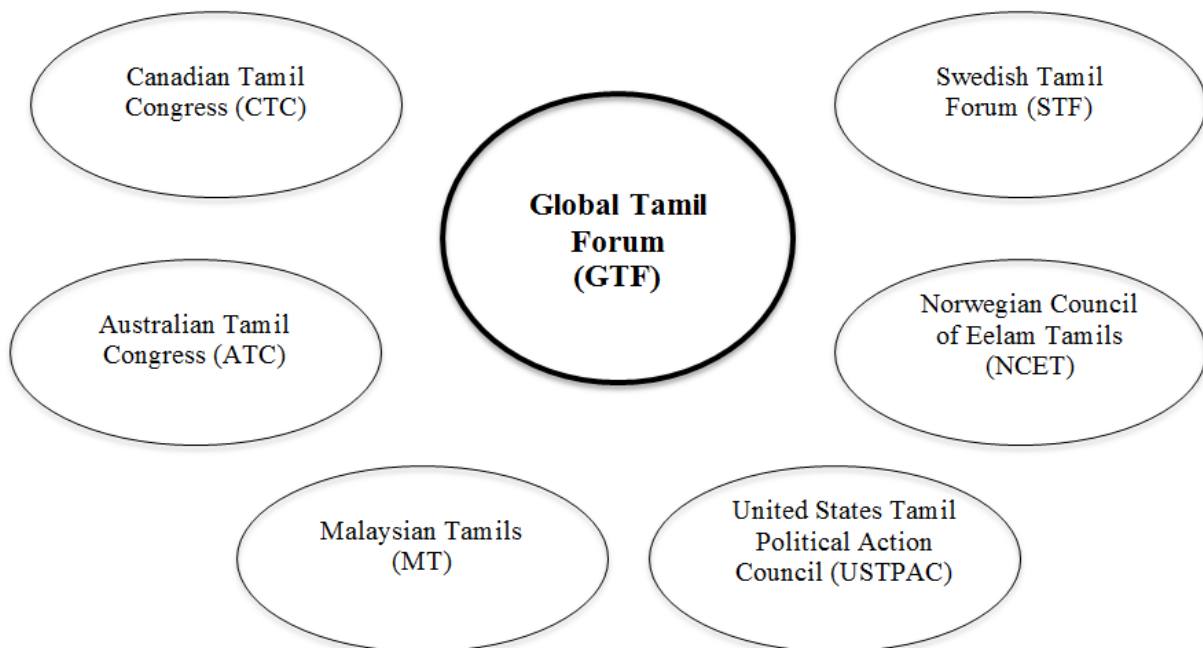
Afin de procéder à la présentation des résultats et à la vérification des hypothèses, plusieurs précisions seront apportées quant aux choix méthodologiques. Dans un premier temps, nous nous pencherons sur la sélection des acteurs collectifs étudiés. Dans un deuxième temps, nous discuterons du média utilisé afin de construire notre échantillon discursif, soit *Tamilnet.com*. Dans un troisième temps, nous indiquerons le choix de la méthode employée, avant de préciser l'élaboration de notre grille d'analyse. Enfin, dans un dernier temps, nous discuterons du traitement des données afin de mettre la table pour la présentation et l'analyse des résultats.

3.1 Les acteurs collectifs

La sélection des acteurs collectifs découle tout d'abord d'une observation générale de la mobilisation diasporique tamoule sur le cyberspace à l'aide des médias sociaux, puis d'une identification des principaux acteurs collectifs diasporiques présents lors de diverses actions collectives organisées depuis 2009, telles qu'un rallye de reconnaissance du génocide à Toronto en 2014 et un rassemblement de commémoration du troisième anniversaire du massacre de *Mullivaikal* en Californie en 2012. Ce faisant, nous avons identifié diverses organisations nationales, telles que le United States Tamil Political Action Council (USTPAC), le Canadian Tamil Congress (CTC), le National Council of Canadian Tamils (NCCT) et le British Tamil Forum (BTF), ainsi que trois organisations transnationales, soit le Global Tamil Forum (GTF), le Transnational Government of Tamil Eelam (TGTE) et Tamils Against Genocide (TAG).

En deuxième lieu, nous avons observé de plus près la composition de ces organisations, c'est-à-dire que nous nous sommes penchés sur les membres exécutifs, ainsi que sur les organisations affiliées, afin de s'assurer qu'il n'y ait pas de recoupement des membres et qu'il s'agissait bel et bien d'organisations distinctes. Ceci nous a donc permis de regrouper plusieurs organisations nationales au sein d'organisations transnationales. À titre d'exemple, le CTC, le BTF et le USTPAC figurent à titre d'organisations membres du GTF, tel qu'illustré dans la figure 2.

Figure 2 : Organisations membres du Global Tamil Forum

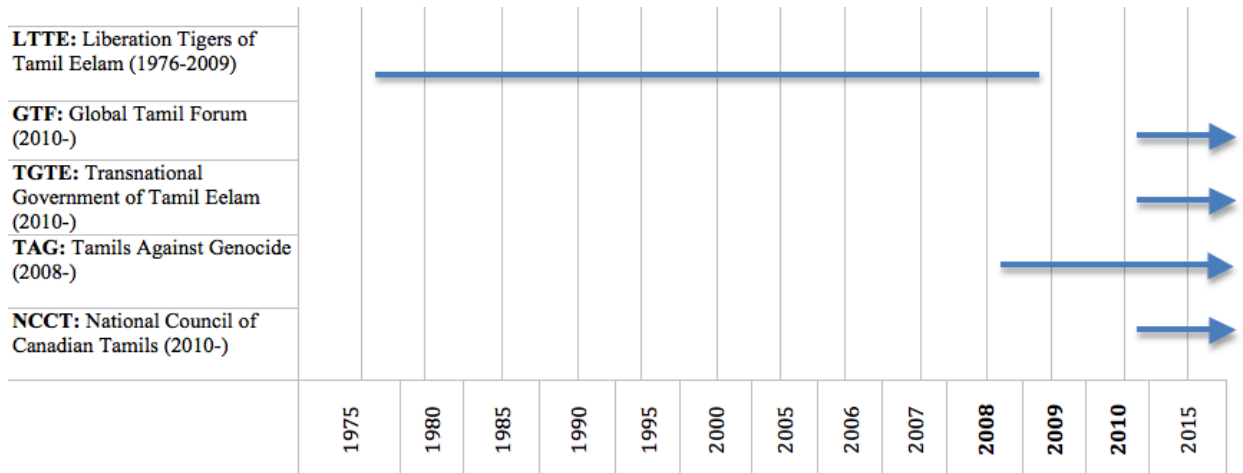


Nous avons priorisé les acteurs collectifs transnationaux, non seulement en raison de la composition de ces organisations, mais aussi en raison de la nature transnationale des actions collectives de la diaspora tamoule depuis 2009. En tenant compte du fait que la mobilisation de la

diaspora tamoule revêt un caractère transnational qui s'illustre d'un côté, par des actions collectives coordonnées à une échelle transnationale (Masson 2009) et d'un autre côté, par des actions collectives pouvant s'organiser dans un espace transnational (Savidan 2009), dont le cyberspace, nous avons jugé plus pertinent de ne pas nous limiter qu'aux acteurs collectifs diasporiques nationaux. Ceci étant dit, cinq organisations ont été retenues afin de procéder à l'analyse de cadrage : le Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE), le Global Tamil Forum (GTF), le Transnational Government of Tamil Eelam (TGTE), le National Council of Canadian Tamils (NCCT) et Tamils Against Genocide (TAG).

Après avoir identifié ces acteurs, nous avons répertorié les dates de formation de chaque organisation, ainsi que l'année du démantèlement du LTTE. Comme l'indique la figure 3, on observe une césure temporelle évidente, caractérisée par le démantèlement du LTTE et la création des quatre autres acteurs collectifs. Ceci étant dit, nous élaborerons ultérieurement sur chacun de ces acteurs, à l'exception du LTTE, déjà présenté dans le chapitre précédent, en précisant également les motivations justifiant cette sélection.

Figure 3 : Formation des organisations tamoules répertoriées



Toutefois, avant d’approfondir la discussion sur chaque acteur collectif, il est important de préciser qu’à la suite de leur sélection initiale, nous avons divisé les acteurs en deux catégories : les anciens et les nouveaux. Ces deux catégories font écho aux hypothèses élaborées dans le chapitre précédent. Les anciens acteurs consistent en des organisations qui s’inscrivent au sein d’un prolongement du LTTE après 2009, bien que créées après la fin de la guerre civile sri lankaise. Ce prolongement s’illustre principalement par l’affiliation antérieure, avec le LTTE, des individus qui en sont membres (TamilNet 2009a). Dans cette catégorie se trouvent donc le GTF et le TGTE (Walton 2014). Les nouveaux acteurs, quant à eux, sont composés de membres n’ayant aucune association antérieure au LTTE. Par conséquent, le NCCT et TAG figurent au sein de cette catégorie. Puisque ces quatre acteurs collectifs constituent le cœur de notre analyse, nous allons approfondir davantage sur chacun d’eux.

3.1.1 Global Tamil Forum

Le Global Tamil Forum (GTF) est une initiative lancée par diverses organisations diasporiques tamoules à la fin de la guerre civile, plus précisément à l'été 2009, afin de poursuivre le mandat de la résolution Vaddukoddai, adoptée en 1976 par le Tamil United Liberation Front (TULF), qui reconnaît le droit à l'autodétermination de la nation tamoule et qui vise ainsi un objectif d'indépendance (TamilNet 2009b). Réunissant diverses organisations diasporiques nationales, telles que le USTPAC (Etats-Unis) et le CTC (Canada), la mission officielle du GTF se divise en trois axes, tels que présentés sur son portail web : (i) la reconstruction de la communauté tamoule; (ii) la reconnaissance de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité; et (iii) faciliter l'implication politique de représentants tamouls afin d'obtenir une solution politique à long terme (Global Tamil Forum 2015). Ce troisième axe s'inscrit dans une continuité du discours d'indépendance, tel qu'évoqué dans la constitution adoptée à Londres en janvier 2010, à la suite d'un congrès tenu à Paris en août 2009 (Vimalarajah et Cheran 2010). En effet, au moment de sa création officielle, le GTF se décrit comme une organisation diasporique et transnationale, militant pour le droit à l'autodétermination de la nation tamoule, comme le soulignent Vimalarajah et Cheran (2010):

Its vision statement proclaims to: 'evolve an independent, international organization, which adheres to the principles of democracy and non-violence and derives its strength from grassroots organizations of the Tamil Diaspora that will in solidarity with Tamils in Eelam and other communities in Sri Lanka to restore Tamil peoples right to self-determination and democratic self-rule'. According to its mission statement, the GTF will, among other activities 'use all resources available to the Tamil Diaspora to establish the Tamil people's right to self-determination and their right to re-establish their nationhood which was taken away by force from them by the succeeding colonial powers including the Sri Lankan Government' (20).

Aujourd'hui, les objectifs du GTF sont multiples, incluant:

The creation of an independent, international war crimes accountability mechanism; a negotiated political settlement that ends Tamil marginalisation; the resettlement of IDPs [Internally displaced persons] to their places of origin; the demilitarisation of Tamil areas and the restoration of complete civil administration to all militarised government departments and national institutions; the end of the Sinhalisation of Tamil majority areas (...) (Global Tamil Forum 2015).

Ceci étant dit, le GTF poursuit un agenda séparatiste à titre d'organisation pro-LTTE et serait également composé d'anciens membres du LTTE (Jones 2010). Cette association engendre toutefois quelques répercussions pour certaines organisations diasporiques, notamment celles issues du Royaume-Uni, qui font continuellement face à un défi de légitimité en raison de leurs liens étroits avec des réseaux issus du LTTE (Walton 2014). Le GTF est aujourd'hui présidé par le Rev. Fr. S.J. Emmanuel, qui fut également président du International Federation of Tamils (IFT) et du Association of German Tamils (AGT) (TamilNet 2009b). À titre indicatif, Chalk (1999) identifie, dans un document préparé pour le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), que l'IFT figure parmi les organisations paravents du LTTE.

En somme, le GTF se décrit comme étant une organisation « Committed to non-violence. [Seeking] lasting peace in Sri Lanka based on justice, reconciliation and negotiated political settlement » (Global Tamil Forum 2015). Agissant à titre de forum, cet acteur collectif s'entremêle parfois au second acteur collectif discuté ci-dessous, soit le TGTE. Aux dires du président du GTF, ces deux organisations sont en réalité issues de la même mère patrie afin de

défendre les aspirations tamoules, défendant des objectifs qui se recoupent et se complètent (Vimalarajan et Cheran 2010).

3.1.2 Transnational Government of Tamil Eelam

Le Transnational Government of Tamil Eelam (TGTE) est une seconde initiative de la diaspora tamoule, conçue à la suite d'une rencontre organisée en Malaisie, réunissant divers leaders diasporiques, ainsi que l'ancien responsable de la propagande internationale du LTTE, Selvarasa Parthmanathan. Bien que la formation d'un gouvernement en exil fut envisagée, une structure transnationale fut privilégiée et des élections furent organisées, puis tenues dans la diaspora au mois de mai 2010 (Amarasingam 2013). Concernant son fonctionnement, le TGTE précise que seuls des membres de la diaspora seront élus:

Since it is impractical for political leaders and people in Tamil Eelam to participate in the TGTE, only those Tamils in the Diaspora are elected to the TGTE through democratic elections. The TGTE will work hand-in-hand with anyone working for the well being of the Tamil people in the Island of Sri Lanka, including the political and social leaders of the people in Eelam (Parliament of Transnational Government of Tamil Eelam, S.d.).

Fonctionnant à titre d'organisation possédant ses propres règles et ses propres mandats, le TGTE a dû se définir à titre de successeur naturel du LTTE, tout en se définissant davantage comme un groupe lobbyiste plutôt qu'un groupe armé (Amarasingam 2013). Bien qu'il y ait quelques divergences internes quant à l'adhérence au symbolisme et à l'idéologie du LTTE, Amarasingam (2013) note qu'il y a tout de même une importance accordée à la nécessité de recadrer le mouvement:

For most, however, reframing Tamil nationalism and Tamil grievance is one of the prime goals of the Transnational Government, and the Tamil diaspora in Canada more broadly (...). The particular strength of the TGTE is that it is an elected body, which has received a mandate from a significant number of people in the Tamil diaspora to represent them (26).

Ceci dit, tout comme le GTF, le TGTE poursuit le mandat de la résolution Vaddukoddai en préconisant trois principes politiques fondamentaux: la nation, la patrie et le droit à l'autodétermination (Parliament of Transnational Government of Tamil Eelam, S.d.). Conséquemment, sa constitution met l'accent sur le passé colonial, ainsi que sur le caractère génocidaire de l'État cinghalais à l'égard des Tamouls, pour ensuite assurer la continuité du mouvement de libération mis en branle depuis l'indépendance du Sri Lanka. Parmi leurs objectifs, on peut lire:

Reestablish the independent, sovereign State of Tamil Eelam, promote the Welfare of the People in the homeland, the Tamil Diaspora and the Global Tamil Community that consists of Tamils who have migrated and are now living in other parts of the world; protect and promote the distinctiveness of Eelam Tamil culture in the Diaspora countries; promote Education in the homeland; ensure that perpetrators of genocide, racial annihilation, ethnic cleansing, crimes against humanity and war crimes committed against Tamil people are prosecuted and those responsible are brought to justice; (...) (Parliament of Transnational Government of Tamil Eelam, S.d.).

En résumé, le TGTE est une formation politique qui réunit des représentants diasporiques élus dans une douzaine de pays et qui se définit comme étant une organisation adhérant à un système de gouvernance démocratique; de cette façon, elle se distingue considérablement du LTTE (Walton 2014; Amarasingam 2013). En revanche, le TGTE poursuit des objectifs semblables au GTF, en évoquant d'ailleurs la nécessité de poursuivre le mandat de la résolution Vaddukoddai, qui fut également endossée par le LTTE avant le déclenchement de la guerre civile

en 1983. Tout au plus, considérant que le TGTE est dirigé par un ancien conseiller juridique du LTTE (Walton 2014), il semble adéquat de classer cette organisation dans la catégorie des anciens acteurs, au même titre que le GTF.

3.1.3 Tamils Against Genocide

Tamils Against Genocide (TAG)¹¹ est également une organisation transnationale sans but lucratif créée en 2008 aux Etats-Unis, qui milite contre le génocide et contre les violations des droits humains qui puissent en découler. Cette organisation met à l'avant-plan une mission qui se divise en quatre volets: (i) la plaidoirie; (ii) les poursuites judiciaires; (iii) la recherche; et (iv) l'aide aux victimes (Tamils Against Genocide 2015).

Précisément, TAG recueille des témoignages d'individus d'origine Tamouls victimes du conflit, en plus de les représenter dans la gestion des litiges. En termes de recherche, TAG publie des rapports annuels détaillant les recherches et les avancées légales, en indiquant notamment les représentations légales de l'organisation en cas de litiges; cependant, ne sont disponibles sur leur portail web que les rapports annuels de 2009 et de 2010. Tout de même, le rapport 2010 indique le cas suivant, qui offre un aperçu plutôt juste du travail qu'entreprend l'organisation diasporique:

December 2010: TAG assists Norwegian Tamils in preparing charges against Rajapakse under Norwegian law for committing war crimes. The charges in the case arise under Norwegian Penal Code articles (20 may 2005) §§ 101-109 §§ 5 and 6, which are applicable to specific acts committed abroad by persons who are not Norwegian citizens or residents

¹¹ Au moment de rédiger ce mémoire, Tamils Against Genocide a procédé à un changement de nom, qui fut officiellement annoncé en juillet 2015. L'organisation se nomme désormais Together Against Genocide. Toutefois, aux fins de ce mémoire, l'ancien nom sera retenu.

in Norway or in another Nordic country. Under these provisions, Norwegian Eezham Tamils who lost their relatives or property can sue against those who committed these crimes against them (Tamil Against Genocide 2010, 7).

Ainsi, TAG a comme mandat d'assister les victimes de violation de droits humains et ce faisant, utilise les outils légaux internationaux à leur disposition. Par conséquent, leurs actions ciblent davantage l'ONU et le Haut-Commissariat aux droits de l'homme afin que les responsables de violations graves des droits de l'homme et de génocide, dont Gotabhaya Rajapaksa, Secrétaire de la défense du Sri Lanka, soient jugés à la Cour pénale internationale (Tamils Against Genocide 2015). Dans cette optique, ils poursuivent leur travail au-delà du cas tamoul, afin que d'autres individus soient entraînés en justice, dont le Président soudanais Al-Bashir.

Ceci étant dit, TAG caractérise la situation politique sri lankaise actuelle, post-2009, à titre de prolongement du génocide. Dans un article publié sur son site web le 31 juillet 2013, TAG revient sur le *Black July* et sur les événements ayant mené à la guerre civile mais surtout, revendique l'utilisation du terme génocide afin de décrire le conflit:

Violence and human rights abuses in Sri Lanka today are understood not in the context of decades of genocidal persecution, but as a feature of transition, divorced from matters of ethnicity and ideology. Surely, if the last 30 years can teach us anything it is that nothing has changed, nothing new. 1983 was not the beginning, 2009 is not the end (...) all are testament to an unwavering genocidal intent (Tamils Against Genocide 2013).

Dans cette optique, TAG maintient une aisance vis-à-vis l'utilisation du terme génocide, ce qui la distingue de certaines organisations, dont le GTF, qui emploient peu souvent ce terme (Walton

2014). Par ailleurs, nous remarquons qu'aucun membre de TAG n'a été associé au LTTE, ce qui explique ainsi notre catégorisation de l'organisation à titre de nouvel acteur collectif.

3.1.4 National Council of Canadian Tamils

Le National Council of Canadian Tamils (NCCT) se décrit comme une organisation sans but lucratif créée en 2010 et composée de représentants élus à la grandeur du Canada. Ce type de conseil national tamoul, qui a par ailleurs été reproduit en Norvège, en Suisse, en Italie et en France, vise le renforcement des communautés tamoules nationales (TamilNet 2010a). Bien que ses objectifs visent davantage le bien-être, ainsi que le développement politique, social et économique des Tamouls-Canadiens, le NCCT appuie également la résolution Vaddukoddai de 1976, en plus de militer pour la reconnaissance du génocide (National Council of Canadian Tamils, S.d.).

En consultant le site web du NCCT, il est possible de prendre connaissance des dernières campagnes de mobilisation de l'organisation, qui s'articulent autour de deux thèmes principaux: (i) la reconstruction des communautés tamoules au Sri Lanka et (ii) la sensibilisation politique et sociale des Tamouls-Canadiens. Par ailleurs, à chaque année, le NCCT organise deux événements de commémoration. D'abord, la journée du *Black July* consiste à se rappeler des émeutes anti-tamoules qui se sont propagées à la grandeur du Sri Lanka au mois de juillet 1983 et qui marquent, du même coup, le début de la guerre civile sri lankaise. Ensuite, la deuxième journée de commémoration a lieu au mois de mai et s'organise, quant à elle, autour de la reconnaissance du génocide. En effet, elle vise à ce que la communauté internationale prenne connaissance des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et du crime de génocide dont ont été victimes les

Tamouls au Sri Lanka et dont ils sont encore victimes : « The protracted genocide of the Tamils today is carried out through a brutal military occupation, and a deliberate program of Sinhala colonization and settlements » (National Council of Canadian Tamils, S.d.). Partenaire officiel de TAG (TamilNet 2010b), leur portail web renvoie à une liste de ressources facilement accessibles, dont divers rapports sur le génocide tamoul et sur les violations des droits de l'homme commises par le gouvernement du Sri Lanka.

Sommairement, le NCCT se définit comme suit: « a grassroots organization composed of publicly elected representatives from across Canada that serves to organize Tamil-Canadians on a democratic and cooperative basis » (National Council of Canadian Tamils, S.d.). Bien que ses objectifs ne soient pas plus amplement élaborés, nous avons sélectionné cet acteur collectif en raison de sa nature, qui diffère des deux organisations précédentes. D'une part, en tant que conseil national, le NCCT ne fait pas partie du GTF, contrairement à plusieurs organisations nationales qui en sont membres. Amarasingam (2013) note également que certains perçoivent le NCCT comme étant en compétition avec le CTC, ce dernier faisant partie du GTF. D'autre part, son échelle d'action est différente et pertinente. Bien que ses actions soient organisées au niveau local, elles s'inscrivent toutefois au sein d'une mobilisation transnationale, notamment lors de la journée de commémoration du génocide qui a lieu simultanément dans plusieurs villes européennes et nord-américaines le 18 mai de chaque année. Dans cette optique, la cible de leur rallye de commémoration du génocide demeure également transnationale, puisqu'il s'agit de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et du Haut-Commissariat aux droits de l'homme. Enfin, contrairement aux deux premiers acteurs collectifs présentés ci-dessus, le NCCT n'a aucun lien

présupposé avec le LTTE, ses membres, ses réseaux et son idéologie. Pour cette raison, nous le catégorisons à titre de nouvel acteur collectif, au même titre que TAG.

3.2 TamilNet

Dans l'optique où la sphère publique diasporique virtuelle agit à titre de structure mobilisatrice¹², il semblait adéquat et juste de construire notre échantillon discursif à l'aide du cyberspace. Autrement dit, puisque le cyberspace facilite non seulement l'émergence d'acteurs diasporiques, mais aussi la diffusion de leurs discours à une échelle transnationale (Parham 2005), ce présent mémoire utilise celui-ci comme terrain d'analyse. Encore une fois, puisque l'objet de ce mémoire demeure le cadrage des actions collectives de la diaspora, il semble évident d'opter pour un terrain d'analyse transnational, dans lequel on peut identifier le discours des acteurs collectifs. Ceci dit, nous pensions *a priori* pouvoir utiliser les sites web de chaque organisation à titre de sources primaires afin d'en extraire le discours de chaque acteur et d'identifier les cadres. Toutefois, la nature des documents disponibles sur chaque site web étant très hétéroclite il aurait été particulièrement difficile d'en faire une analyse systématique. Par conséquent, nous nous sommes tournés vers *TamilNet*, un média diasporique en ligne depuis 1997.

TamilNet se définit comme étant un service d'information indépendant, sans but lucratif, basé à l'extérieur du Sri Lanka, qui rapporte et rassemble les nouvelles concernant le Sri Lanka et plus particulièrement les communautés tamoules vivant dans le nord-est du pays (TamilNet 2005). Bien que le site insiste sur sa crédibilité, ainsi que sur son indépendance, *TamilNet* a

¹² Voir chapitre 2.

souvent été perçu comme étant un média pro-Tigres, agissant à titre de porte-voix pour le LTTE, notamment par le gouvernement sri lankais (Ubayasiri 2006). En revanche, son importance et sa pertinence sont non négligeables et ne peuvent être écartées de nos considérations à son égard (Whitaker 2004; Wayland 2004) particulièrement puisque son site internet échappe à la censure du gouvernement sri lankais (Ubayasisi 2006). En effet, *TamilNet* offre une alternative pertinente aux médias de masse sri lankais:

Tamilnet has become a leading source on conflict related news, with more than 20,000 reports published since its inception as a website in June 1997, and a significant number of reports prior to its web-presence as a internet based wire-service, with records indicating its existence as a mailing list as early as January 1996 (Ubayasisi 2006, 2).

Au-delà de sa pertinence dans le paysage médiatique sri lankais, *TamilNet* revêt une importance particulière au sein de la sphère publique diasporique tamoule, adéquatement résumée par Whitaker (2004) :

I remember thinking, as I went back to my own room to write up my notes and prepare for the interviews I would be doing that day, how very domestic were the circumstances of Tamilnet.com's production—and how much Tamil people in the diaspora depended on it. All the Tamil adults that I interviewed that summer in Toronto and London (twenty-five in all) reported that they checked Tamilnet.com (among other websites) for news several times a week (480).

En plus de son utilité et de son usage presque quotidien par les membres de la diaspora tamoule, Eriksen (2006) ajoute qu'à titre de réseau transnational de nouvelles, *TamilNet* renforce le sentiment d'appartenance à la nation tamoule et, qu'en ce sens, il contribue à la formation identitaire des Tamouls vivant dans la diaspora. Kumar (2012), quant à elle, constate que la

diaspora tamoule est particulièrement active sur le web et utilise *TamilNet* comme un outil stratégique afin d'enrichir les débats concernant le conflit sri lankais.

Ainsi, notre choix d'utiliser *TamilNet* pour construire notre échantillon d'articles s'explique d'une part, par son usage répandu au sein de la diaspora tamoule et d'autre part, par la place qu'il occupe dans la sphère publique sri lankaise, à titre de média indépendant offrant une alternative aux médias de masse sri lankais. Ceci dit, nous nous pencherons maintenant sur la construction de notre échantillon d'articles par l'entremise de la banque d'archives de *TamilNet*, pour ensuite présenter notre grille de codage.

3.3 Analyse de cadrage

3.3.1 Construction de l'échantillon

Tel qu'indiqué ci-dessus, la construction de l'échantillon a été facilitée par la banque d'archives de *TamilNet*, qui nous permettait de remonter jusqu'en 1997. Puisque nous nous intéressions au changement de cadrage des actions collectives de la diaspora tamoule depuis 2009, il était primordial de pouvoir identifier le discours du LTTE avant 2009, ce dernier étant l'acteur collectif principal jusqu'à son démantèlement au courant de cette même année. Or, en raison du grand nombre d'articles disponibles, nous avons dû procéder à une recherche en trois temps.

Dans un premier temps, nous avons repéré un ensemble d'articles en utilisant comme mots-clés les acronymes des acteurs collectifs à l'étude : « TGTE », « GTF », « (TAG) »¹³, « NCCT » et « LTTE ». En ce qui concerne ce dernier, nous avons dû affiner la recherche car il y avait au-delà de 10 000 résultats. Par conséquent, nous avons combiné les mots-clés « diaspora AND LTTE » pour ensuite, dans un deuxième temps, filtrer les résultats en fonction des années; nous nous sommes donc limités aux articles publiés entre 2000 et 2012¹⁴. Une fois la recherche par mots-clés terminée, nous avons procédé, dans un troisième temps, à la sélection manuelle des articles afin de bâtir notre échantillon final. Puisque la majorité des articles n'étaient pas pertinents, cette sélection manuelle nous a permis de restreindre considérablement notre échantillon. Dans cette optique, un article était retenu s'il avait mention, soit par un porte-parole de l'organisation, soit par le journaliste lui-même, du discours de l'acteur collectif en question. En revanche, les articles dans lesquels l'acteur collectif était mentionné en référence à l'actualité, sans pour autant permettre au lecteur de connaître son discours, étaient éliminés. Toutes les chroniques publiées par *TamilNet* furent également écartées de notre échantillon, puisque nous nous penchions sur le discours des acteurs plutôt que sur la perception de leur discours par les chroniqueurs. Le tableau III fait état de la répartition des articles codés selon l'acteur collectif, pour un total de 141 articles.

¹³ L'acronyme TAG n'étant pas concluant, nous y avons ajouté les parenthèses.

¹⁴ Ceci ne s'applique qu'au LTTE. Par ailleurs, nous avons d'abord filtré les résultats entre 2006 et 2012, soit trois ans avant le démantèlement du LTTE et trois ans après. Cela dit, les résultats entre 2006 et 2009 étant peu nombreux, nous avons reculé jusqu'en 2000. Nous trouvions pertinent de reculer jusqu'en 2000 puisque cela nous permettait de retracer, de manière plus élaborée, l'articulation du discours du LTTE en matière d'indépendance et de génocide.

Tableau III : Nombre d'articles codés par acteur collectif

Anciens acteurs	
LTTE : Liberation Tigers of Tamil Eelam	54
GTF : Global Tamil Forum	14
TGTE: Transnational Government of Tamil Eelam	13
Nouveaux acteurs	
TAG: Tamils Against Genocide	41
NCCT: National Council of Canadian Tamils	19
Total	141

3.3.2 Codage

En termes de méthode de vérification, nous avons opté pour une analyse de cadrage puisqu'elle permet de comprendre comment un acteur perçoit, définit et discute d'une problématique (Entman 1993). En tenant compte du fait que le cadrage est une interprétation, voire une représentation particulière d'une situation, qui peut varier d'un acteur à l'autre (Gingras *et al.* 2010), il nous semblait important de procéder non seulement à une analyse quantitative, mais aussi à une analyse qualitative. Par conséquent, nous avons élaboré une grille de codage inspirée de Semetko et Valkenburg (2000), tout en indiquant clairement les passages codés; ces derniers facilitant l'analyse qualitative.

Dans leur article sur le cadrage de la politique européenne à la télévision et dans les journaux néerlandais, Semetko et Valkenburg (2000) adoptent une approche déductive plutôt qu'une approche inductive. Ce faisant, ils tentent de vérifier l'occurrence de cinq cadres identifiés et définis suite à des études antérieures. Or, l'approche déductive demeure plutôt circonscrite, à la différence de l'approche inductive qui permet de maintenir une ouverture et une flexibilité dans la construction de la grille d'analyse: « The inductive approach involves analyzing a news story with an open view to attempt to reveal the array of possible frames, beginning with very loosely defined preconceptions of these frames » (Semetko et Valkenburg 2000, 94). Considérant que notre recherche s'intéresse au changement de cadrage dans la mobilisation de la diaspora tamoule depuis 2009, l'élaboration de notre grille de codage découle fortement des cadres identifiés dans notre problématique : le cadre 'indépendance' et le cadre 'génocide'. Ceci dit, puisque l'approche inductive permet d'identifier des éléments de discours qui peuvent enrichir notre compréhension des cadres en question, nous avons maintenu une part d'induction lors du codage en ajoutant des éléments au fur et à mesure que notre codage progressait.

Avant de poursuivre avec la définition des cadres, nous voulions mentionner que nous nous sommes fortement inspirés du codage binaire de Semetko et Valkenburg (2000). Autrement dit, chaque cadre est construit de différentes catégories, énoncées sous forme de questions, auxquelles le codeur répond par oui (=1) ou par non (=0). Ainsi, le cadre est indiqué comme étant présent lorsqu'il obtient minimalement un point. Il est important d'indiquer que nous ne nous sommes pas arrêtés que sur l'occurrence de certains termes. Ce faisant, nous avons porté une attention particulière au contexte d'énonciation. Par exemple, un des articles rapportait les recommandations émises par la diaspora tamoule à la suite d'une conférence réunissant plusieurs

organisations diasporiques, dont le GTF. Or, ces recommandations, telles que rapportées par *TamilNet*, ont été codées pour le GTF, puisqu'elles indiquent la position de l'acteur collectif, qui était présent lors de l'adoption de ces recommandations.¹⁵

Afin d'élaborer les catégories de la grille de codage, nous avons construit des champs lexicaux en fonction de notre étude de cas, en associant chaque élément à une question précise. Bien que des éléments aient été ajoutés au fur et à mesure que le codage a progressé, la grille de codage initiale peut être consultée en annexe I. À titre indicatif, à la suite de ces ajouts, nous avons procédé à un second codage de notre échantillon discursif. Ceci dit, afin de pouvoir repérer la présence des cadres 'indépendance' et 'génocide' dans le discours des acteurs, tel que médiatisé par *TamilNet*, il est important de procéder à une définition des deux concepts.

3.3.2.1 Premier cadre : indépendance

Le terme indépendance est au cœur des revendications émises par un nombre considérable d'acteurs collectifs aux quatre coins du globe, dont l'Armée républicaine irlandaise (IRA)¹⁶ (White 1989) en Irlande et le Kurdistan Workers' Party (PKK)¹⁷ en Turquie (Casier 2010). Cependant, il s'agit d'un terme multidimensionnel auquel il est difficile d'attribuer une définition unique, qui fasse consensus. Dans le cadre de ce mémoire, nous le saisissons selon deux dimensions : le droit à l'autodétermination des peuples, qui figure dans les articles 1 et 55 de la

¹⁵ L'article précisait également que les recommandations ont été adoptées de manière unanime.

¹⁶ « The Irish Republican Army, an organization dedicated to reestablishing an Ireland free from British interference, has 'organizational ancestors that date from the 1840s'. (...) The core belief of Irish republicans is that the only way for Ireland to gain complete independence is through physical force » (White 1989, 1282).

¹⁷ « After the capture of its leader and co-founder, Abdullah Öcalan, in 1999, the PKK transformed itself ideologically and organizationally (...). The PKK today no longer advocates separation from Turkey as official policy, but seeks the transformation of – and its integration into – a democratized, confederalized Turkey » (Marlies 2010, 395).

Charte des Nations Unies (Kirgis 1994) et le droit à la sécession, qui est proscrit, à quelques exceptions près, par le droit international et la majorité des constitutions d'États (Mancini 2012).

Le droit à l'autodétermination, tel que conçu par le droit international, se définit ainsi : « The freedom for all peoples to decide their political, economic, and social regime » (Mancini 2012; 487). Pour Kirgis (1994), ce droit s'illustre de différentes façons et peut inclure les dimensions suivantes:

- (1) The established right to be free from colonial domination.
- (2) The converse of that – a right to remain dependent, if it represents the will of the dependent people who occupy a defined territory.
- (3) The right to dissolve a state (...) and to form new state on the territory of a former one.
- (4) The disputed right to secede.
- (5) The right of divided states to reunite.
- (6) The right of limited autonomy, short of secession, for groups defined territorially or by common ethnic, religious and linguistic bonds.
- (7) Rights of minority groups within a larger political entity
- (8) The internal self-determination freedom to choose one's own form of government (307).

Bien que le droit à l'autodétermination se soit construit autour du 'peuple', et ce, à titre de droit collectif, son application reproduit des tensions non résolues entre ses dimensions collective et individuelle, ainsi qu'entre ses dimensions démocratique et nationaliste. Ces tensions, explique Mancini (2012), se reflètent dans son application et renvoient à sa conception de départ:

The right to external self-determination was granted solely to 'peoples' under colonial rule who could not be defined in ethnic or national terms, but, rather in political and territorial ones, as the *political* majorities formed by the *multiethnic* peoples under colonial rule. (...) For non-colonial 'peoples', the right to 'all peoples' to self-determination was

conceived in ‘domestic’ terms, emphasizing its ‘democratic’ rather than its ‘nationalistic’ dimension (490).

De son côté, le terme sécession renvoie à l’action de se séparer de quelque chose. Sa conception politique, quant à elle, se cristallise à la suite de la Guerre civile américaine, qui lui a notamment attribué sa dimension territoriale, telle qu’on la connaît aujourd’hui. Depuis, la sécession est devenu un mode d’action politique ayant subi une véritable diabolisation sous prétexte qu’elle serait incompatible avec le constitutionnalisme (Mancini 2012). Par conséquent, le droit à la sécession demeure peu utilisé à titre d’outil de protection des minorités, à l’instar du droit à l’autodétermination (Mancini 2008).

Ainsi, pour les fins de ce mémoire, nous avons développé un champ lexical afin de circonscrire le cadre ‘indépendance’ et d’élaborer notre grille de codage. Parmi ce champ lexical, on retrouve les termes suivants : autodétermination, sécession, séparation, nationalisme, solution politique et territorialité.¹⁸

3.3.2.2 Second cadre : génocide

En 1948, la Convention sur la prévention et la répression du génocide de l’Organisation des Nations Unies stipule que :

Le génocide s’entend de l’un quelconque des actes ci-après commis dans l’intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux en tant que tel: (a) meurtre de membres du groupe; (b) atteinte grave à l’intégrité physique ou mentale de membres du groupe; (c) soumission intentionnelle du groupe à des conditions d’existence devant

¹⁸ À titre consultatif, voir la grille de codage en annexe I.

entraîner sa destruction physique totale ou partielle; (d) mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe; (e) transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe (ONU 1948).

Sans aucun doute, la définition de l'ONU ne fait pas unanimité au sein de la communauté scientifique, notamment en sciences sociales. Pour certains, cette définition s'applique convenablement à la réalité sur le terrain; pour d'autres, elle est peu applicable, notamment en raison de l'intentionnalité, qui est difficile à prouver rétroactivement (Sémelin 2005b). Par ailleurs, selon Sémelin (2005a), l'utilisation du terme génocide pose problème en raison de ses nombreuses instrumentalisations. Il constate, entre autres, sa présence dans des rhétoriques identitaires, humanitaires ou politiques.

Ceci dit, afin de remédier aux lacunes de la définition onusienne, Fein (1990) a tenté de produire une définition davantage sociologique que légale, afin de faciliter les études sur le génocide en sciences sociales. Ce faisant, elle expose la distinction entre oppresseur et victime, tout en insistant sur la notion d'intentionnalité. Par conséquent, elle définit le génocide ainsi: « A sustained purposeful action by a perpetrator to physically destroy a collectivity directly or indirectly, through interdiction of the biological and social reproduction of group members, sustained regardless of the surrender or lack of threat offered by the victims » (24). Pour Sémelin (2005b), la problématique entourant la définition académique du terme est sans doute liée aux lacunes scientifiques concernant les conditions et les circonstances facilitant les massacres génocidaires (Sémelin 2005b). Autrement dit, comprendre les conditions économiques, politiques et historiques des massacres et des génocides permettrait d'élaborer une définition appropriée et circonscrite.

En dépit de ce débat, nous sommes parvenus à élaborer un champ lexical en combinant la définition onusienne du crime de génocide, à celle de Fein (1990). Ce faisant, nous avons regroupé les termes suivants : crimes de guerre, crimes contre l'humanité, massacre, victime, oppresseur et intentionnalité¹⁹.

3.4 Traitement des données

Une fois le codage terminé, le traitement des données a été réalisé en deux temps. Dans un premier temps, nous avons procédé à une analyse quantitative afin d'évaluer l'occurrence de chaque cadre par acteur collectif. Ce faisant, nous avons calculé, pour chaque acteur, la proportion des articles contenant chaque cadre. Ces données permettent, tout d'abord, de solidifier l'observation de départ quant au recadrage, pour ensuite permettre la vérification de nos deux hypothèses.

À titre de rappel, la première hypothèse suggère que le recadrage des actions collectives s'explique par une fenêtre d'opportunité saisie par des acteurs collectifs présents dans la diaspora tamoule. La deuxième hypothèse propose, quant à elle, que la fenêtre d'opportunité ne suffit pas afin d'expliquer le recadrage des actions collectives; elle aurait plutôt facilité l'émergence de nouveaux acteurs collectifs, porteurs d'un nouveau discours, qui auraient eux-mêmes engendré un recadrage.

¹⁹ À titre consultatif, voir la grille de codage en annexe I.

Dans un deuxième temps, nous avons procédé à une analyse qualitative de nos articles codés, afin d'illustrer comment chaque cadre s'articule dans le discours selon l'acteur collectif. Cette analyse qualitative parvient à relever le contenu du discours des acteurs collectifs en y apportant des nuances et des clarifications. Elle permet également la vérification des hypothèses. Dans cette optique, le chapitre suivant présente les résultats, et ce, en effectuant un retour aux deux hypothèses.

Chapitre 4 : Discours des acteurs collectifs

Ce chapitre sera consacré à la présentation des résultats obtenus à la suite du codage des 141 articles tirés du média diasporique en ligne *TamilNet* et se fera en trois temps. Dans un premier temps, nous décortiquerons le discours du LTTE en matière d'indépendance et de reconnaissance du génocide puisque c'est en comparant le discours des autres acteurs à celui-ci que les hypothèses seront vérifiées. Ainsi, dans un deuxième temps, nous nous pencherons sur le discours des anciens acteurs, soit du GTF et du TGTE, afin de vérifier notre première hypothèse, selon laquelle le recadrage des actions collectives peut s'expliquer par une fenêtre d'opportunité saisie par des acteurs déjà présents dans la diaspora. Enfin, dans un troisième temps, nous présenterons le discours des nouveaux acteurs, TAG et le NCCT, pour vérifier notre seconde hypothèse, qui propose que le recadrage des actions collectives s'explique plutôt par l'émergence de nouveaux acteurs collectifs à la suite d'une fenêtre d'opportunité, eux-mêmes porteurs d'un nouveau discours. Par ailleurs, nous ferons un retour sur les quatre processus d'alignement des cadres pour stimuler la mobilisation, tel qu'annoncés précédemment et élaborés par Snow *et al.* (1986) : *frame bridging*, *frame amplification*, *frame extension* et *frame transformation*.

4.1 Le discours des Tigres Tamouls

L'analyse quantitative des articles codés pour le LTTE appuie l'observation de départ quant à la prédominance du cadre 'indépendance' au cadre 'génocide' dans les actions collectives de la diaspora avant 2009.

Tableau IV : Proportion des articles codés pour le LTTE selon chaque cadre

Indépendance	98%
Génocide	17%
Nombre d'articles	54

Tel qu'illustré dans le tableau IV, 98% des articles codés réfèrent à un discours d'indépendance, tandis que seulement 17% des articles codés font référence à un discours sur le génocide. Par conséquent, considérant l'emprise du LTTE sur la diaspora durant la guerre civile sri lankaise, nos résultats permettent de confirmer la prédominance du discours d'indépendance du LTTE lors des actions collectives organisées en milieu diasporique avant 2009.

Ceci dit, comment s'articule le discours du LTTE? Afin d'y répondre, nous avons analysé de plus près les éléments du discours du LTTE en matière d'indépendance et de génocide, et ce, de manière qualitative. Ces résultats serviront par la suite à vérifier nos deux hypothèses, dans l'optique où le discours de chaque acteur collectif sera comparé à celui du LTTE. Cette comparaison permettra de comprendre de manière plus approfondie le recadrage des actions collectives depuis 2009 et d'identifier en quoi celui-ci consiste précisément.

4.1.1 Indépendance

Le LTTE se définit de prime abord comme un mouvement de libération, revendiquant l'indépendance de la nation tamoule. Ce faisant, l'organisation centre son discours sur deux éléments principaux : la nation et la résolution Vaddukodai. D'emblée, la conception de la nation tamoule est au cœur du discours du LTTE et se reflète par les termes employés par celui-ci

dans la caractérisation du conflit sri lankais. En effet, on remarque que des termes associés à la nation, tels que *nation-building*, *homeland* et *sovereignty*, reviennent à de multiples reprises, en plus d'être utilisés par l'ancien chef de l'organisation, V. Pirapharan²⁰, afin de justifier la quête de l'indépendance :

It is true Tamil Eelam is a small nation on the globe. However it is a nation with great potential. It is a nation with a characteristic individuality. It has a distinctive language, cultural heritage and history. Sinalam seeks with its military might to destroy all these. It seeks to destroy Tamil sovereignty. As the freedom movement of the people of Tamil Eelam we will never, ever allow Sinhala occupation or Sinhala domination of our homeland (TamilNet 2008a).

Ainsi, le LTTE insiste sur le caractère ethnique du conflit sri lankais. Ce faisant, il évoque la division ethnique entre Tamouls et Cinghalais, qui figurerait à titre de cause principale au conflit entre ces deux communautés et qui se refléterait dans le système politique du pays. Or, selon V. Pirapaharan, si la division des partis politiques reflète une division ethnique, alors il est impossible d'envisager, du moins de la part du gouvernement sri lankais, une solution politique à long terme:

The ruling party is adamant on unitary rule; the red and yellow parties are calling for no solution at all; and the main opposition party, somersaulting from its earlier position, is, on the one hand, saying nothing concrete and using evasive language to support the military actions of the government and, on the other hand, saying it supports peace efforts. All this clearly clarifies our point and proves beyond doubt that all the Sinhala political parties are essentially chauvinistic and anti-Tamil. To expect a political solution from any of these Southern parties is political naivety²¹ (TamilNet 2008b).

²⁰ On réfère au chef du LTTE de deux façons : V. Prabhakaran ou V. Pirapharan. Il s'agit de la même personne.

²¹ Puisque les Tamouls occupent davantage le nord du Sri Lanka, les partis politiques du sud sont généralement associés aux Cinghalais, qui occupent plutôt cette du pays, d'où la référence aux partis politiques du sud.

Considérant qu'une solution politique négociée entre les partis politiques cinghalais et les partis politiques tamouls n'est pas envisageable, le LTTE se tourne donc vers la séparation et la création d'un État tamoul, qui est inévitable, selon un conseiller des forces armées du LTTE, Yogi Yogratnam:

We have to realize one fact – even though 80 million Tamils are citizens of the world, they have no voice, because we have no state. If we had a state now, we would have prevented the current destruction of our race. Tamils, while being citizens of many states, are stateless people when their welfare is concerned (TamilNet 2009c).

Ceci dit, en insistant sur le caractère ethnique de la guerre, le LTTE évoque qu'il ne s'agit pas seulement d'un conflit entre le gouvernement sri lankais et les Tigres Tamouls, mais plutôt d'une guerre menée par le gouvernement contre la nation tamoule dans son ensemble.

Somme toute, l'objectif de séparation du LTTE s'inscrit principalement dans une caractérisation ethnique du conflit sri lankais. Cette caractérisation ethnique du conflit semble ainsi donner lieu à une adéquation instantanée entre nation et État, qui se trouve au cœur des revendications du LTTE. Cela dit, l'ethnicité n'est pas le seul élément justificatif derrière la revendication d'indépendance du LTTE. En effet, le discours de ce dernier repose également sur la résolution Vaddukoddai de 1976.

Adoptée en 1976, la résolution Vaddukoddai est non seulement au cœur des revendications émises par plusieurs politiciens tamouls et organisations diasporiques, mais est également le point d'ancrage de la mobilisation pour l'indépendance d'un État tamoul (Ubayasiri 2002). Adoptée par le Tamil United Liberation Front (TULF), elle consiste en un mandat pour

réaliser l'indépendance: « This Convention calls upon the Tamil Nation in general and the Tamil youth in particular to come forward to throw themselves fully into the sacred fight for freedom and to flinch not till the goal of a sovereign state of TAMIL EELAM is reached » (Vaddukodai Resolution 1976). Plus encore, la résolution conçoit l'indépendance à titre d'unique solution au conflit ethnique :

This convention resolves that restoration and reconstitution of the Free, Sovereign, Secular, Socialist State of TAMIL EELAM, based on the right to self determination inherent to every nation, has become inevitable in order to safeguard the very existence of the Tamil Nation in this Country (Vaddukodai Resolution 1976).

De manière générale, la résolution repose sur trois principes fondamentaux, rappelés par l'ancien chef du LTTE, V. Pirapaharan, lors d'un discours prononcé à l'occasion du *Heroes' Day*: « The core principals for a lasting peace [are] the Tamil Homeland, the Tamil nation and the Tamil Right to self determination » (TamilNet 2008b). Hors de tout doute, le LTTE utilise cette résolution à maintes reprises et, ce faisant, lui attribue un rôle primordial dans le mouvement de libération des Tamouls, mouvement qui s'étend au-delà de la guerre civile sri lankaise. En effet, dans un communiqué de presse envoyé en novembre 2009 – année du démantèlement du LTTE – l'organisation évoque ainsi l'importance de la résolution afin d'assurer la continuité de la lutte pour l'indépendance :

Vaddukodai Resolution and the mandate on it brought out Tamil aspiration for full independence even before armed struggle. Re-mandating it will tell the world what the people desire today. This is the first step deciding the bearing of Eezham Tamil national politics (TamilNet 2009d).

Enfin, le LTTE inscrit son discours d'indépendance dans un mouvement plus large de libération, qui aurait permis à d'autres nations opprimées d'obtenir leur souveraineté et d'ainsi être libérées d'un peuple oppresseur, comme l'indique V. Pirapaharan :

Nations like East Timor and Montenegro broke free of their subjugation and gained their freedom with the help and support of the international community. [He added] that the actions of the international community with respect to the Tamil national question are unjust and said that Tamil people hoped that the international community would change their biased approach and recognize the sovereignty of the Tamil nation (TamilNet 2007).

Ceci dit, bien que le discours du LTTE soit centré sur l'indépendance de la nation tamoule, il n'en demeure pas moins que le cadre 'génocide' a été identifié dans quelques articles codés pour ce mémoire. Nonobstant la récurrence prédominante du cadre 'indépendance', il nous semble pertinent d'élaborer également sur l'articulation du cadre 'génocide' dans le discours des Tigres Tamouls.

4.1.2 Génocide

D'emblée, le terme génocide est utilisé par l'ancien chef du LTTE, V. Pirapaharan, à titre de qualificatif afin de caractériser le conflit ethnique entre l'État cinghalais et la communauté tamoule, duquel l'État cinghalais se trouve à être l'opresseur: « In truth, this is not a war against the LTTE as the Sinhala state professes. This is a war against the Tamils; against the Tamil nation. In short, a genocidal war » (TamilNet 2007). Pour le LTTE, cette guerre génocidaire se traduit par une 'cinghalisation' de la communauté et du territoire tamouls :

The Sinhala State's war of genocide destroyed the peaceful life of the Tamils. It turned the Tamils into refugees in their own homeland, ruined their nation's social and economical infrastructure and plunged them into unprecedented hardships. While our motherland, caught within gruesome Sinhala military rule, is destroyed, Sinhalisation of our historic territory is going on under the pretexts of High Security Zones and Free Trade Zones. This naked Sinhalisation proceeds by the hoisting of Lion flags, the erection of Sidhartan statues, the renaming of Tamil Streets with Sinhala names, the building of Buddhist temples. Sinhala settlements are mushrooming in the Tamil homeland (TamilNet 2007).

De plus, on retrouve dans ce discours une intentionnalité attribuée à l'État cinghalais, qui rappelle la définition du terme 'génocide', telle qu'élaborée par l'ONU. En effet, l'adéquation entre génocide et 'cinghalisation' renvoie à l'oppression des Tamouls par l'État cinghalais; ceci se reflète dans la caractérisation du gouvernement cinghalais à titre d'opresseur et d'État raciste, auquel V. Pirapaharan attribue une responsabilité évidente :

The underlying intent of the Sinhala state is to wipe out the national life and resources of the Tamils and subjugate the Tamil nation under alien Sinhala military despotism (...) The racist Sinhala state resorted to armed and animal like violence to suppress the peaceful struggle of the Tamil people for their political rights. It was when state oppression breached all norms and our people faced naked terrorism that our movement for freedom was born as a natural outcome in history. We were compelled to take up arms in order to protect our people from the armed terrorism of the racist Sinhala state (TamilNet 2008a).

Par ailleurs, les termes employés par le LTTE renvoient à une intention de violence extrême de la part du gouvernement cinghalais. Des termes, tels que *racist*, *animal*, *oppression* et *terrorism*, accentuent l'intentionnalité de l'État cinghalais, telle que représentée par le LTTE, et contribuent à la conceptualisation de l'État cinghalais à titre d'opresseur.

Toutefois, bien que le terme génocide soit employé par le LTTE afin de décrire le conflit sri lankais, il n'en demeure pas moins que l'indépendance est revendiquée à titre de solution au génocide, plutôt que la reconnaissance du génocide, par le chef même de l'organisation, V. Pirapaharan:

If the Sinhala chauvinistic ruling elites continue to deny the rights of our people and oppose reconciliation and if the conditions of oppression continue, we have no alternative other than to secede and form an independent state invoking the right to self-determination of our people' (TamilNet 2004).

Autrement dit, le cadre 'génocide' se démarque dans le discours du LTTE lorsqu'il y a référence à la situation des Tamouls au Sri Lanka, tandis que le cadre 'indépendance' est prédominant dans les revendications et dans les solutions envisagées pour mettre un terme au conflit.

En bref, les résultats du codage démontrent que le discours du LTTE s'inscrit davantage au sein d'un discours d'indépendance plutôt qu'au sein d'un discours de reconnaissance du génocide; tout au plus, bien que le terme génocide soit employé par l'organisation, la reconnaissance du génocide n'est jamais évoquée à titre de solution au conflit ou même à titre de revendication du LTTE.

4.2 Anciens acteurs

Nous allons désormais présenter les résultats des anciens acteurs, soit le GTF et le TGTE, avant de procéder à la vérification de la première hypothèse. Comme il a été établi dans le

chapitre précédent, le GTF et le TGTE figurent à titre d'anciens acteurs puisqu'ils assurent la continuité du LTTE depuis leur création en 2010, et ce, de par la composition de leurs membres.

4.2.1 Global Tamil Forum

L'analyse quantitative des 14 articles codés pour le GTF présente des résultats un peu plus nuancés que pour le LTTE. Effectivement, tel qu'illustré dans le tableau V, le cadre 'indépendance' revient dans 64% des articles codés, tandis que le cadre 'génocide' revient dans 57% des articles. Or, en retraçant le discours du GTF et en analysant comment celui-ci s'articule dans les articles que nous avons codés, nous serons en mesure d'apporter des clarifications et d'enrichir les résultats de l'analyse quantitative.

Tableau V : Proportion des articles codés pour le GTF selon chaque cadre

Indépendance	64%
Génocide	57%
Nombre d'articles	14

Dans un premier temps, la résolution Vaddukoddai est au cœur de la création du GTF, tel que soulevé par un membre de la diaspora, Dr. Sampavi Parimalanathan :

The Forum will work for the benefit of Eelam Tamils based on the principles of the Vaddukoddai Resolution that recognises Self-Determination of Eezham Tamils in creating an independant and sovereign Tamil Eelam in the traditional homeland of Eezham Tamils in the Island of Sri Lanka (TamilNet 2009b).

Effectivement, la résolution Vaddukoddai est citée plus d'une fois par le Président, Rv. Dr. S.J. Emmanuel, qui souhaite par ailleurs renouveler le mandat de la résolution; il évoque également l'importance de travailler avec le TGTE afin de poursuivre le mandat initial de la résolution (TamilNet 2011a). Selon un communiqué de presse de l'Alliance nationale tamoule (TNA) rapporté par *TamilNet*, le GTF maintient son support à l'égard de la résolution Vaddukoddai: « GTF stands in support of fundamental principles of the 1976 Vaddukoddai Resolution which was supported and overwhelmingly voted through a democratic election in 1977 by the Tamils of the Island nation » (TamilNet 2010c). Ceci n'est pas sans rappeler l'adhérence du LTTE à la résolution Vaddukoddai, ainsi qu'à ses principes fondamentaux, telle que soulevée plus haut dans le discours de l'ancien chef du LTTE, V. Pirapaharan (TamilNet 2008b).

Dans un deuxième temps, la mobilisation de la résolution Vaddukoddai s'inscrit dans une tentative de rapprochement au LTTE, elle-même explicitée par le Président Emmanuel :

Let us not betray the struggle nor its goals as evolved, formulated and consolidated by the sacrifice of many thousands of combatants and civilians under the leadership of the LTTE (...) Let the change of phase in the struggle from the last militant-cum-political phase to a political and international phase, not in any way weaken or water down the goals and directions of the struggle (...) As long as the ban on the LTTE persists, the initiatives of the diaspora Tamils to carry forward the ideals so convincingly set out by the LTTE should stand on its own ground outside the Island and not as actions of an LTTE hidden somewhere (...) There is no question of giving up our ideals as articulated by the LTTE (TamilNet 2009a).

De toute évidence, cet extrait illustre la continuité du discours du LTTE au sein du GTF. Hors de tout doute, le GTF énonce son intention de militer pour les idéaux du LTTE, et ce, à une échelle transnationale. Cependant, le GTF se distingue du LTTE, non pas par son discours, mais plutôt par ses moyens d’actions, tel que soulevé par le Président dans l’extrait ci-haut. Somme toute, le GTF, créé en 2010, met de l’avant un discours qui assure la continuité de l’idéologie du LTTE, du moins en ce qui a trait à l’indépendance d’un État tamoul.

En ce qui concerne la récurrence du cadre ‘génocide’ dans le discours du GTF, plusieurs nuances nécessitent d’être mentionnées, afin de clarifier les résultats de l’analyse quantitative. Dans un premier temps, bien que le discours du GTF en matière de génocide s’articule autour de la dichotomie oppresseur/victime, comme le faisait le LTTE, il n’emploie jamais, du moins dans les articles codés pour ce mémoire, le terme ‘génocide’ afin de caractériser le conflit sri lankais. Plus encore, lorsqu’il est évoqué par le GTF, sa reconnaissance à titre de revendication est écartée par un porte-parole de l’organisation: « The GTF spokesperson replied that it would be ineffective for Tamils to claim genocide » (TamilNet 2012b). Selon Walton (2014), la non utilisation du terme renvoie à des dynamiques conflictuelles entre certaines organisations diasporiques, rendant ainsi le processus de *frame bridging* difficilement applicable quant à la reconnaissance du génocide. Ceci dit, aucun article codé ne précise pourquoi l’organisation s’abstient d’utiliser le terme ‘génocide’ et pourquoi elle ne revendique pas sa reconnaissance.

Dans un second temps, bien que le GTF ne vise pas explicitement la reconnaissance du génocide, il n’en demeure pas moins qu’il ancre ses revendications dans un discours centré sur les droits humains, les crimes de guerre et les crimes contre l’humanité. À titre d’exemple, le

GTF appuie la tenue d'une enquête internationale à cet effet, selon un communiqué de presse publié par l'organisation et rapporté par *TamilNet*:

The immediate goal of this Forum will be to address the plight of the Tamils interned in the camps and have their resettlement in their homes and villages expedited by generating international pressure upon the Government of Sri Lanka. The Forum will also explore avenues to bring the perpetrators of crimes against humanity to justice (TamilNet 2009b).

On pourrait souligner que ce faisant, l'organisation engendre un processus de *frame extension* en mobilisant la diaspora tamoule autour des crimes perpétrés contre l'humanité – ce qui pourrait avoir comme effet d'accroître momentanément la participation. Toutefois, ceci s'inscrirait dans un objectif à court terme plutôt que dans une solution à long terme, envisagée pour mettre un terme au conflit sri lankais, soit l'autodétermination de la nation tamoule.

Somme toute, l'analyse qualitative permet de clarifier davantage les résultats de l'analyse quantitative, qui présentent une récurrence importante du cadre 'génocide'. Bien que ce cadre soit effectivement présent dans plus de la moitié des articles, l'ancrage du cadre 'indépendance' est beaucoup plus explicite. L'objectif d'autodétermination du GTF, ainsi que l'intention de poursuivre le mandat de la résolution Vaddukoddai illustrent la continuité de l'idéologie du LTTE.

4.2.2 Transnational Government of Tamil Eelam

D'emblée, les résultats quantitatifs des 13 articles codés pour le TGTE démontrent que le cadre 'indépendance' est prédominant dans le discours de l'organisation, et ce, lorsque comparé

au cadre ‘génocide’. Toutefois, bien que le cadre ‘indépendance’ ressort dans 92% des articles codés, le tableau VI indique que le cadre ‘génocide’ est également présent dans 62% des articles, ce qui mérite d’être souligné. Encore une fois, l’analyse qualitative nous permettra d’approfondir davantage sur l’articulation de ces deux cadres dans le discours du TGTE.

Tableau VI : Proportion des articles codés pour le TGTE selon chaque cadre

Indépendance	92%
Génocide	62%
Nombre d’articles	13

En ce qui concerne le cadre ‘indépendance’, le TGTE met à l’avant-plan la résolution Vaddukoddai à titre d’élément justificateur aux revendications d’indépendance, et ce, de manière similaire au GTF et au LTTE. Ceci dit, au-delà de son utilisation à titre d’outil de mobilisation, la résolution Vaddukoddai teinte également le processus d’élection des candidats du TGTE, selon ce que rapporte *TamilNet* :

When we see the list of candidates elected it is clear that people have largely favoured a particular shade of opinion on the perspectives of structuring the TGTE and this shade of opinion goes against all those who were detracting the re-mandate of the Vaddukoddai Resolution (TamilNet 2010d).

L’élection de candidats favorables à la résolution Vaddukoddai illustre ainsi l’ancrage du mandat d’indépendance, non seulement dans le mandat de l’organisation, mais aussi dans la composition des membres.

Par ailleurs, on remarque une similitude importante entre le discours du LTTE et celui du TGTE, qui s'observe notamment dans la caractérisation de la nation tamoule et dans l'affirmation de son droit à l'autodétermination, lors d'un serment pris à l'occasion d'une manifestation devant l'assemblée générale des Nations Unies à New York le 23 septembre 2011 : « As a distinct nation, we retain our sovereignty, and have the right to determine our own future based on international law » (TamilNet 2011b). Ce faisant, on remarque que le drapeau national tamoul est utilisé lors d'évènements organisés par le TGTE, dans lequel le dévouement à l'indépendance et à la création d'un État tamoul est observé: « The Tamil Eelam flag was hoisted and a representative from each country addressed the public stating that the goal of the TGTE should be the formation of independent and sovereign state of Tamil Eelam in the North and East of the island of Sri Lanka » (TamilNet 2010e).

De plus, la mobilisation des principes fondamentaux de la résolution Vaddukoddai s'inscrit dans une continuité du LTTE, tel qu'indiqué par un de ses principes directeurs, évoqué par *TamilNet*: « Gaining recognition for the fundamental principles of Tamil nationhood, homeland and right to self-determination shall be the first step. This shall be followed by exercising the rights gained by such recognition » (TamilNet 2010f). Dans la même optique, le TGTE défend fermement l'indépendance à titre de solution au conflit sri lankais et plus encore, procède à une délégitimation des puissances internationales. Cette délégitimation, soulevée dans un communiqué émis par le directeur exécutif du TGTE par intérim, Visvanathan Rudrakumaran, rappelle également le discours du LTTE à l'égard de l'État cinghalais, mais cette fois à une échelle internationale:

Our struggle is a long and hard one, but we must embark on that struggle with determination. It is to be noted that the powers which determine the course of events in international relations presently do not support an independent Tamil Eelam as the just solution to the Tamil National Question. International relations of these powers are based on their own national interests and they insist on pursuing their interests by seeing Sri Lanka as one entity. Under such circumstances, it would not be prudent to expect from these powers a support base for the establishment of an independent Tamil Eelam (TamilNet 2010j).

En ce qui a trait au cadre ‘génocide’, il est intéressant de noter qu’un membre néozélandais du TGTE, Mr. A. Theva Rajan, évoque également la résolution Vaddukoddai lorsqu’il aborde le génocide tamoul, en soulignant que celle-ci puisse servir dans la résolution du conflit génocidaire: « The relevance of the Vaddukoddai Resolution today is unique in historical terms as ‘the reign of Percival Rajapakse’ fully demonstrated to the world that the Tamils are facing a genocidal onslaught » (TamilNet 2010g).

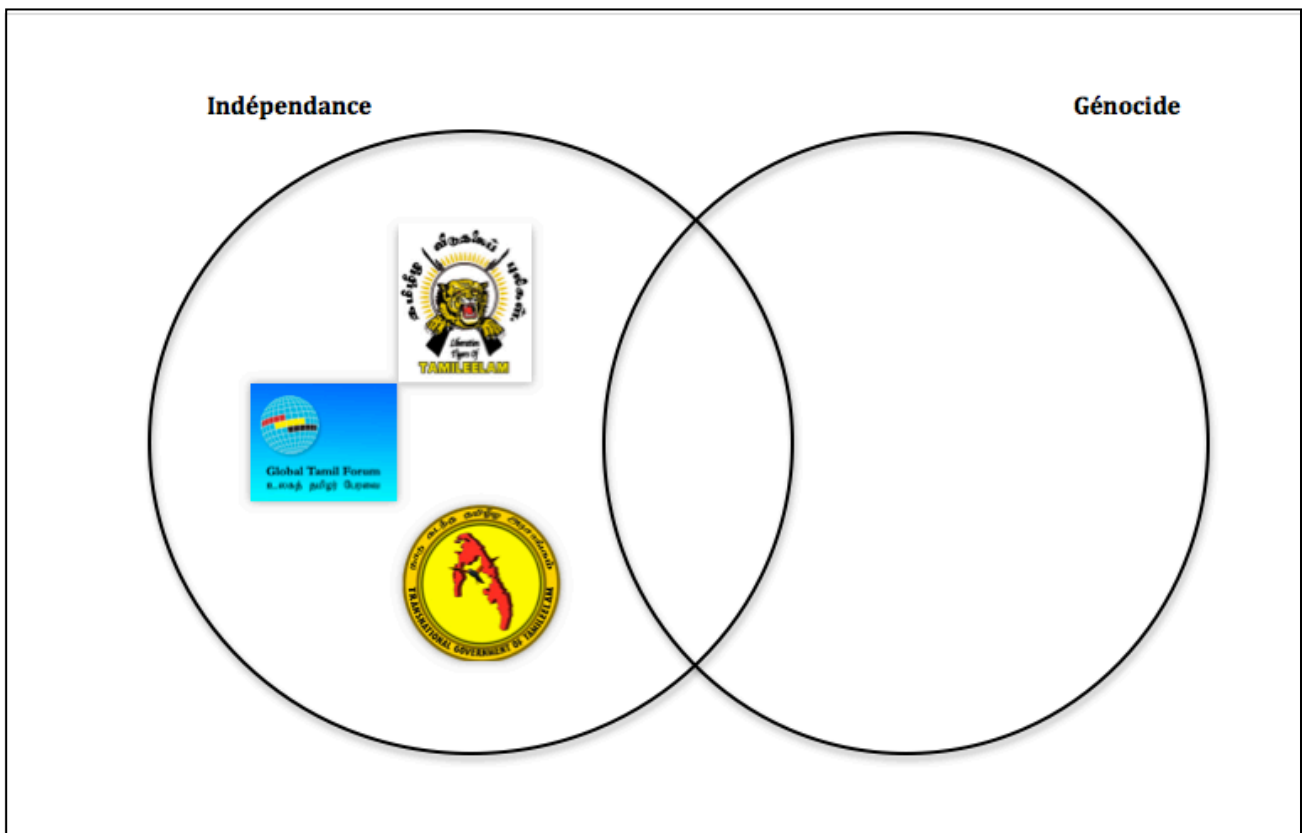
Or, tout comme il a été observé dans le discours du LTTE, bien que le terme génocide soit employé pour décrire la situation des Tamouls au Sri Lanka – contrairement au GTF qui ne l’emploie pas – la solution évoquée demeure l’autodétermination du peuple tamoul et la création d’un État tamoul. Encore une fois, le discours du TGTE se rapproche hors de tout doute au LTTE, notamment dans sa définition du problème – génocide – et dans sa solution au conflit – indépendance. Plus encore, cette ressemblance se reflète dans l’absence de revendication de reconnaissance du génocide, et ce, même à titre d’objectif à court terme. Effectivement, bien qu’ils adhèrent à une approche ‘étapiste’²² afin de résoudre le conflit sri lankais, la reconnaissance du génocide ne figure pas à titre d’étape menant vers l’indépendance (TamilNet 2010f).

²² Traduction libre de l’anglais au français de « step-by-step approach ».

4.2.3 Vérification de la première hypothèse

Afin de clarifier le positionnement des anciens acteurs et du LTTE en fonction du cadre d'indépendance et du cadre génocide, nous avons produit un graphique, représenté par la figure 4 :

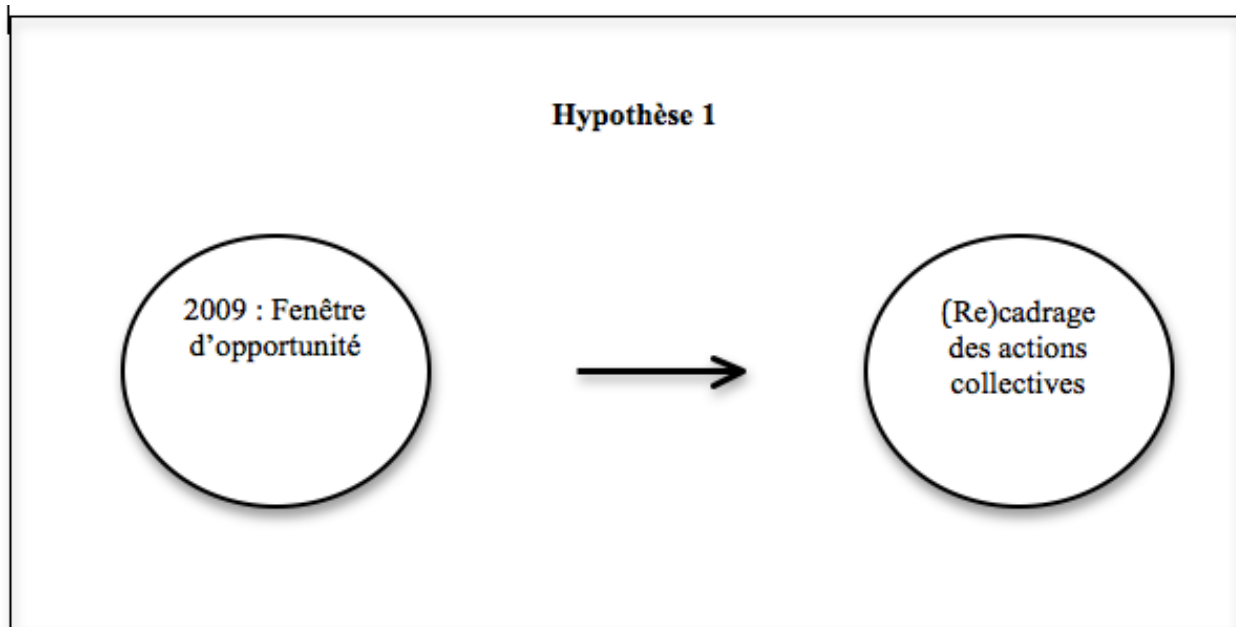
Figure 4 : Positionnement des anciens acteurs collectifs vis-à-vis l'indépendance et la reconnaissance du génocide



À titre de rappel, notre première hypothèse, élaborée dans le deuxième chapitre, suggère que le recadrage des actions collectives de la diaspora depuis 2009 peut s'expliquer par une

fenêtre d'opportunité saisie par des acteurs collectifs présents dans la diaspora tamoule, tel qu'illustré par la figure 5.

Figure 5 : Hypothèse 1



Selon cette hypothèse, le recadrage observé dans la mobilisation de la diaspora depuis 2009 aurait été effectué par des acteurs collectifs présents avant la fin de la guerre civile. Dans cette optique, le GTF et le TGTE, conçus à titre d'anciens acteurs pour les raisons élaborées dans le chapitre précédent, auraient procédé à un recadrage à la suite de la fin de la guerre civile sri lankaise suivie du démantèlement du LTTE. Par conséquent, le cadre 'génocide' prédominerait sur le cadre 'indépendance' et devrait s'illustrer dans le discours des acteurs collectifs. Autrement dit, pour pouvoir confirmer notre première hypothèse, nos résultats auraient dû illustrer la prédominance du cadre 'génocide' dans le discours du GTF et du TGTE, rompant ainsi avec le discours d'indépendance du LTTE.

Pour le GTF, les résultats de l'analyse quantitative peuvent paraître moins convaincants; en revanche, l'analyse qualitative, résumée dans le tableau VII, permet de solidifier ces résultats. D'une part, on remarque clairement la ressemblance entre le discours de l'organisation et le discours du LTTE, notamment en ce qui a trait à la résolution Vaddukoddai; d'autre part, l'organisation adhère à l'idéologie, ainsi qu'aux revendications du LTTE, en assurant sa continuité. Pour le TGTE, on remarque également l'absence de revendication de reconnaissance du génocide; en revanche, on constate que l'indépendance demeure la solution mise de l'avant par l'organisation afin de mettre un terme au conflit, justifiée notamment par la résolution Vaddukoddai.

Tableau VII : Sommaire des résultats de l'analyse qualitative pour les anciens acteurs

	Cadres	
	Indépendance	Génocide
LTTE	<ul style="list-style-type: none"> - Nation - Ethnicité - Résolution Vaddukoddai - Solution au conflit 	<ul style="list-style-type: none"> - Guerre génocidaire - Cinghalisation - État cinghalais = oppresseur - Nation tamoule = victime - Pas de revendication de reconnaissance
GTF	<ul style="list-style-type: none"> - Résolution Vaddukoddai - Autodétermination à titre de solution au conflit 	<ul style="list-style-type: none"> - État cinghalais = oppresseur - Nation tamoule = victime - Aucune mention du terme - Enquête internationale sur crimes de guerre et crimes contre l'humanité - Pas de revendication de reconnaissance
TGTE	<ul style="list-style-type: none"> - Nation - Résolution Vaddukoddai - Solution au conflit 	<ul style="list-style-type: none"> - Guerre génocidaire - Pas de revendication de reconnaissance

En résumé, les résultats démontrent que le recadrage des actions collectives dans la diaspora tamoule n'a pas été effectué par les anciens acteurs collectifs, puisque ceux-ci militent explicitement pour l'indépendance et pour la création d'un État tamoul, envisagées à titre de solutions au conflit sri lankais. Ceci se reflète donc par la prédominance du cadre 'indépendance' dans les articles codés pour ce mémoire. Dans cette optique, le cadre 'génocide' est peu présent; en effet, le TGTE ne milite pas explicitement pour la reconnaissance du génocide et le GTF s'abstient d'y faire directement référence. L'émergence et la prédominance du cadre 'génocide' dans les actions collectives de la diaspora depuis 2009 ne peuvent donc pas s'expliquer par des acteurs collectifs ayant saisi une fenêtre d'opportunité, dans ce cas-ci, la fin de la guerre civile suivie du démantèlement du LTTE. Par conséquent, notre première hypothèse est infirmée.

4.3 Nouveaux acteurs

Nous allons maintenant présenter les résultats pour les deux nouveaux acteurs, TAG et le NCCT. Ce faisant, nous nous pencherons sur l'articulation de leurs discours en matière d'indépendance et de génocide, afin de pouvoir procéder à la vérification de notre deuxième hypothèse. Celle-ci propose que le recadrage des actions collectives de la diaspora tamoule depuis 2009 s'explique par l'émergence de nouveaux acteurs collectifs, à la suite d'une fenêtre d'opportunité, eux-mêmes porteurs d'un nouveau discours.

4.3.1 Tamils Against Genocide

Les résultats de l'analyse quantitative illustrent une prédominance évidente du cadre 'génocide' dans le discours de TAG, tel que rapporté sur *TamilNet*. Bien que ceci soit peu étonnant considérant que le terme génocide fait partie du nom de l'organisation, il est tout de même intéressant d'élaborer sur l'articulation de son discours sur l'indépendance et la reconnaissance du génocide, car comme l'indique le tableau VIII, le cadre 'indépendance' revient tout de même dans 7% des 41 articles codés.

Tableau VIII : Proportion des articles codés pour TAG selon chaque cadre

Indépendance	7%
Génocide	100%
Nombre d'articles	41

En se penchant sur l'articulation du discours de TAG, on remarque que sa position sur l'indépendance – bien que peu présente dans les articles codés – repose sur la reconnaissance du génocide. Dans cette optique, les démarches judiciaires en matière de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de génocide semblent primordiales, selon un porte-parole de l'organisation, afin de pouvoir revendiquer l'autodétermination du peuple tamoul : « Once the accountability is achieved, and the culpable individuals are brought to justice, then energies can then be focussed on seeking long-term political justice based on the fundamental right to self-determination » (TamilNet 2011c). Ceci dit, contrairement au LTTE, au GTF et au TGTE, Jan Jananayagam de TAG soutient que la solution au conflit sri lankais doit se faire par des démarches judiciaires,

ainsi que par la reconnaissance et l'imputabilité de crimes perpétrés à l'égard de la population tamoule :

Until there is accountability for the mass atrocities against the Tamil people, until justice – the bedrock for any lasting peace – emerges, until Tamils are recognized as a people with equal rights and a rightful place in their homeland, the Island's northeast Sri Lanka will remain synonymous with ethnic strife (TamilNet 2011d).

En somme, bien que le cadre 'indépendance' soit présent dans trois articles codés, il est évident que le cadre 'génocide' demeure prédominant, et ce, même lorsque l'indépendance est évoquée. Sans aucun doute, ceci s'illustre également dans le fait que le cadre 'génocide' revient dans 100% des articles codés.

En ce qui concerne le cadre 'génocide', le discours de TAG s'articule autour de deux éléments principaux: l'ethnicité et les droits humains. Dans un premier temps, TAG met en relief le caractère ethnique du conflit, qui se traduit par l'extermination des Tamouls sur la base de leur ethnicité, auquel cas le crime de génocide pourrait s'appliquer, comme le rapporte *TamilNet* :

The genocide legal inquiry and the evidence presented, therefore, should remain focused on whether the government's military operations are cognizable as acts of genocide within the aforementioned framework, viewing combatant and civilians as not separate groupings, but part of one unitary group of ethnic Tamils targeted for extermination (TamilNet 2013a).

Par conséquent, Rajeev Sreetharan, un chercheur juridique travaillant pour TAG, insiste sur la nécessité de faire reconnaître le génocide tamoul, non pas à des fins d'autodétermination, mais plutôt à des fins de mémoire collective :

Allowing the Tamil killing field massacres to be subsumed into the traditional self-determination argument, as a continuation of Black July in 1983, embodying the progressive physical and socio-cultural destruction of the Eelam Tamil population in its historical areas of habitation, will diminish the enormity of the massacres executed by Sri Lanka, abetted by several western nations. Further, Tamil history will look unfavorably on the failure to elevate the Tamil genocide, a Srebrenica moment, into similar international consciousness, as a defining historic event, akin to the Jewish Holocaust (TamilNet 2011e).

À la différence du LTTE, du GTF et du TGTE, qui prônent l'indépendance en adoptant un argumentaire développé autour de l'ethnicité et de la nation, Jan Jananayagam, membre britannique de TAG, prône plutôt la reconnaissance du génocide et ce faisant, se réfère davantage à la définition onusienne du génocide qu'au droit à l'autodétermination des peuples :

[G]enocide by UN definition is an attempt to destroy in part or in whole an ethnic group. I think that what is going here becomes perilously close to at least destruction at least in part (...) [The] existential threat to Tamils in Sri Lanka has to be immediately recognized to avoid mistakes made in Rwanda where obstruction to recognition of genocide early resulted in the loss of thousands of lives. As a Tamil group, what we like to see is official acceptance that genocide is on going in Sri Lanka. We think that understanding the problem is the key to the solution (TamilNet 2009e).

Dans un deuxième temps, l'organisation s'appuie sur les droits de la personne et utilise les outils internationaux mis à sa disposition afin d'assurer l'imputabilité du gouvernement sri lankais à l'égard des Tamouls. Ce faisant, un porte-parole de TAG évoque le nombre de victimes tamoules, met l'accent sur l'intentionnalité du gouvernement sri lankais, fait référence à d'autres conflits ethniques – dont le Congo et le Rwanda – et insiste sur la nécessité d'obtenir l'appui de la communauté internationale dans la recherche de preuves contre les auteurs de crimes de guerre :

The alleged killings of more than 40,000 Tamil civilians in Sri Lanka, and the atrocities committed by the Sri Lanka Security forces are eerily similar to or worse than the information unearthed by the UN report on Congo that points to the perpetration of war crimes, crimes against humanity, and possible genocide within parts of the Republic of Congo (...) Even with an uncooperative Sri Lankan Government, using the Satellite technology available with the United States Defense Department and the United Nation's internal UNOSAT program, an International Investigative Panel should have at its disposal sufficient independent capacity to build a legally enforceable war-crimes charge sheet against Sri Lanka (TamilNet 2010h).

Il serait pertinent de souligner que l'utilisation du rapport de l'ONU sur le Congo renvoie au processus de *frame amplification*, ayant pour effet de relancer la mobilisation pour la revendication du génocide tamoul. En effet, on remarque dans l'extrait ci-haut, que la publication du rapport de l'ONU est utilisée afin de justifier davantage les revendications de reconnaissance du génocide mises de l'avant par l'organisation, en suggérant que les références aux crimes de guerre, aux crimes contre l'humanité et au crime possible de génocide émises à l'égard de la République du Congo s'appliquent également au Sri Lanka.

Par ailleurs, en insistant auprès de la communauté internationale, Jan Jananayagam de TAG critique également certains outils juridiques internationaux, dont la notion de responsabilité de protéger (R2P), et maintient qu'en dépit de cet outil, la communauté internationale aura permis au gouvernement sri lankais de perpétrer le crime de génocide à l'égard des Tamouls:

R2P fell perversely on an Orwellian state that was determined to destroy them. It fell to international institutions that had already been bankrupted by their repeated failures in history – the United Nations that failed in Srebrenica as it did in Rwanda. (...) For the Tamil people, the so-called safe zones on the beach was a cynical and cruel manipulation. It was a place to which the people could be herded and then destroyed in large

numbers so that the surrounding areas could be ethnically cleansed (TamilNet 2010i).

Dans cette optique, le discours de TAG se démarque et se distingue profondément du LTTE, non seulement en raison de ses références aux outils internationaux en matière des droits de l'homme, mais aussi par les rapprochements que fait l'organisation avec d'autres pays, tels que le Congo et le Rwanda. En effet, tel qu'indiqué plus haut, le LTTE se référait plutôt au Monténégro, ainsi qu'au Timor-Oriental, afin d'effectuer un rapprochement entre le mouvement de libération tamoul et d'autres mouvements de libération. En somme, pendant que le LTTE mobilise davantage le droit à l'autodétermination des peuples à titre de solution au conflit ethnique sri lankais, TAG insiste plutôt sur la reconnaissance du génocide, ainsi que sur la mobilisation des outils juridiques internationaux en matière des droits de la personne.

Sans aucun doute, ce nouvel acteur collectif présente une rupture évidente avec le LTTE, en termes de discours, qui puisse s'illustrer non seulement par la prédominance du cadre 'génocide' au cadre 'indépendance' dans les articles codés pour ce mémoire, mais aussi par l'articulation de son discours, qui est centré sur les droits de l'homme et la reconnaissance du génocide. On peut mentionner que la mobilisation des droits de l'homme aux dépends de la mobilisation du droit à l'autodétermination par ce nouvel acteur collectif, s'inscrit dans un processus de *frame transformation*, à la suite duquel le cadrage du génocide prend une nouvelle tangente en passant par sa reconnaissance.

4.3.2 National Council of Canadian Tamils

Du côté du NCCT, les résultats de l'analyse quantitative sont plus nuancés, mais montrent néanmoins que la reconnaissance du génocide est bien présente dans le discours de l'organisation. Tel qu'indiqué dans le tableau IX, le cadre 'génocide' est présent dans 89% des 19 articles codés, et ce faisant, prévaut sur le cadre 'indépendance'. Toutefois, le cadre 'indépendance' demeure récurrent dans le discours du NCCT. Afin de clarifier ces résultats, nous devons élaborer sur l'articulation de ces deux cadres dans le discours du NCCT.

Tableau IX : Proportion des articles codés pour le NCCT selon chaque cadre

Indépendance	63%
Génocide	89%
Nombre d'articles	19

À la suite de l'analyse qualitative, nous avons remarqué qu'il est difficile de distinguer complètement le cadre 'indépendance' du cadre 'génocide' et de les concevoir comme étant mutuellement exclusifs. En effet, bien qu'il puise ses arguments à la fois au discours du LTTE et à celui du TAG, le NCCT demeure plus nuancé et présente un discours dans lequel les deux cadres se chevauchent. Par conséquent, nous présenterons le discours du NCCT en abordant les deux cadres plutôt que de les dissocier, comme il fut le cas pour les autres acteurs collectifs.

Sans prioriser l'indépendance à la reconnaissance du génocide, le NCCT caractérise le problème actuel des Tamouls au Sri Lanka comme étant un génocide, comme l'illustre l'activiste du NCCT Krisna Saravanamuttu : « The tamil struggle today is about the survival of our people

against genocide by the Sri Lankan state to destroy our sovereign national existence in the island's NorthEast » (TamilNet 2014a). Ainsi, la position officielle de la communauté tamoule canadienne, élaborée et adoptée, entre autres, par l'organisation, caractérise le conflit sri lankais comme étant un génocide structurel menant à l'éradication de l'identité tamoule, insistant sur l'intentionnalité du gouvernement sri lankais :

Documented evidence reveals widespread and systematic rape of Tamil women as part of the collective genocidal policy of the Sri Lankan state. The current ground realities in the Tamil homeland, include heavy militarization, accelerated State-aided Sinhala colonization, and structural abuse of Eelam Tamils, all targeted to destroy the identity of the tamil nation and the territorial contiguity of the Tamil homeland (TamilNet 2014b).

Le NCCT défend, au même titre que TAG, la reconnaissance du génocide, ce qui s'illustre par ailleurs dans leur mobilisation, ainsi que dans leur appui à la déclaration d'autres organisations tamoules canadiennes concernant le mois de commémoration du génocide tamoul (TamilNet 2011f)²³. Ce faisant, Krisna Saravanumuttu du NCCT mobilise la nation tamoule, de manière similaire au LTTE, tout en se référant aux droits de l'homme, ainsi qu'au droit à l'autodétermination des peuples : « We ask the international community and the Human Rights Council to recognize our sovereign nation's right to self-determination and the problem in Sri Lanka for what it is : genocide » (TamilNet 2014a). Cet extrait est particulièrement intéressant, puisqu'il illustre, de manière très explicite, le chevauchement des deux cadres dans le discours de cet acteur collectif canadien.

²³ « Tamils in Canada have declared the month of May as 'Genocide Month', and have been focusing their efforts at grassroots and towards the diplomatic missions in bringing the Tamil concerns to the global community » (TamilNet 2011f).

Bien que le terme génocide soit utilisé d'une part, pour caractériser le conflit et d'autre part, pour en revendiquer la reconnaissance de la part de la communauté internationale, la nation tamoule demeure au cœur du discours du NCCT. Ceci s'illustre notamment par la mobilisation de la résolution Vaddukoddai par le Global Tamil Youth League (GTYL) dont fait partie le NCCT, et s'inscrit dans un objectif d'indépendance à long terme, tel qu'indiqué dans une de leurs résolutions:

Whereas the Tamil nation called for an independent and sovereign state of Tamil Eelam in 1977, and reaffirmed this in 2009 and 2010, based on the principles of the Vaddukkoddai Resolution of 1976; and Be it resolved that the Global Tamil Youth League will work to achieve a political solution that recognises the uncompromising, fundamental principles of the Tamil freedom struggle; namely: recognition of the Tamil homeland, the recognition of the Tamil people as a distinct nation; recognition of the right to self determination of the Tamil nation (TamilNet 2012c).

Cet extrait présente effectivement plusieurs similitudes avec le discours du LTTE, dont les références multiples à la nation tamoule, à sa souveraineté et à sa lutte de libération. Cependant, le discours du NCCT n'est pas aussi tranché que le discours des autres acteurs. Encore une fois, on observe un aller-retour constant entre les deux cadres, qui se chevauchent continuellement, ce qui aurait comme effet de provoquer un processus de *frame bridging* entre cette organisation et d'autres acteurs collectifs, dont TAG. Par exemple, en 2013, Krisna Saravanumuttu évoquait que l'indépendance demeurerait la solution à long terme, envisagée par le NCCT:

It is futile to continue telling our people who are going through genocide to take a step-by-step approach. It is absolutely useless to tell our people, unarmed defenseless people that only meet state-terrorism and savage brutality to seek reconciliation. Within a united Sri Lanka. The answer to

our problem, there is only one answer independent Tamil Eelam. There is only one problem and that is genocide (TamilNet 2013b).

En contrepartie, un an plus tôt, soit en 2012, Siva Vimalachandran du NCCT appelait à la mobilisation pour la reconnaissance du génocide :

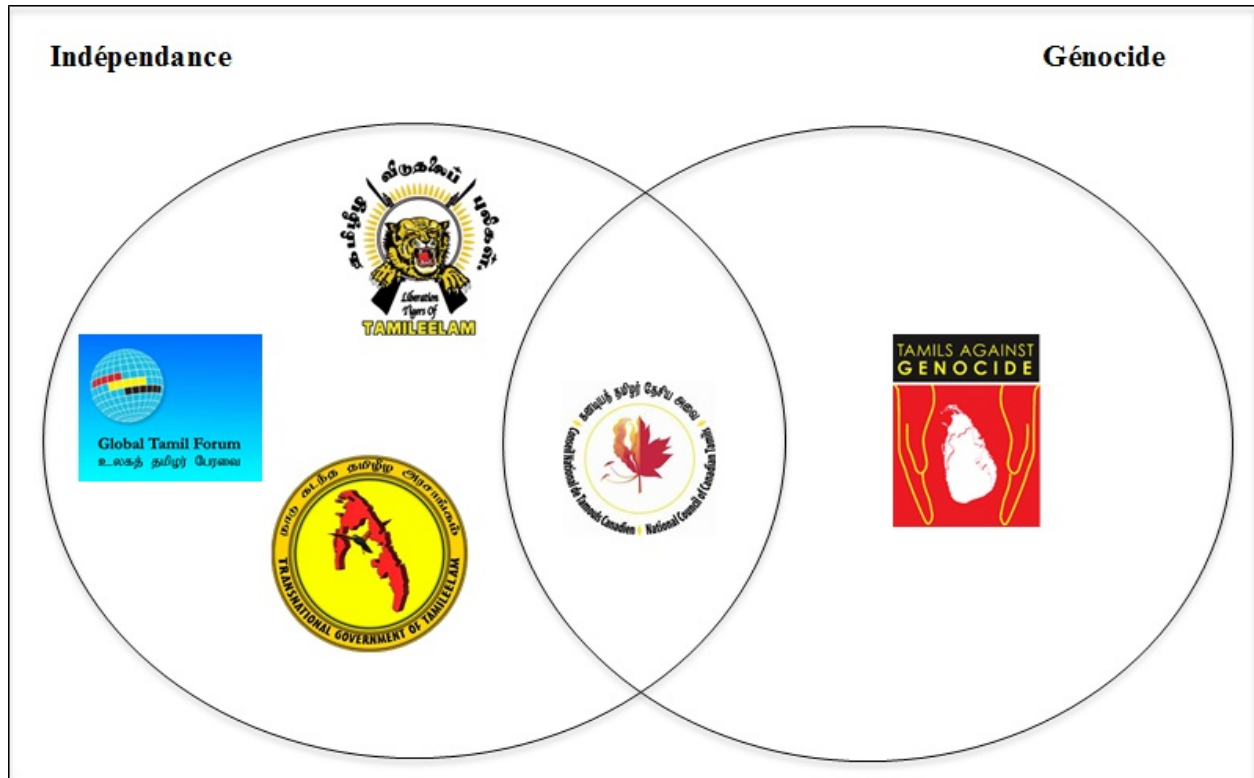
The admittance by Canadian state officials that crimes against humanity and war crimes were committed and the systematic nature behind these atrocities reinforces the need for the diaspora to stay confident in exposing the protracted genocide of the Eezham Tamils (TamilNet 2012d).

Sans aucun doute, l'analyse qualitative rend difficile la démonstration de la prédominance du cadre 'génocide' au cadre 'indépendance' dans le discours du NCCT, notamment puisque les deux cadres ne sont pas mis de l'avant de manière exclusive par cet acteur collectif. Par contre, l'organisation canadienne revendique non seulement le droit à l'autodétermination de la nation tamoule, mais aussi la reconnaissance du génocide, au même titre que TAG, ce qui la distingue largement du LTTE, du GTF et du TGTE.

4.3.3 Vérification de la deuxième hypothèse

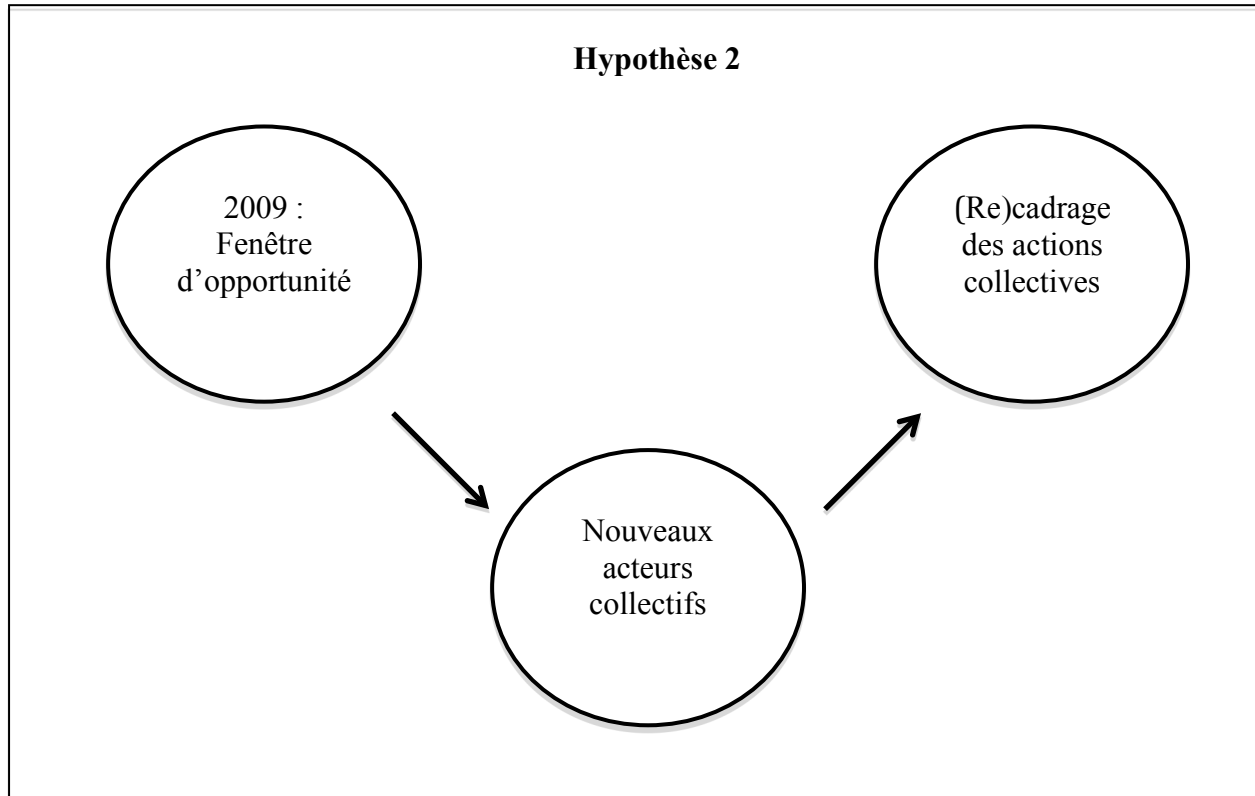
Afin de clarifier le positionnement de tous les acteurs collectifs étudiés, nous avons élaboré un graphique qui permet de représenter visuellement la position de chaque acteur en fonction de la solution qu'il privilégie pour mettre un terme au conflit sri lankais. La figure 6 présente ledit graphique :

Figure 6 : Positionnement de tous les acteurs collectifs à l'étude vis-à-vis l'indépendance et la reconnaissance du génocide



À la suite de notre discussion sur les structures mobilisatrices de la diaspora, nous avons élaboré, à la fin de notre deuxième chapitre, une seconde hypothèse afin d'expliquer le recadrage des actions collectives dans la diaspora tamoule depuis 2009. Considérant l'infirmité de notre première hypothèse, qui suggérait que le recadrage puisse s'expliquer par une fenêtre d'opportunité saisie par des acteurs collectifs, notre deuxième hypothèse est la suivante : le recadrage des actions collectives s'explique par l'émergence de nouveaux acteurs collectifs, eux-mêmes porteurs d'un nouveau discours. En réalité, cette deuxième hypothèse ajoute un élément qui médiate le recadrage des actions collectives, soit l'émergence de nouveaux acteurs collectifs, comme l'illustre la figure 7.

Figure 7 : Hypothèse 2



Selon cette deuxième hypothèse, le recadrage des actions collectives de la diaspora tamoule depuis 2009 devrait s'expliquer par l'émergence de nouveaux acteurs collectifs et devrait s'illustrer par la prédominance du cadre 'génocide' dans le discours de TAG et du NCCT. Autrement dit, ces nouveaux acteurs collectifs devraient être porteurs d'un nouveau discours, en comparaison au discours du LTTE. À cet effet, nous constatons que les résultats de l'analyse quantitative confirment, de prime abord, la deuxième hypothèse. Comme l'indique le tableau X, la proportion des articles contenant le cadre 'génocide' est beaucoup plus élevée pour TAG et pour le NCCT que pour le LTTE.

Tableau X : Sommaire des résultats de l'analyse quantitative

	Cadres			
	Indépendance		Génocide	
	Nombre d'articles	Proportion (%)	Nombre d'articles	Proportion (%)
LTTE	53	98	9	17
GTF	9	64	8	57
TGTE	12	92	8	61,5
TAG	3	7	41	100
NCCT	12	63	17	89

Les résultats quantitatifs démontrent que TAG est réellement porteur d'un nouveau discours, qui rompt avec le discours du LTTE. Néanmoins, ces mêmes résultats démontrent également que le NCCT maintient, presque autant que le GTF, le discours d'indépendance du LTTE. Ceci dit, si on se penche sur la proportion des articles du NCCT attribuée au cadre 'génocide', on remarque que celle-ci est nettement supérieure au LTTE, ce qui a pour effet de confirmer notre seconde hypothèse.

Par ailleurs, le sommaire des résultats de l'analyse qualitative du discours des nouveaux acteurs, tel que présenté dans le tableau XI, illustre non seulement la similitude entre le discours du LTTE et le discours du NCCT en matière d'indépendance, mais aussi la rupture entre le discours du LTTE et celui des nouveaux acteurs en matière de génocide. En effet, contrairement au LTTE, au GTF et au TGTE, qui mobilisent les référents ethniques et nationaux afin de revendiquer l'indépendance, TAG et le NCCT mobilisent ce type de référents afin de revendiquer la reconnaissance du génocide. Ainsi, nonobstant la continuité du cadre 'indépendance' dans le discours du NCCT, la prédominance du cadre 'génocide' dans le discours des deux nouveaux

acteurs collectifs parvient à confirmer, de manière plus nuancée que prévue, notre deuxième hypothèse.

Tableau XI : Sommaire des résultats de l'analyse qualitative pour les nouveaux acteurs

	Cadres	
	Indépendance	Génocide
LTTE	<ul style="list-style-type: none"> - Nation - Ethnicité - Résolution Vaddukodai - Solution au conflit 	<ul style="list-style-type: none"> - Guerre génocidaire - Cinghalisation - État cinghalais = oppresseur - Nation tamoule = victime - Pas de revendication de reconnaissance
TAG	<ul style="list-style-type: none"> - Solution à très long terme - Indissociable de la reconnaissance du génocide 	<ul style="list-style-type: none"> - Ethnicité - Droits humains - Mémoire collective - Reconnaissance - Intentionnalité
NCCT	<ul style="list-style-type: none"> - Nation - Résolution Vaddukodai - Autodétermination à long terme 	<ul style="list-style-type: none"> - Reconnaissance - Commémoration - Intentionnalité - Appel à la mobilisation - Génocide structurel - Destruction de l'identité nationale

4.4 Conclusion

Pour conclure, les résultats présentés dans ce chapitre ajoutent une contribution pertinente dans l'étude de la mobilisation diasporique, ainsi que sur les fenêtres d'opportunité et le recadrage en général. En effet, notre démarche parvient à déconstruire la causalité entre fenêtre d'opportunité et recadrage, et ce, en utilisant la mobilisation diasporique tamoule comme étude de cas. Il y a, certes, un recadrage des actions collectives à la suite du démantèlement du LTTE et

de la fin de la guerre civile sri lankaise, mais ce recadrage n'est pas directement causé par cette fenêtre d'opportunité. Au contraire, en se fiant aux résultats présentés ci-dessus, la fenêtre d'opportunité n'aura pas engendré un recadrage, mais plutôt une continuité dans le discours, et ce, par la (re)formation d'acteurs collectifs – le GTF et le TGTE étant reliés au LTTE, tel qu'illustré dans le chapitre précédent.

En revanche, nous pouvons désormais affirmer que la fenêtre d'opportunité a certes engendré la création de nouveaux acteurs collectifs, qui seraient au cœur du recadrage observé dans les actions collectives de la diaspora tamoule depuis 2009. Cette prédominance du cadre génocide par la présence de nouveaux acteurs collectifs suggère que nous observons une transformation du cadre principal à travers lequel la diaspora peut se représenter le conflit sri lankais (Snow *et al.* 1986) et ainsi se mobiliser. Plus encore, il ne s'agit donc pas d'un *frame extension*, comme l'a pu le sous-entendre Thurairajah (2010), qui suggérait que le cadre génocide n'ait été utilisé qu'à des fins de mobilisation lors du printemps 2009. La validation de la deuxième hypothèse renvoie par ailleurs à l'argumentaire que fait Bloom (2015) quant à l'influence de l'opportunité politique sur la mobilisation. Celui-ci soutient, de manière similaire à Gamson et Meyer (1996) et à Meyer et Minkoff (2004), que la fenêtre d'opportunité ne revêt pas une opportunité naturelle pour tous les acteurs collectifs; celle-ci doit plutôt être cadrée comme telle et saisie par les acteurs. Ceci dit, Bloom (2015) approfondit cet argument en affirmant que l'opportunité politique n'aura pas la même influence sur les acteurs collectifs au sein d'un même mouvement, car des facteurs à d'autres échelles viennent médier les pratiques des organisations, et ce faisant, limitent l'influence de l'opportunité politique sur la mobilisation. Dans cette optique, il est possible de constater que notre deuxième hypothèse puisse ainsi

appuyer l'argument que fait Bloom (2015), en ajoutant que dans le cas de la diaspora tamoule, la fenêtre d'opportunité qu'a pu revêtir la fin de la guerre, n'aura pas eu d'influence observable dans le discours des anciens acteurs collectifs.

Chapitre 5 : Conclusion

Ce mémoire avait pour objectif de mettre en évidence le recadrage des actions collectives de la diaspora tamoule depuis 2009 afin de comprendre pourquoi le discours de reconnaissance du génocide a émergé comme cadre prédominant au discours d'indépendance. Nous avons observé que depuis la fin de la guerre civile sri lankaise en 2009, la diaspora tamoule se mobilise davantage pour faire reconnaître le génocide que pour réaliser l'indépendance d'un État tamoul. Cette mobilisation s'illustre par ailleurs par l'organisation de rallyes annuels de commémoration du génocide, par des campagnes virtuelles sur les médias sociaux, ainsi que par la proclamation de mai comme étant le mois de commémoration du génocide, notamment au Canada. Ceci rompt, de manière assez considérable, avec la mobilisation pro-indépendance pendant la guerre civile, mobilisation organisée et facilitée par les Tigres Tamouls. En effet, le discours d'indépendance prédominant dans la diaspora tamoule avant 2009 s'explique entre autres par l'emprise de l'organisation sur les membres de la communauté tamoule, telle qu'exposée par Chalk (1999, 2008), La (2004), Wayland (2004), Fuglerud (1999) et Thiranagama (2014). Or, comment expliquer le changement de cadrage après 2009?

Dans un premier temps, en se basant sur la littérature sur les opportunités politiques et le recadrage, nous avons élaboré notre première hypothèse qui suggère que le recadrage s'explique par une fenêtre d'opportunité saisie par des acteurs déjà présents dans la diaspora. Dans cette optique, le GTF et le TGTE, deux organisations s'inscrivant dans la continuité du LTTE de par les individus qui en font partie, auraient procédé à un recadrage; ceci aurait dû se refléter dans un discours axé sur la reconnaissance du génocide. Cette première hypothèse est infirmée. Nous avons démontré, par l'entremise d'une analyse de cadrage qualitative, que le discours de ces deux

organisations demeure orienté en fonction du discours d'indépendance du LTTE, à la suite duquel le droit à l'autodétermination est invoqué. Effectivement, puisque la reconnaissance du génocide ne figure pas dans leurs discours respectifs, nous ne sommes pas en mesure d'affirmer que ces acteurs collectifs ont saisi la fenêtre d'opportunité que revêtait la fin de la guerre civile afin de procéder à un recadrage.

Dans un deuxième temps, nous avons puisé dans la littérature sur les structures mobilisatrices – réseaux, acteurs collectifs, sphère publique – afin d'élaborer notre deuxième hypothèse, qui propose que le recadrage s'explique plutôt par l'émergence de nouveaux acteurs, porteurs d'un nouveau discours, et ce, à la suite d'une fenêtre d'opportunité. Dans cette optique, la fin de la guerre civile et le démantèlement du LTTE figurent à titre de fenêtres d'opportunités, tandis que le cyberspace est conçu à titre de structure mobilisatrice. Ceci dit, avec notre deuxième hypothèse, nous insistions sur la possibilité que le recadrage des actions collectives dans la diaspora tamoule depuis 2009 puisse s'expliquer par l'émergence de ces nouveaux acteurs, qui auraient privilégié un discours sur la reconnaissance du génocide au discours sur l'indépendance. Cette deuxième hypothèse est confirmée. En effet, nous avons démontré que TAG et le NCCT caractérisent non seulement le conflit sri lankais de génocide, mais mettent également de l'avant sa reconnaissance à titre de solution possible au conflit, ce qui les démarque du GTF, du TGTE et du LTTE.

5.1 Contributions à la recherche

Nos résultats sur le recadrage des actions collectives dans la diaspora tamoule démontrent que la fenêtre d'opportunité à titre de variable indépendante ne suffit pas pour expliquer le

changement de discours. En effet, contrairement à ce que suggère la littérature sur les fenêtres d'opportunité et le recadrage, les acteurs collectifs présents n'ont pas procédé à un recadrage, ce qui rejoint partiellement l'argument que font Bloom (2015) et Gamson et Meyer (1996) sur le cadrage des fenêtres d'opportunités et l'influence de celles-ci sur le discours mobilisateur des acteurs collectifs, tel que présenté dans le chapitre de présentation des résultats. En revanche, nos résultats illustrent que l'émergence de nouveaux acteurs médiate la relation causale entre la fenêtre d'opportunité et le recadrage, ce qui a pour effet d'apporter une contribution à la littérature sur le changement de discours. À tout le moins, ce mémoire contribue de façon non négligeable aux recherches sur la mobilisation de la diaspora tamoule, compte tenu du fait que peu d'études sont publiées sur la mobilisation tamoule d'après-guerre, de même que sur la reconnaissance du génocide tamoul. Il serait également possible de suggérer que la diaspora tamoule se trouve présentement au sein d'une conjoncture critique considérant la polarisation des discours d'indépendance et de reconnaissance du génocide observée depuis la fin de la guerre civile sri lankaise. Toutefois, de plus amples recherches seront de mise afin de vérifier cette affirmation.

Par ailleurs, ces résultats renvoient à la nécessité de conceptualiser la diaspora à titre d'entité hétérogène (Brubaker 2005; Orjuela 2012, 2008; Sökefeld 2006; Walton 2014). En effet, nous avons démontré qu'en dépit de leur appartenance à une communauté transnationale commune, les différents acteurs collectifs étudiés entretiennent des discours divergents, notamment en ce qui a trait à la solution qu'ils envisagent afin de mettre un terme au conflit sri lankais. Ces divergences illustrent donc que la diaspora tamoule ne doit pas être conçue comme étant une entité fixe et monolithique, puisque celle-ci recèle inévitablement des dynamiques

internes parfois conflictuelles. Ce mémoire aura donc permis de concevoir les acteurs collectifs tamouls diasporiques comme porteurs de différents discours, et ce, malgré leur appartenance à une même communauté transnationale imaginée.

5.2 Recherches futures

D'emblée, nos résultats nous amènent à nous questionner davantage sur l'utilisation du cadre génocide à titre d'outil mobilisateur. C'est à se demander si son émergence comme cadre prédominant dans les actions collectives de la diaspora tamoule puisse également s'expliquer en raison de sa vocalité et de son potentiel de résonance (Entman 2004) dans le contexte mondial actuel. Dans cette optique, pourrions-nous cadrer l'ONU et la Cour pénale internationale comme étant des structures d'opportunités politiques supranationales, comme le suggère Passy (2009) dans le cas de la mobilisation des peuples autochtones? Assurément, de futures recherches seraient nécessaires afin de situer le cadre génocide dans son contexte mondial et de saisir son potentiel de résonance comme outil de mobilisation. Celles-ci devront également clarifier davantage la distinction entre l'utilisation du terme génocide à des fins de caractérisation d'un conflit et sa reconnaissance à titre de revendication.

Bibliographie

- Adamson, Fiona. 2012. « Constructing the Diaspora: Diaspora Identity Politics and Transnational Social Movements » dans *Politics from Afar : Transnational Diasporas and Networks*. Lyons et Mandaville (dir.). London : Hurst & Company. 24-44.
- Adamson, Fiona et Madeleine Demetriou. 2007. « Remapping the boundaries of ‘State’ and ‘National Identity’: Incorporating Diasporas into IR Theorizing » *European Journal of International Relations* 13(4) : 489-526.
- Amarasingam, Amarnath. 2013. *A History of Tamil Diaspora Politics in Canada : Organisational Dynamics and Negotiated Order, 1978-2013*. ICES Research Paper 11, November 2013.
- Anderson, Benedict. 1998. « Long-distance Nationalism » *The spectre of comparisons: Nationalism, Southeast Asia and the world*, 58-74.
- Anderson, Benedict. 2006. *Imagined Communities*. London: Verso.
- Appadurai, Arjun. 1996. *Modernity at Large : Cultural Dimensions of Globalization*. Minneapolis: University of Minnesota Press.
- Aruliah, Arul S. 1994. « Accepted on Compassionate Grounds: An Admission Profile of Tamil Immigrants in Canada » *Refuge* 14(04): 10-14.
- Baser, Bahar et Ashok Swain. 2010. « Stateless Diaspora Groups and their Repertoires of Nationalist Activism in Host Countries » *Journal of International Relations* 8(1): 37-60.
- BBC News. 2009. *Thousands on Tamil protest march*. British Broadcasting Corporation. 11 avril. [En ligne]. <http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk/7994946.stm> (Page consultée le 1er février 2015).
- Bloom, Joshua. 2015. « The Dynamics of Opportunity and Insurgent Practice: How Black Anti-colonialists Compelled Truman to Advocate Civil Rights » *American Sociological Review* 80(2): 391-415.
- Bradimore Ashley et Harald Bauder. 2011. « Mystery Ships and Risky Boat People: Tamil Refugee Migration in the Newsprint Media » *Canadian Journal of Communication* 36(2011): 637-661.
- Brants, Kees. 2006 « Guest Editor’s Introduction: The Internet and the Public Sphere » *Political Communication* 22(2): 143-146.
- Brubaker, Rogers. 2002. « Ethnicity Without Groups » *European Journal of Sociology* 43(2): 163-189.
- Brubaker, Rogers. 2005. « The ‘diaspora’ diaspora » *Ethnic and Racial Studies* 28(1): 1-19.

- Canada. Ministère de la sécurité publique. 2012. « Entités terroristes inscrites actuellement » [En ligne] : <http://www.securitepublique.gc.ca/cnt/ntnl-scrt/cntr-trrrsm/lstd-ntts/crnt-lstd-ntts-fra.aspx> (Page consultée le 15 novembre 2014).
- Casier, Marlies. 2010. « Designated Terrorists: The Kurdistan Workers' Party and its Struggle to (re)gain political legitimacy » *Mediterranean Politics* 15(3): 393-413.
- CBC News. 2009a. *Tamil flags flown at protest legal, Toronto police say*. Canadian Broadcasting Corporation. 18 mars. [En ligne]. <http://www.cbc.ca/news/canada/toronto/tamil-flags-flown-at-protest-legal-toronto-police-say-1.810137> (Page consultée le 3 février 2015).
- CBC News. 2009b. *Tamil Tiger flags at protest give impression terrorist group part of demo: Tories*. 11 mai. [En ligne]. <http://www.cbc.ca/news/canada/toronto/tamil-tiger-flags-at-protest-give-impression-terrorist-group-part-of-demo-tories-1.783120> (Page consultée le 3 février 2015).
- Chalk, Peter. 1999. « Liberation Tigers of Tamil Eelam's (LTTE) International Organisation and Operations: A preliminary Analysis » *Canadian Security Intelligence Service: Commentary No. 77*. [En ligne]. <https://www.csis-scrc.gc.ca/pblctns/cmmntr/cm77-eng.asp> (Page consultée le 5 février 2015).
- Chalk, Peter. 2008. « The Tigers Abroad: How the LTTE Diaspora Supports the Conflict in Sri Lanka » *Georgetown Journal of International Affairs* Summer/Fall : 97-104.
- Cohen, Robin. 1996. *Global Diasporas: An Introduction*. London : UCL Press.
- Cohen, Robin. 2008. *Global Diasporas : An Introduction*. New York : Routledge.
- Collier, Ruth Berins et David Collier. 1991. *Shaping the Political Arena: Critical Junctures, The Labor Movement, and Regime Dynamics in Latin America*. Princeton: Princeton University Press.
- Della Porta, Donatella et Mario Diani. 2006. *Social Movements: An introduction*, Malden: Blackwell Publishing.
- Della Porta, Donatella et Sidney Tarrow. 2005. *Transnational Protest and Global Activism*. Lanham: Rowman & Littlefield.
- Dembinska, Magdalena. 2012. « (Re)framing identity claims: European and state institutions as opportunity windows for group reinforcement » *Nations and Nationalism* 18(3): 417-438.
- De Votta, Neil. 2005. « From ethnic outbidding to ethnic conflict: the institutional bases for Sri Lanka's separatist war » *Nations and Nationalism*, 11(1): 141-159.

- Eley, Geoff. 2002. « Politics, Cultures, and the Public Sphere » *Positions: East Asia Cultures Critique* 10(1): 219-236.
- Entman, Robert. 2004. *Projections of Power: Framing News, Public Opinion and U.S. Foreign Policy*, Chicago: University of Chicago Press.
- Eriksen, Thomas Hylland. 2006. « Nations in Cyberspace » *Ernest Gellner Lecture*, London School of Economics: ASEN conference.
- Faist, Thomas. 2010. « Diaspora and Transnationalism: What Kind of Dance Partners? » dans *Diaspora and Transnationalism: Concepts, Theories and Methods*, Bauböck & Faist (dir.), Amsterdam: Amsterdam University Press. 9-34.
- Fein, Helen. 1990. *Genocide: A sociological perspective*. London: Sage publications.
- Fraser, Nancy. 1990. « Rethinking the Public Sphere: A Contribution to the Critique of Actually Existing Democracy » *Social Text* 25/26: 56-80.
- Fuglerug, Oivind. 1999. *Life on the outside: the Tamil Diaspora and Long-Distance Nationalism*. London : Pluto Press.
- Gamson, Willeam et David S. Meyer. 1996. « Framing political opportunity » dans *Comparative Perspectives on Social Movements: Political Opportunities, Mobilizing Structures and Cultural Framings*, McAdam, McCarthy et Zald (dir.), Cambridge: Cambridge University Press. 275-290.
- George, Glynis. 2012. « The Canadian Tamil Diaspora and the Politics of Multiculturalism » *Identities: Global Studies in Culture and Power* 18(5): 459-480.
- Georgiou, Myria. 2002. « Les diasporas en ligne: une expérience concrète de transnationalisme » *Hommes et Migration* 1240: 10-18.
- Georgiou, Myria. 2006. *Diaspora, Identity and the Media: Diasporic transnationalism and media spatialities*. Cresskill: Hampton Press.
- Gingras, Anne-Marie. 2009. *Médias et démocratie : le grand malentendu*. 3^e édition. Québec: Presses de l'Université du Québec.
- Gingras, Anne-Marie, Shannon Sampert et David Gagnon-Pelletier. 2010. « Framing Gomery in English and French Newspapers : The Use of Strategic and Ethical Frames » dans *Mediating Canadian Politics*, Shannon Sampert et Linda Trimble (dir.), Toronto: Pearson Canada, 277-293.
- Global Tamil Forum. 2015. *About Us*. [En ligne]. <http://www.globaltamilforum.org/about-us.aspx> (Page consultée le 15 juin 2015).

- Goffman, Ervin. 1974. *Frame analysis : An Essay on the Organization of Experience*. Cambridge: Harvard University Press.
- Goreau-Ponceaud, Anthony. 2009. « La diaspora tamoule en France: entre visibilité et politisation » *EchoGéo* [En ligne]. <https://echogeo.revues.org/11157> (Page consultée le 15 septembre 2014).
- Gustafsson, Nils. 2012. « The subtle nature of Facebook politics: Swedish social network site users and political participation » *New Media & Society* 14 (7): 1111-1127.
- Habermas, Jürgen. 1974. « The Public Sphere: An Encyclopedia Article (1964) » *New German Critique* 3: 49-55.
- Haut-Commissariat aux droits de l'homme. 1948. *Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide*. [En ligne]. <http://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/CrimeOfGenocide.aspx> (Page consultée le 22 juin 2015).
- Hoffman, Lindsey H. 2012. « Participation or Communication? An explication of Political Activity in the Internet Age » *Journal of Information Technology & Politics* 9(3): 217-233.
- Human Rights Watch. 2009. *Sri Lanka: Disregard for Civilian Safety Appalling: Tamil Tigers Also Preventing Civilians From Fleeing Fighting*. [En ligne]. <http://www.hrw.org/news/2009/02/03/sri-lanka-disregard-civilian-safety-appalling> (Page consultée le 1er février 2015).
- International Crisis Group. 2010. *The Sri Lankan Tamil Diaspora after the LTTE*. [En ligne]. <http://www.crisisgroup.org/en/regions/asia/south-asia/sri-lanka/186-the-sri-lankan-tamil-diaspora-after-the-ltte.aspx> (Page consultée le 1er février 2015).
- Janssen, Davy et Raphaël Kies. 2005. « Online Forums and Deliberative Democracy » *Acta Politica* 40: 317-335.
- Jones, Demelza. 2013. *Diversity and 'diaspora': Everyday identifications of Tamil migrants in the UK*. Thèse de Doctorat, School of Sociology, Politics and International Studies. University of Bristol.
- Jones, Sam. 2010. *UK MPs address Tamil Group*. The Guardian. 25 février. [En ligne]. <http://www.theguardian.com/world/2010/feb/25/sri-lanka-global-tamil-forum> (Page consultée le 1er février 2015).
- Keck, M. et K. Sikkink. 1998. *Activists beyond borders: Advocacy networks in international politics*. Ithaca, NY and London: Cornell University Press.

- Kennedy, Stephanie. 2009. *Tamils protest against Sri Lanka 'genocide'*. Australian Broadcasting Corporation. 18 mai. [En ligne]. <http://www.abc.net.au/news/2009-05-19/tamils-protest-against-sri-lanka-genocide/1687090> (Page consultée le 27 juillet 2015).
- Kirgis, Jr., Frederic L..1994. « The Degrees of Self-Determination in the United Nations Era » *American Journal of International Law* 88 (2): 304-310.
- Kissau, Kathrin et Uwe Hunger. 2010. « The Internet as a means of studying transnationalism and diaspora » dans *Diaspora and Transnationalism : Concepts, Theories and Methods*, Bauböck et Faist (dir.), Amsterdam : Amsterdam University Press. 245-265.
- Klandermans, Bert et Sjoerd Goslinga. 1996. « Media Discourse, Movement Publicity, and the Generation of Collective Action Frames: Theoretical and Empirical Exercises in Meaning Construction » dans *Comparative Perspectives on Social Movements: Political Opportunities, Mobilizing Structures and Cultural Framings*, McAdam, McCarthy et Zald (dir.), Cambridge: Cambridge University Press. 312-337.
- Kleist, Nauja. 2008. « In the Name of Diaspora: Between Struggles for Recognition and Political Aspirations » *Journal of Ethnic and Migration Studies* 34(7): 1127-1143.
- Krishnamurti, Sailaja. 2013. « Queue-jumpers, terrorists, breeders: representations of Tamil migrants in Canadian popular media » *South Asian Diaspora* 5(1): 139-157.
- Kumar, Priya. 2012. « Transnational Tamil networks: Mapping engagement opportunities on the web » *Social Science Information* 51(4): 578-592.
- La, John. 2004. « Forced remittances in Canada's Tamil Enclaves » *Peace Review: A Journal of Social Justice* 16(3): 379-385.
- Laguerre, Michel S. 2005. « Homeland Political Crisis, the Virtual Diasporic Public Sphere, and Diasporic Politics » *Journal of Latin American Anthropology* 10(1): 206-225.
- Lankasri news. 2015. *Tamils organize torch relay on demanding to produce genocide lankan government before international court*. Lankasri news. 5 février. [En ligne]. <http://www.lankasrinews.com/view.php?20SOIndacL5Y434e2KMQ3022YmB2ddc dBmA20eCgAAae4UY5B4ca2lOm23> (Page consultée le 10 février 2015).
- MacDowell, Christopher. 1996. *A Tamil asylum diaspora: Sri Lankan migration, settlement and politics in Switzerland*. Providence: Berghahn Books.
- Mancini, Susanna. 2008. « Rethinking the Boundaries of Democratic Secession: Liberalism, Nationalism and the Right of Minorities to Self-Determination » *International Journal of Constitutional Law* 6(3-4): 553-584.

- Mancini, Susanna. 2012. « Secession and Self-Determination » dans *The Oxford Handbook of Comparative Constitutional Law*, Rosenfeld et Sajo (dir.), Oxford: Oxford University Press. 481-500.
- Masson, Dominique. 2009. « Politique(s) des échelles et transnationalisation: perspectives géographiques » *Politique et Sociétés* 28(1): 113-133.
- McAdam, Doug, John D. McCarthy et Mayer N. Zald. 1996. *Comparative Perspectives on Social Movements: Political Opportunities, Mobilizing Structures and Cultural Framings*, McAdam, McCarthy et Zald (dir.), Cambridge: Cambridge University Press.
- McCarthy, John D. 1996. « Mobilizing Structures: constraints and opportunities in adopting, adapting and inventing » dans *Comparative Perspectives on Social Movements: Political Opportunities, Mobilizing Structures and Cultural Framings*, McAdam, McCarthy et Zald (dir.), Cambridge: Cambridge University Press. 141-151.
- McCarthy, John D., Jackie Smith et Mayer N. Zald. 1996. « Accessing public, media, electoral, and governmental agendas » dans *Comparative Perspectives on Social Movements: Political Opportunities, Mobilizing Structures and Cultural Framings*, McAdam, McCarthy et Zald (dir.), Cambridge: Cambridge University Press. 291-311.
- Meyer, David. 1993. « Peace Protest and Policy » *Policy Studies Journal* 21 : 35-51.
- Meyer, David S. et Debra C. Minkoff. 2004. « Conceptualizing Political Opportunity » *Social Forces* 82(4): 1457-1492.
- National Council of Canadian Tamils. S.d. *About Us*. [En ligne]: <http://www.ncctcanada.ca/about.html> (Page consultée le 20 juin 2015).
- NewZulu. 2014. *Toronto : Dundas Square hosts 'Tamil Genocide Awareness Rally'*. [En ligne]. <http://www.newzulu.ca/en/photos/life/2014-03-09/4439/toronto- Dundas-square-hosts-tamil-genocide.html#f=0/40461> (Page consultée le 15 octobre 2014).
- Norris, Pippa. 2001. *Digital Divide: Civic Engagement, Information Poverty, and the Internet Worldwide*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Ogden, Chris. 2008. « Diaspora Meets IR's Constructivism: An Appraisal » *Politics* 28(1): 1-10.
- Orjuela, Camila. 2008. « Distant warriors, distant peace workers? Multiple diaspora roles in Sri Lanka's violent conflict » *Global Networks*. 8(4) : 436-452.
- Orjuela, Camila. 2012. « Diaspora Identities and Homeland Politics: Lessons from the Sri Lanka/Tamil Eelam Case » dans *Politics from Afar: Transnational Diasporas and Networks*. Lyons et Mandaville (dirs.), London : Hurst & Company. 91-116.

- Papacharissi, Zizi. 2002. « The Virtual Sphere: The Internet as a Public Sphere » *New Media & Society* 4(1): 9-27.
- Parham, Angel Adams. 2005. « Internet, Place, and Public Sphere in Diaspora Communities » *Diaspora : A Journal of Transnational Studies* 14(2/3): 349-380.
- Parliament of Transnational Government of Tamil Eelam. S.d. *Mission Statement*. [En ligne]. <http://www.tgteparliament.com/mission> (Page consultée le 8 juin 2015).
- Passy, Florence. 2009. « Supranational Political Opportunities as a Channel of Globalization of Political Conflicts. The case of the Rights of Indigenous Peoples » dans *Social Movements in a Globalising World*. Della Porta, Kreisi et Rucht (dir.). London: Palgrave Macmillan. 148-169.
- Pierson, Paul. 2004. *Politics in time: history, institutions, and social analysis*. Princeton: Princeton University Press.
- Safran, William. 1991. « Diasporas in Modern Societies: Myths of Homeland and Return » *Diaspora : A Journal of Transnational Studies* 1(1): 83-99.
- Savidan, Patrick. 2009. « Introduction » *Le multiculturalisme*, Paris : P.U.F. Collection Que sais-je ?. 3-20.
- Schiller, Nina Glick, Linda Basch et Cristina Blanc-Szanton. 1992. « Towards a Definition of Transnationalism » *Annals of the New York Academy of Science* 645(01): ix-xiv.
- Sémelin, Jacques. 2005a. *Purifier et détruire: usages politiques des massacres et génocides*. Paris : Éditions du Seuil.
- Sémelin, Jacques. 2005b. « What is Genocide? » *European Review of History – Revue européenne d'Histoire* 12(1): 81-89.
- Semetko, Holli A. et Patti M. Valkenburg. 2000. « Framing European Politics: A Content Analysis of Press and Television News » *Journal of Communication* Printemps: 93-109.
- Shain, Yoshi et Aharon Barth. 2003. « Diasporas and International Relations Theory » *International Organizations* 57(3): 449-479.
- Sheffer, Gabriel. 2003. *Diaspora Politics: At Home Abroad*. Cambridge: Cambridge University press.
- Shirky, Clay. 2011. « Political Power of Social Media: Technology, the Public Sphere Sphere and Political Change ». *Foreign Affairs* 90(28): 28-41.
- Smith, Anthony. 1999. *Myths and Memories of the Nation*. Oxford: Oxford University Press.

- Snow, David A., E. Burke Rochford Jr., Steven K. Worden et Robert D. Benford. 1986. « Frame Alignment Processes, Micromobilization, and Movement Participation » *American Sociological Review* 51(4): 464-481.
- Sökefeld, Martin. 2006. « Mobilizing in Transnational Space: A Social Movement Approach to the Formation of Diaspora » *Global Networks* 6(3): 265-284.
- Sri Lanka. Department of Census and Statistics. 2012. « Census of Population and Housing 2012 ». [En ligne] <http://www.statistics.gov.lk/PopHouSat/CPH2012Visualization/htdocs/index.php?usecase=indicator&action=Map&indId=10#> (Page consultée le 26 juillet 2015).
- TamilNet. 2004. *Karuna's revolt is 'temporary aberration' – Balasingham*. 17 mars. [En ligne]. <http://tamilnet.com/art.html?catid=13&artid=11487> (Page consultée le 27 juillet 2015).
- TamilNet. 2005. *TamilNet*. 9 octobre. [En ligne]. <http://tamilnet.com/aboutus/index.html?catid=67> (Page consultée le 27 juillet 2015).
- TamilNet. 2007. *Propping up genocidal Sinhala State counterproductive, International Community should change approach – Pirapaharan*. 27 novembre. [En ligne]. <http://tamilnet.com/art.html?catid=13&artid=23870> (Page consultée le 27 juillet 2015).
- TamilNet. 2008a. *India is our friend, we are not against any country, remove the hindrance of ban : Pirapaharan*. 27 novembre. [En ligne]. <http://tamilnet.com/art.html?catid=13&artid=27599> (Page consultée le 27 juillet 2015).
- TamilNet. 2008b. *2007 : The year in review*. 3 janvier. [En ligne]. <http://tamilnet.com/art.html?catid=13&artid=24160> (Page consultée le 27 juillet 2015).
- TamilNet. 2009a. *Do not weaken the goals and direction of Eelam struggle : Father S.J. Emmanuel*. 8 juillet. [En ligne]. <http://tamilnet.com/art.html?catid=79&artid=29747> (Page consultée le 27 juillet 2015).
- TamilNet. 2009b. *Grass root organisations form Global Tamil Forum*. 23 juillet. [En ligne]. <http://tamilnet.com/art.html?catid=13&artid=29840> (Page consultée le 27 juillet 2015).
- TamilNet. 2009c. *Ask people their choice – LTTE*. 14 mars. [En ligne]. <http://tamilnet.com/art.html?catid=13&artid=28720> (Page consultée le 27 juillet 2015).
- TamilNet. 2009d. *LTTE welcomes all diaspora ballots*. 9 novembre. [En ligne]. <http://tamilnet.com/art.html?catid=13&artid=30578> (Page consultée le 27 juillet 2015).
- TamilNet. 2009e. *Tamils Under existential threat*. 4 février. [En ligne]. <http://tamilnet.com/art.html?catid=13&artid=28289> (Page consultée le 27 juillet 2015).

- TamilNet. 2010a. *Eezham Tamils in Canada to form country Council*. 18 juin. [En ligne]. <http://tamilnet.com/art.html?catid=13&artid=32000> (Page consultée le 27 juillet 2015).
- TamilNet. 2010b. *Tamils Country Councils, TAG announce legal partnership*. 21 juillet. <http://tamilnet.com/art.html?catid=13&artid=32258> (Page consultée le 27 juillet 2015).
- TamilNet. 2010c. *Sampanthan : Majority of TNA MPs back Fonseka*. 6 janvier. [En ligne]. <http://tamilnet.com/art.html?catid=13&artid=30947> (Page consultée le 27 juillet 2015).
- TamilNet. 2010d. *Need of the hour is consensus and collective leadership*. 6 mai. [En ligne]. <http://tamilnet.com/art.html?catid=99&artid=31696> (Page consultée le 27 juillet 2015).
- TamilNet. 2010e. *TGTE inaugurated in transnational way, Ramsey Clark stresses importance of history*. 18 mai. [En ligne]. <http://tamilnet.com/art.html?catid=13&artid=31774> (Page consultée le 27 juillet 2015).
- TamilNet. 2010f. *TGTE : 45 degrees polity for Tamils or ramp for powers?*. 15 janvier. [En ligne]. <http://tamilnet.com/art.html?catid=99&artid=31001> (Page consultée le 27 juillet 2015).
- TamilNet. 2010g. *TGTE member from New Zealand speaks on Vaddukkoaddai Resolution*. 10 mai. [En ligne]. <http://tamilnet.com/art.html?catid=13&artid=31722> (Page consultée le 27 juillet 2015).
- TamilNet. 2010h. *UN must produce a Congo-type war crimes report on Sri Lanka, says Prof. Boyle*. 19 novembre. [En ligne]. <http://tamilnet.com/art.html?catid=13&artid=33046> (Page consultée le 27 juillet 2015).
- TamilNet. 2010i. *Tamils commemorate Vanni massacre at Lincoln memorial*. 16 mai. [En ligne]. <http://tamilnet.com/art.html?catid=13&artid=31764> (Page consultée le 27 juillet 2015).
- TamilNet. 2010j. *TGTE announces 11 committees, urges focus on Genocide investigation*. 18 juin. [En ligne]. <http://tamilnet.com/art.html?catid=13&artid=31998> (Page consultée le 27 juillet 2015).
- TamilNet. 2011a. *Blake sees 'people to people' ties through militaries*. 7 avril. [En ligne]. <http://tamilnet.com/art.html?catid=79&artid=33772> (Page consultée le 27 juillet 2015).
- TamilNet. 2011b. *Tamils protest outside Rajapakse's UN address*. 24 septembre. [En ligne]. <http://tamilnet.com/art.html?catid=13&artid=34452> (Page consultée le 27 juillet 2015).
- TamilNet. 2011c. *LTTE mounts legal challenge, says post - Mu'l'livaaykkaal EU ban illegal*. 5 juin. [En ligne]. <http://tamilnet.com/art.html?catid=13&artid=34031> (Page consultée le 27 juillet 2015).

- TamilNet. 2011d. *Remembering Sri Lanka's longer history of mass killing of Tamils*. 25 juillet. [En ligne]. <http://tamilnet.com/art.html?catid=13&artid=34224> (Page consultée le 27 juillet 2015).
- TamilNet. 2011e. *Remedial Sovereignty*. 9 octobre. [En ligne]. <http://tamilnet.com/art.html?catid=79&artid=34499> (Page consultée le 27 juillet 2015).
- TamilNet. 2011f. *Calls for war-crimes probe escalate as Tamils commemorate massacre*. 18 mai. [En ligne]. <http://tamilnet.com/art.html?catid=13&artid=33962> (Page consultée le 27 juillet 2015).
- TamilNet. 2012a. *Westminster exhibition on Tamil genocide brings MPs to voice for international investigations*. 5 février. [En ligne]. <http://www.tamilnet.com/art.html?catid=79&artid=34852> (Page consultée le 27 juillet 2015).
- TamilNet. 2012b. *Eezham Tamil youth in Canada challenge connivance with LLRC-based resolution*. 27 mars. [En ligne]. <http://tamilnet.com/art.html?catid=13&artid=35038> (Page consultée le 27 juillet 2015).
- TamilNet. 2012c. *GTYL Conference calls for international mechanism to secure justice for Tamils*. 11 avril. [En ligne]. <http://tamilnet.com/art.html?catid=13&artid=35085> (Page consultée le 27 juillet 2015).
- TamilNet. 2012d. *Canada should have prosecuted officer of war-crimes complicit SL Navy : TAG*. 4 juillet. [En ligne]. <http://tamilnet.com/art.html?catid=13&artid=35347> (Page consultée le 27 juillet 2015).
- TamilNet. 2013a. *Evidence presented against Sri Lanka at Genocide Tribunal in Germany*. 8 décembre. [En ligne]. <http://tamilnet.com/art.html?catid=13&artid=36873> (Page consultée le 27 juillet 2015).
- TamilNet. 2013b. *Diaspora Tamils observe Mu'li-vaaykkaal Genocide remembrance events*. 19 mai. [En ligne]. <http://tamilnet.com/art.html?catid=13&artid=36331> (Page consultée le 27 juillet 2015).
- TamilNet. 2014a. *Activists from homeland, diaspora address UNHRC*. 25 mars. [En ligne]. <http://tamilnet.com/art.html?catid=13&artid=37134> (Page consultée le 27 juillet 2015).
- TamilNet. 2014b. *Eezham Tamils in Canada evolve common position on Tamil activism*. 18 avril. [En ligne]. <http://tamilnet.com/art.html?catid=13&artid=37174> (Page consultée le 27 juillet 2015).
- Tamils Against Genocide. 2015. *About Tamils Against Genocide*. [En ligne]. <http://www.tamilsagainstgenocide.org/AboutTAG.aspx> (Page consultée le 15 juin 2015).

- Tamils Against Genocide. 2010. *Annual Report 2010*. [En ligne]. <http://www.tamilsagainstgenocide.org/Data/Docs/TAG-Annual-Report-2010.pdf> (Page consultée le 15 juin 2015).
- Tamils Against Genocide. 2013. *Black July*. [En ligne]. <http://www.tamilsagainstgenocide.org/read.aspx?storyid=107> (Page consultée le 15 juin 2015).
- Tarrow, Sidney. 1994. *Power in Movement: social movements, collective action and politics*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Taylor, Lesley Ciarula. 2009. *Tamils protest 'genocide'*. The Star. 30 janvier. [En ligne]. http://www.thestar.com/news/gta/2009/01/30/tamils_protest_genocide.html (Page consultée le 1er février 2015).
- Thiranagama, Sharika 2014. « Making Tigers from Tamils: Long-Distance Nationalism and Sri Lankan Tamils in Toronto » *American Anthropologist* 116(2): 265-278.
- Thurairajah, Kalyani. 2010. « The Narrative of Cultural Identity: An Opening for Collective Action among the Sri Lankan Tamil Diaspora in Toronto » dans *Diasporas : Revisiting and Discoveries*, Laura De Pretto, Gloria Macri & Catherine Wong (dir.), Oxford : Inter-Disciplinary Press. 81-98.
- Thurairajah, Kalyani. 2011. « The Shadow of Terrorism: Competing Identities and Loyalties among Tamil Canadians » *Canadian Ethnic Studies* 43(1-2): 129-152.
- Tilly, Charles et Sidney Tarrow. 2008. *Politique(s) du conflit: de la grève à la révolution*. Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- Ubayasiri, Kasun. 2006. « Tamilnet and the international press: global coverage of a radical press » *eJournalist* 6(1). 23 pages.
- Ubayasiri, Kasun. 2002. « Internet and media freedom: a study of media censorship in Sri Lanka and the effectiveness of web-based rebel media » *AsiaPacific MediaEducator* 12 : 62-81.
- Vaddukoddai Resolution. 1976. [En ligne]. http://www.sangam.org/FB_HIST_DOCS/vaddukod.htm (Page consultée le 27 juillet 2015).
- Van de Voorde, Cecile. 2005. « Sri Lankan Terrorism: Assessing and Responding to the Threat of the Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE) » *Police Practice and Research: An International Journal* 6(2): 181-199.
- Vertovec, Steven. 1997. « Three Meanings of 'Diaspora', Exemplified among South Asian Religions » *Diaspora : A Journal of Transnational Studies* 6(3): 277-299.

- Vimalarajah, Luxshi et R. Cheran. 2010. « Empowering Diasporas: The Dynamics of Post-War Transnational Tamil Politics », *Berghof Occasional Paper*, no. 31.
- Walton, Oliver. 2014. « Framing disputes and organizational legitimation: UK-based Sri Lankan Tamil diaspora groups' use of 'genocide' frame since 2009 » *Ethnic and Racial Studies* 38(6) : 959-975.
- Wayland, Sarah. 2004. « Ethnonationalist networks and transnational opportunities: the Sri Lanka Tamil Diaspora » *Review of International Studies* 30(3): 405-426.
- Werbner, Pnina. 2004. « Theorising Complex Diasporas : Purity and Hybridity in the South Asian Public Sphere in Britain » *Journal of Ethnic and Migration Studies* 30(5): 895-911.
- Whitaker, Mark. 2004. « Tamilnet.com: Some Reflections on Popular Anthropology, Nationalism, and the Internet » *Anthropological Quarterly* 77(3): 469-498.
- Whitaker, Mark. 2006. « Internet Counter Counter-Insurgency: TamilNet.com and Ethnic Conflict in Sri Lanka » dans *Native on the Net : Indigenous and Diasporic Peoples in the Virtual Age*, Kyra Landzelius (dir.), New York : Routledge. 255-271.
- White, Robert W. 1989. « From Peaceful Protest to Guerrilla War: Micromobilization of the Provisional Irish Republican Army » *American Journal of Sociology* 94(6): 1277- 1302.
- Zald, Mayer N. 1996. « Culture ideology and strategic framing » dans *Comparative Perspectives on Social Movements: Political Opportunities, Mobilizing Structures and Cultural Framings*, McAdam, McCarthy et Zald (dir.), Cambridge: Cambridge University Press. 26

Annexe 1

Grille de codage

Indépendance	OUI=1/ NON=0
Est-ce qu'il y a une référence directe au terme?	
Est-ce qu'il y a une référence indirecte au terme?	
Est-ce que le terme autodétermination est utilisé?	
Est-ce que le terme sécession est utilisé?	
Est-ce que le terme séparat* est utilisé?	
Est-ce qu'il y a mention de la nation tamoule?	
Est-ce que le terme est directement ou indirectement évoqué à titre de solution politique au conflit sri lankais?	
Est-ce qu'il y a une référence au territoire 'tamoul'?	
Génocide	
Est-ce qu'il y a une référence directe au terme?	
Est-ce qu'il y a une référence indirecte au terme?	
Est-ce qu'il y a mention de crimes de guerre?	
Est-ce qu'il y a mention de crimes contre l'humanité?	
Est-ce qu'il y a une référence à un massacre?	
Est-ce qu'on fait référence à un nombre total de victimes/morts?	
Est-ce qu'on réfère au gouvernement sri lankais à titre de responsable?	
Est-ce qu'on attribue une intention au gouvernement sri lankais?	
Est-ce qu'on réfère aux Tamouls à titre de victimes?	

